REPUBLIQUE DE GUINEE

**Travail-Justice-Soldarité**

undp3

****

**DOCUMENT DE PROJET**

|  |
| --- |
| **Intitulé du projet :** Renforcement de la Résilience et Adaptation aux Impacts Négatifs du Changement Climatique dans les Zones Côtières Vulnérables de la Guinée |
| **Résultat UNDAF :** Préservation de l’environnement et gestion durable des ressources naturelles |
| **Résultat Environnement et développement durable du Plan Stratégique du PNUD :** Les capacités des pays en développement à intégrer les politiques d’adaptation au changement climatique dans les plans nationaux de développement sont renforcées. |
| **Résultat(s) CP attendu(s) :** (i) Les ressources naturelles sont mieux protégées grâce à un meilleur cadre juridique et institutionnel ; (ii) Les superficies de forêts sont accrues  **Produits CPAP attendus :** (i.1) Une politique nationale de protection et de gestion durable de l’environnement est élaborée, adoptée et mise en oeuvre ; (i.2) Des bonnes pratiques et des technologies appropriées sont adoptées et diffusées ; (ii.1) Les zones de mangroves disposent de plans de développement opérationnels.  **Organisme d’exécution / Partenaire de mise en œuvre** : Ministère de l’Environnement, des Eaux et Forêts et du Développement durable  **Organisme de mise en oeuvre/Partenaires responsables** : Conseil National de l’Environnement |



Total des ressources requises 165,855,000

Total des ressources allouées : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Régulières (GEF/LDCF) 2, 970,000
* Autres :

Gouvernement (cash) 300,000

Gouvernement (apport en nature /parallèle) 585,000

Banque Islamique (parallèle) 11,500,000

PNUD (cash) 500,000

Gouvernement (Investissement secteur agriculture) 150,000, 000

Période d’exécution du programme : 2008 - 2013

Atlas Award ID : 00058479(GIN10)

ID du projet : 00072654 (GIN10)

PIMS: 4023

Date de démarrage : Décembre 2009

Date de fin : Janvier 2014

Dispositif de gestion

Date réunion PAC 11/09/2009

**Approuvé par le Gouvernement: Signature Date Nom et Titre**

**Madame Djeinabou Saifon Diallo,**

**Ministre du Plan et de**

**la Coopération Internationale**

**Approuvé par (Organisme d’exécution/ Partenaire de mise en oeuvre) :**

**M. Georges Niankoye DELAMOU,**

Ministre Environnement,

Eaux et Forêts et Développement Durable

**Approuvé par (PNUD) :**

**M. Adama Coulibaly**

**Directeur Pays**

TABLE DES MATIERES

[SECTION I : Elaboration du projet 7](#_Toc275539062)

[Partie 1 : Analyse de la situation 7](#_Toc275539063)

[I. Contexte et importance au niveau global 7](#_Toc275539064)

[II. Changement climatique : Prévisions des menaces et impacts en Basse-Guinée 10](#_Toc275539065)

[Changements climatiques prévus 10](#_Toc275539066)

[Impacts prévus du changement climatique sur les secteurs clés en Basse-Guinée 11](#_Toc275539067)

[**Stratégies et politiques** 14](#_Toc275539068)

[**Conventions internationales** 15](#_Toc275539069)

[**Comité sur le changement climatique et l’environnement** 15](#_Toc275539070)

[**Les efforts au niveau local /communautaire** 16](#_Toc275539071)

[**Situation de référence - Réponse institutionnelle à la variabilité au climat** 17](#_Toc275539072)

[IV. Causes du problème : faiblesses de la réponse actuelle 17](#_Toc275539073)

[V. Situation privilégiée et obstacles à surmonter 19](#_Toc275539074)

[**Obstacles au niveau local** 19](#_Toc275539075)

[Obstacles au niveau préfectoral 20](#_Toc275539076)

[**Obstacles au niveau national** 20](#_Toc275539077)

[VI. Contexte politique et institutionnel 21](#_Toc275539078)

[**Politique** 21](#_Toc275539079)

[Institutions 21](#_Toc275539080)

[VIII. Introduction aux zones de démonstration 25](#_Toc275539081)

[I. Scénario alternatif du FEM 26](#_Toc275539082)

[II. Justification du projet et conformité réglementaire 27](#_Toc275539083)

[Conformité au FPMA et au FEM 27](#_Toc275539084)

[Conformité d’ensemble au FEM 28](#_Toc275539085)

[III. But, objectifs et produits / activités du projet 28](#_Toc275539086)

[IV. Indicateurs, risques et hypothèses du projet 39](#_Toc275539087)

[V. Bénéfices attendus aux niveaux national et local 43](#_Toc275539088)

[VI. Appropriation nationale : éligibilité et impulsion du pays 44](#_Toc275539089)

[VII. Durabilité et réplicabilité 45](#_Toc275539090)

[Partie 3 : Dispositif de gestion 46](#_Toc275539091)

[I. Au niveau national 46](#_Toc275539092)

[II. Au niveau préfectoral 48](#_Toc275539093)

[III. Au niveau des CRD 49](#_Toc275539094)

[IV. Organigramme de Gestion 50](#_Toc275539095)

[Partie IV : Suivi & Evaluation 51](#_Toc275539096)

[I. Démarrage du projet 51](#_Toc275539097)

[II. Suivi trimestriel 52](#_Toc275539098)

[III. Suivi Annuel 52](#_Toc275539099)

[IV. Suivi périodique à travers des visites de sites 53](#_Toc275539100)

[V. A mi-parcours du projet 53](#_Toc275539101)

[VI. Fin du projet 53](#_Toc275539102)

[VII. Apprentissage et partage de connaissances 54](#_Toc275539103)

[VIII. Plan de travail indicatif des activités de suivi & évaluation et budget correspondant 54](#_Toc275539104)

[Partie 5 : Contexte juridique 55](#_Toc275539105)

[SECTION II : Cadre de résultats stratégiques et FEM 56](#_Toc275539106)

[Partie 1 : Analyse des coûts additionnels 56](#_Toc275539107)

[I. Contexte du projet 56](#_Toc275539108)

[Résultat 1 : Les capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées 57](#_Toc275539109)

[III. Résumé des coûts et bénéfices liés à l'adaptation 59](#_Toc275539110)

[Partie 2 : Analyse du cadre logique 64](#_Toc275539111)

[SECTION III : Budget global et plan d’action 75](#_Toc275539112)

[ANNEXES 85](#_Toc275539113)

[Annexe 1 : Carte des zones agro-écologiques de la Basse-Guinée 85](#_Toc275539114)

[Annexe 2 : Résultats de l’évaluation de la vulnérabilité conduite durant la conception du projet 86](#_Toc275539115)

[Annexe 3 : TdR pour le mécanisme de coordination du projet et les principaux membres de l’équipe 87](#_Toc275539116)

[Annexe 4 : Synthèse des études menées lors de la phase préparatoire du projet 93](#_Toc275539117)

[Annexe 5 : Lettres de cofinancement 96](#_Toc275539118)

Liste des Tableaux

[Tableau 1 : Projections relatives à l’élévation du niveau de la mer (Source : Etude de référence sur l’adaptation pour la conception du projet)……………………………](#_Toc240259808)…………………….…...10

[Tableau 2 : Prévisions des risques liés au changement climatique pour la Basse-Guinée…… 11](#_Toc240259809)

[Tableau 3 : Prévisions des impacts liés au changement climatique dans la zone côtière………...12](#_Toc240259810)

[Tableau 4 : Analyse des parties prenantes](#_Toc240259811) 24

[Tableau 5 : Suivi et évaluation du projet 55](#_Toc240259812)

ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

AFD Agence Française de Développement

AL Agents de liaison

ALM Mécanisme d’apprentissage en matière d’adaptation

AWP Plan de travail annuel

CCC Comités consultatifs communaux

CCNUCC Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CDB Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique

CITES Convention Internationale sur le Commerce des espèces menacées

CMC Charente Maritime Coopération

CNE Conseil National pour l’Environnement

CNI Communication Nationale Initiale

CNU-LCD Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

CPAP Plan d’Action du Programme de Pays

CRD Communauté Rurale de Développement

CTP Conseiller technique principal

DCN Deuxième Communication Nationale

DP Direction du projet

DSRP Document de Stratégie de réduction de la pauvreté

ERC Centre de ressources d’évaluation

FAO Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture

FEM Fonds pour l’Environnement Mondial

FEM SEC Secrétariat du Fonds pour l’Environnement Mondial

FIDA Fond International pour le Développement de l’Agriculture

FPMA Fonds pour les Pays les Moins Avancés

GIZC Gestion Intégrée des zones côtières

GIEC Groupe intergouvernemental sur le Changement Climatique

IR Rapport de lancement

IW Atelier de lancement

LECZ Zones côtières de faible altitude

MEDD Ministère de l’Environnement et du Développement Durable

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement

PACV Programme d’Appui aux Communautés Villageoises

PANA Plan d’Action National d’Adaptation au changement climatique

PDL Plan de Développement Local

PDR-K Projet de Développement Rural de Kakossa

PIB Produit Intérieur Brut

PIR Revues de mise en œuvre du projet

PMA Pays les Moins Avancés

PNAE Plan d’Action National pour l’Environnement

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUD-CO Programme des Nations Unies pour le Développement - Bureau de pays

PPG Fonds de Préparation de Projet

RAP Rapport d’avancement du projet

Riz-BG Projet Riz en Basse-Guinée (Riz-BG)

RTP Revue Tripartite

RTPF Revue Tripartite Finale

S&E Suivi et Evaluation

UCP Unité de Coordination du Projet

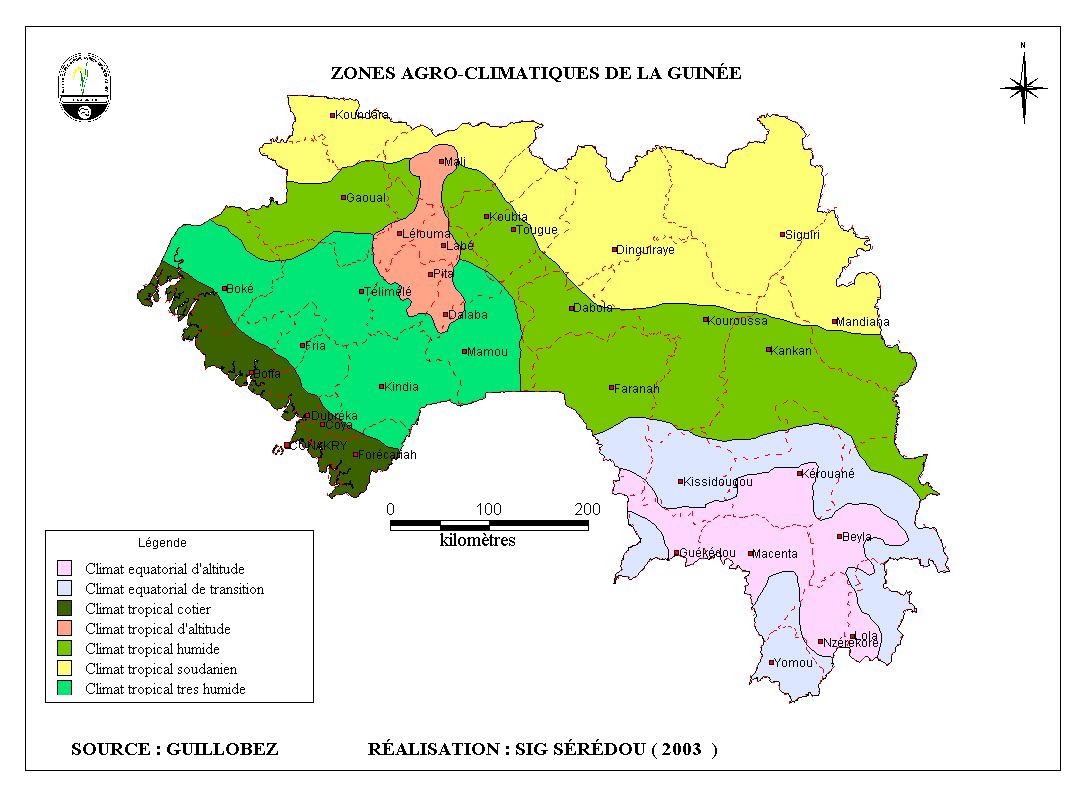
UCR Unité de Coordination Régionale

TdR Termes de Référence

# SECTION I : Elaboration du projet

## Partie 1 : Analyse de la situation

### I. Contexte et importance au niveau global

1. La Guinée est un pays côtier d'Afrique de l’Ouest peuplé d'environ 10,1 millions d’habitants et doté d’une superficie de 245 857 km2. La Guinée possède des frontières terrestres avec la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone. Le pays peut être divisé en quatre régions écologiques (voir carte 1) présentant des caractéristiques climatiques spécifiques : (i) la Guinée maritime ou Basse-Guinée, avec un climat tropical côtier, qui connaît une pluviométrie moyenne variant entre 2 000 et 4 000 mm / an, des températures moyennes annuelles allant de 25.5 à 28.5 °C et un degré important d’humidité ; (ii) La Moyenne Guinée au climat humide voire tropical de type soudanais, des précipitations moyennes se situant entre 1 000 et 2 000 mm / an, des températures moyennes annuelles entre 23.5 et 28.5 °C et un degré d’humidité plus faible qu’en Guinée maritime ; (iii) La Haute-Guinée, au climat humide voire tropical de type soudanais, une pluviométrie moyenne située entre 1 000 et 2 000 mm / an, des températures annuelles moyennes allant de 23,5 à 27,5 º C et un degré d'humidité assez similaire à celui de la Moyenne Guinée; et (iv) La Guinée forestière au climat équatorial, une pluviométrie moyenne située entre 2 500 et 3 500 mm / an, des températures annuelles moyennes allant de 23,5 à 25,5 º C et un degré élevé d'humidité.

*Carte 1 : Carte des zones agro-climatiques de la Guinée*

1. La Guinée est dotée d’importantes ressources minières, hydrauliques et agricoles, mais elle figure néanmoins parmi les pays les moins avancés (PMA). En raison de ses conditions socio-économiques, sa situation politique et sa position géographique, la Guinée est particulièrement vulnérable au changement climatique. Avec un produit Intérieur Brut (PIB) par habitant estimé en 2007 à 400$[[1]](#footnote-1) et qui est en baisse (410 US$ en 2006), la Guinée est tout d’abord l’un des pays les plus pauvres au monde. Le rapport 2008 du PNUD sur le développement humain classait la Guinée 160ème sur les 177 pays. Les facteurs socio-économiques affectent le fonctionnement des communautés, réseaux et gouvernements, ce qui entraîne une très faible capacité à s’adapter au changement climatique.
2. En second lieu, l’économie et la population de la Guinée sont largement tributaires de la production alimentaire primaire et des ressources naturelles. Selon la Communication Nationale Initiale (CNI), l’agriculture contribue à hauteur d’environ 20% du PIB et emploie plus de 70% de la population. Toutefois, cette agriculture est basée sur des petites exploitations à faible rendement, la non-utilisation d’intrants et surtout dépendante des eaux pluviales. Le secteur agricole, et ce type d’agriculture en particulier, est extrêmement vulnérable au changement climatique. En conséquence, une partie importante de la population et de l’économie guinéenne est tributaire d’un secteur qui est précisément le plus vulnérable au changement climatique.
3. Troisièmement, la Guinée souffre d’une instabilité institutionnelle et politique qui pourrait affecter l’efficacité de la mise en oeuvre des programmes, stratégies et politiques de développement. Peu après la disparition de Lansana Conté en décembre 2008, l’armée a pris le pouvoir, le parlement a été dissout et la Constitution abolie. Le nouveau Président issu de l’armée, Moussa Dadis Camara, a promis l’organisation de nouvelles élections présidentielles, programmées en 2010. Ces élections auront une incidence à la fois sur les institutions et le personnel administratif en place, et pourraient en outre influer sur les stratégies de développement et la mise en œuvre des plans.
4. Ensuite, la Guinée souffre de pressions environnementales supplémentaires sur ses ressources naturelles en raison, entre autres, de la croissance démographique, de l’accroissement des zones agricoles et de la demande en denrées alimentaires. La période de jachère agricole se réduit à un rythme soutenu, ce qui conduit à la dégradation des sols et des ressources naturelles. Combinées aux effets du changement climatique, ces pressions environnementales réduiront les capacités d’adaptation des communautés locales.
5. La Basse-Guinée a attiré une population croissante en comparaison avec le reste du pays et abrite actuellement environ 38 % de la population. Le PANA a identifié la région comme particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, principalement en raison de divers facteurs pré-existants dans la région, et notamment : la destruction en cours de la forêt de mangroves, la faible mise en application de la réglementation existante, les pressions démographiques, l'urbanisation, la pollution industrielle et agricole, les conflits fonciers et un manque général de moyens pour lutter contre la dégradation de l'environnement. L'annexe 2 présente les résultats d'une évaluation de la vulnérabilité réalisée lors de la conception du projet.
6. Il est prévu que les zones côtières seront affectées par l'élévation du niveau de la mer, les inondations et l'intrusion d'eau salée. L’agriculture dans les zones côtières où la population cultive, entre autres, du riz de mangrove, est extrêmement vulnérable, en raison de sa dépendance à l'élévation du niveau des mers et des concentrations de sel dans le sol.
7. En somme, avec une forte instabilité institutionnelle et politique au niveau central, des pressions sur l'environnement préexistantes, une population dans les zones côtières dotée d’une faible capacité d'adaptation - dont la majorité dépend du secteur le plus vulnérable au changement climatique – les zones côtières de Guinée sont très vulnérables au changement climatique.
8. La zone côtière guinéenne s'étend de la Guinée-Bissau à la Sierra Leone sur près de 300 km et sur une largeur d'environ 50 km. Il s'agit d'une mer qui submerge les zones côtières avec une marée importante pouvant s'élever à 30 km dans les terres (son élévation moyenne est de 4,5 m). L'écologie de la zone côtière est caractérisée par une forêt dense de mangroves qui couvre jusqu'à 10 km de la largeur de la zone côtière. La biodiversité de la zone côtière et les diverses activités socio-économiques en font une zone très attractive et peuplée. L'annexe 1 présente les différentes zones écologiques de la Basse-Guinée.
9. Les principales activités économiques de la Basse-Guinée concernent l'agriculture, et en particulier la culture de riz de mangrove, la pêche, l’exploitation des forêts, l'arboriculture, l'agrosylviculture, l'élevage, l'exploitation minière et le transport maritime, comme indiqué dans "*Rapport national sur l'environnement marin et côtier*" de 2006. La culture de riz de mangrove en Basse-Guinée se répartit comme suit : plantations cultivées directement sur la côte et dont la période de culture varie de 3 à 4 mois ; plantations le long de la partie centrale des estuaires (période de culture allant de 4 à 5 mois) et, enfin, plantations ouvertes dans les estuaires situés dans la partie supérieure (la saison de culture allant de 5 à 6 mois). Couplé avec la pression démographique déjà existante sur les terres, la période de jachère de ces zones a été considérablement réduite et le maintien de la fertilité du sol est désormais devenu une réelle préoccupation. En outre, les plaines rizicoles souffrent du peu d'entretien et les différentes portes d'écluse et de canaux sont généralement dans un état inexploitable. Le PANA indique que l'écosystème de la mangrove connaît un taux de régression annuelle de 4,2%.
10. La pêche est également une activité économique importante du littoral. Ce secteur emploie, directement et indirectement, environ 150 000 à 200 000 personnes selon les chiffres de 1997 de l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’agriculture (FAO). [[2]](#footnote-2)
11. La demande en énergie, en particulier dans les zones rurales, est élevée. Les Guinéens dépendent fortement des ressources forestières pour leur énergie domestique, le fumage du poisson, l'exploitation minière, l'élevage et la production de sel. L’exploitation minière, en particulier, a provoqué des changements dans le paysage et une grave pollution atmosphérique due aux émissions de poussières dans l'atmosphère.
12. Les préoccupations environnementales en Basse-Guinée comprennent : (i) les menaces sur les écosystèmes (déboisement de mangroves, perte d'habitats et d'espèces) ; (ii) l'érosion côtière ; (iii) l'intrusion de sel et la pollution des eaux souterraines ; (iv) la pollution côtière et marine, et (v) l'épuisement progressif des stocks de poissons.

### II. Changement climatique : Prévisions des menaces et impacts en Basse-Guinée

#### Changements climatiques prévus

1. Selon le PANA et le scénario climatique obtenu lors de la conception de ce projet, plusieurs changements climatiques ont été prévus pour les différentes régions écologiques de la Guinée. En Moyenne Guinée et Haute-Guinée, le réchauffement devrait respectivement se situer partout entre 0,3 et 2°C (sensibilité de 1.5°C) d'ici 2100 ; entre 0,4 et 3.3° C (sensibilité de 2.5°C) et entre 0,5 à 4.8°C (sensibilité de 4.5°C). La Basse-Guinée devrait en particulier connaître une hausse des températures allant de 0,2 à 2°C (sensibilité de 1,5°C) d’ici 2100 ; de 0,3 à 3°C (sensibilité de 2,5°C) et enfin de 0,4 à 4,5°C (sensibilité de 4,5°C) [[3]](#footnote-3) (voir Tableau 1 ci-dessous). Parallèlement à une hausse des températures, il est également prévu que le régime des précipitations change. La chute du volume des précipitations en Basse-Guinée pourrait atteindre 18,2 % du volume actuel en 2050 et 20 % d'ici 2100. De manière générale, la région côtière en particulier, connaîtra une hausse des températures, accompagnée d'une augmentation de la variabilité des précipitations et d’une diminution de la pluviométrie globale (voir le tableau 1 ci-dessous).
2. Une élévation du niveau de la mer est également prévue. En fonction de différentes sensibilités, le niveau de la mer pourrait augmenter partout de 15 à 78 cm d’ici 2100. Le tableau suivant donne les prévisions en matière de hausses des températures, baisse de précipitations et les scénarios d’élévation du niveau de la mer[[4]](#footnote-4):

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sensibilités** | **Année** | **Température Δ (ºC)** | **Précipitations Δ (%)** | **Hausse du niveau de la mer (cm)** | **Hypothèse** | **Observation** |
| 1,5 °C | 2050 | 0.1 - 1,6 | -11 | 8 | Hypothèse faible | Faibles variations |
| 2100 | 0.2 - 2,0 | -1.5 à -12.2 | 15 |
| 2,5 °C | 2050 | 0.2 - 2.5 | -1 - 15 | 22 | Hypothèse moyenne | Variations importantes |
| 2100 | 0.3 - 3 | -2.4 - 17.9 | 48 |
| 4,5°C | 2050 | 0.4 - 4,5 | -2.1 - 18.2 | 39 | Hypothèse haute | Variations très importantes |
| 2100 | 0.4 - 4,5 | -2.1 - 20 % | 78 |

##### Tableau 1 : Projections relatives à l’élévation du niveau de la mer (Source : Etude de référence sur l’adaptation pour la conception du projet)

1. Les principaux risques liés au changement climatique identifiés au cours du processus du PANA sont résumés dans le tableau suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Risque** | **Localisation en Basse-Guinée** |
| 1 | Hausse de la température à la surface de la mer & élévation du niveau de la mer | Région littorale (Préfectures de Boké, Boffa, Coyah, Dubréka, Conakry et Forécariah) |
| 2 | Sécheresse | Le Nord de la préfecture de Boké |
| 3 | Forte Insolation | Préfecture de Boké |
| 4 | Inondations | Préfecture de Boké |
| 5 | Changements dans le régime des précipitations | L’ensemble de la zone |
| 6 | Evènements climatiques extrêmes | L’ensemble de la zone |

##### Tableau 2 : Prévisions des risques liés au changement climatique pour la Basse-Guinée

#### Impacts prévus du changement climatique sur les secteurs clés en Basse-Guinée

1. Comme cela a été décrit dans la sous-section précédente, les changements climatiques auront une incidence sur l'ensemble de la zone côtière guinéenne. La plupart des activités socio-économiques seront affectées par les impacts liés au changement climatique prévus. Ces impacts auront notamment les effets suivants : perte de revenus, diminution de la qualité de vie, déplacements de populations, diminution de la production agricole. Le tableau 3 présente les principaux impacts liés au changement climatique pour chacun des risques décrits ci-dessus.
2. De manière générale, l’on prévoit que le **secteur forestier** sera fortement touché par le changement climatique. Le PANA mentionne que, combinée à la hausse des températures et à la baisse des précipitations, la végétation actuelle des régions spécifiques du pays évoluera. Les forêts de mangrove accroissent la productivité biologique de l'écosystème marin en déposant des composants organiques et l'écosystème de la mangrove joue un rôle fondamental dans le maintien de l'équilibre environnemental dans la zone côtière. Cependant, les forêts de mangroves en Basse-Guinée sont reconnues comme étant l'une des ressources les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Dans la mesure où les forêts de mangroves sont fortement tributaires des flux des fleuves et des eaux de surface pour leurs dépôts d’éléments nutritifs dans les sols, une diminution des précipitations pourrait largement réduire la fertilité et la productivité des forêts de mangroves.
3. En outre, l'élévation du niveau de la mer devrait avoir pour conséquence l'inondation d'une surface importante de forêts de mangroves, entraînant une destruction définitive de certaines d'entre elles. Les sites de mangroves répertoriés comme étant particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique comprennent : Sonfonia, Dubréka, Boffa, Boké, Tabounsou-Soumbouya, Benty dans le sud, les îles de Kaback et Kakossa, Alcatraz, Tristao, Loos et la presqu'île de Kaloum. Les forêts de mangroves dans les préfectures de Forécariah, Boffa et Boké subiront d’importantes pertes.
4. Dans le **secteur agricole**, les grandes régions agricoles ont déjà été abandonnées principalement en raison de la salinisation et l'acidification du sol, combinées à une absence de gestion adéquate de l'eau. Les effets du changement climatique en Basse-Guinée[[5]](#footnote-5) sont susceptibles de causer un accroissement de la pression sur les zones côtières de basse altitude (LECZ) qui pourrait menacer la viabilité de plaines rizicoles. La culture du riz représente environ 42% de la production agricole de la Basse-Guinée. Les impacts prévus en raison de l'élévation du niveau de la mer sont les suivants : destruction des infrastructures, intrusion saline, pénuries d’eau potable et perte de terres agricoles et / ou réduction du rendement. [[6]](#footnote-6)

|  |  |
| --- | --- |
| **Risque** | **Impacts** |
| **Hausse de la température à la surface de la mer & élévation du niveau de la mer** | * Inondation des côtes * Intrusion d’eau salée * Perte de terres et de cultures * Modification de la structure taxonomique * Extinction ou migration de certaines espèces animales ou végétales * Destruction définitive des forêts de mangroves * Destruction des infrastructures * Conflits sociaux * Prolifération des maladies * Déplacement de populations |
| **Sécheresse** | * Dégradation des eaux de source * Assèchement de petites voies navigables et plans d’eau * Pénurie d’eau pour la faune sauvage * Sédimentation des voies navigables et des rizières * Assèchement de la terre * Baisse des rendements dans la culture de riz * Perte de cultures/récoltes * Baisse de la productivité animale * Perte de l’élevage * Perte de la biodiversité * Migration de la faune sauvage * Augmentation des feux de forêts * Prolifération de plantes pathogènes * Conflits sociaux |
| **Forte Insolation** | * Déshydratation de certaines espèces animales et végétales * Assèchement de la terre * Augmentation des taux d’évapotranspiration * Perte de la production et de la productivité |
| Inondations | * Destruction des infrastructures * Perte de vies humaines et de biens * Extinction ou migration de certaines espèces animales et végétales * Prolifération de maladies hydriques * Inaccessibilité de certaines zones |
| **Changements dans le régime des précipitations** | * Perturbation du calendrier des cultures * Perte de cultures/récoltes * Précipitations précoces * Perturbation du cycle hydrologique |
| **Evènements climatiques extrêmes** | * Perte de vies humaines et de biens * Destruction partielle des infrastructures * Déracinement des arbres * Destruction de cultures/récoltes et de terres cultivées |

##### Tableau 3 : Prévisions des impacts liés au changement climatique dans la zone côtière de Guinée

1. Les terres agricoles des plaines de Koba ont également été identifiées comme pouvant être particulièrement affectées. Elles subissent déjà une grave érosion. Selon la CNI, les inondations sont prévues et devraient inonder les digues, détruisant ainsi les établissements et les terres agricoles.
2. D’après le PANA, le **débit des cours d'eau** connaîtra des réductions du fait du changement climatique. Ces changements pourraient atteindre plus de 50% de la moyenne quotidienne actuelle. Cela sera valable pour toutes les régions du pays mais en particulier celles situées au Nord du 10ème parallèle latitudinal, ce qui inclut Boffa et Boké. Le débit du fleuve Niger devrait être réduit partout de 16% à 28% (sensibilité 2.50C) et jusqu'à 23% à 54% (sensibilité 4.50C). En outre, l'élévation du niveau de la mer et les inondations devraient avoir de graves répercussions sur les ressources en eau potable, provoquant l'intrusion d'eau salée dans les eaux douces et ainsi entraîner une prolifération des maladies hydriques et une diminution de la qualité de vie.
3. La **pêche** figure également parmi les autres secteurs qui seront touchés par la montée des eaux et des températures, entraînant une perturbation de la structure de la circulation thermohaline, une perte de l’habitat et une extinction et/ou la migration de certaines espèces marines. Des espèces commercialisables ainsi que la productivité seront réduites. En outre, le fumage de poisson, activité largement pratiquée toute l'année et extrêmement dépendante de la mangrove, subirait également des pertes. Le processus de fumage du poisson devrait être amélioré afin de réduire sa dépendance au bois issu des mangroves et son impact sur l'écosystème de la mangrove.
4. L’on prévoit également que l’élévation du niveau de la mer pourrait détruire les digues de protection contre les inondations et rendre les **lieux d’extraction de sel** inopérants[[7]](#footnote-7). Au même titre que le processus de fumage du poisson, le procédé artisanal d’extraction de sel utilise du bois de mangrove durant le processus d'évaporation et de cristallisation. Un autre procédé, consistant à utiliser l'énergie solaire pour l'évaporation de l'eau salée, a été mis en œuvre en Guinée depuis quelques années. Ce procédé devrait être diffusé afin de réduire les impacts de l'activité de production de sel sur l’écosystème de mangrove, qui est essentiel pour la protection du littoral contre l'érosion due à l'élévation du niveau de la mer.
5. La qualité de vie dans son ensemble devrait être affectée aussi. La CNI a prévu que les inondations et la hausse du niveau de la mer pourraient entraîner le déplacement d’environ 30 % de la population côtière, tout en provoquant la destruction des infrastructures, la réduction de l'approvisionnement en eau potable, et ainsi faciliter la propagation des maladies.
6. En somme, il est prévu que le changement climatique affectera les zones côtières et en particulier les zones de mangroves par une réduction des précipitations et une inondation anticipée d'une partie importante de la mangrove, en raison de l'élévation du niveau de la mer et de la destruction des digues de protection contre les inondations. Ainsi, les principaux problèmes liés au changement climatique dans les zones côtières sont : une menace environnementale importante sur les zones de mangroves, une baisse prévue de la production de riz dans les plaines de mangrove (en particulier à Koba, Kito, Kakossa et Kaback), et la destruction des infrastructures agricoles et des puits d’extraction de sel. Les autorités élues aux niveaux local, préfectoral et central n’ont pas les capacités institutionnelles nécessaires pour faire face à ce problème et les agriculteurs ne mettent pas en œuvre les systèmes d’adaptation de l’agriculture.

**III. Situation de référence : Stratégies, politiques et mesures actuelles de lutte contre la vulnérabilité climatique et en faveur du développement durable**

1. En Guinée, diverses initiatives nationales et internationales continuent d’œuvrer en faveur d’un développement durable. Cela peut être observé à travers différentes mesures identifiées dans la situation de référence, comprenant des stratégies et politiques pertinentes, des projets de développement, des programmes locaux et diverses initiatives locales et communautaires.

#### **Stratégies et politiques**

1. Au début des années 1980, la Guinée a adopté différents codes qui avaient pour vocation de renforcer la protection des ressources environnementales. Il est important de noter que la majorité de ces codes soit ne disposent pas des textes nécessaires à leur mise en œuvre soit sont mal diffusés. En outre, ces textes n’ont en règle générale pas été approuvés par les collectivités locales et le droit coutumier local, et ne sont ainsi pas appliqués au niveau local. Cela réduit par conséquent leur efficacité dans la protection de l'environnement. Néanmoins, parmi ces codes figurent :

* Le *Code de protection et de mise en valeur de l'environnement*  : Promulgué en 1987, ce code énonce les principes fondamentaux, les définitions et les structures administratives relatifs à la gestion de l'environnement, et définit les contours des mesures de protection de l'environnement.
* Le *Code Forestier*: Promulgué en 1999 et portant promulgation de la loi sur les forêts, ce texte codifie, entre autres, les questions de gestion forestière, telles que l'exploitation, la protection, les feux de brousse, le reboisement, les droits d’usage et le Fonds forestier national.
* Le *Code de Protection de la Faune Sauvage et Réglementation de la Chasse* : Promulgué en 1990 et revu en 1997, ce texte codifie la conservation de la faune sauvage et ses habitats, définit les contours des parcs nationaux, réserves naturelles et zones de chasse, tout en énumérant la liste des espèces animales protégées.
* Le *Code minier* : Promulgué en 1995, ce code aborde l'extraction des ressources minières naturelles, la protection de l'environnement dans les zones minières et l'indemnisation en cas de blessures et dommages. Ce Code a été modifié récemment et est désormais désigné sous l’appellation « Conventions Minières ».
* Le *Code de l’Eau* : Promulgué en 1994, ce code établit le cadre juridique pour l'exploitation et la protection de l'eau.
* Le *Code de l'Élevage et des Produits Animaux et le Code Pastoral* : Promulgués tous les deux en 1995, ces codes mettent en évidence les liens entre l’élevage et la protection de l'environnement.

1. En outre, la Guinée a élaboré un Plan National d'Action pour l'Environnement - PNAE lancé en 1989. Trois programmes spécifiques ont été définis : (i) Gestion des ressources naturelles ; (ii) Pollution et assainissement, et (iii) Société et environnement.
2. La Guinée a également préparé une nouvelle politique de développement agricole qui vise, d’ici 2015, à: (i) améliorer l'efficience et l'efficacité des systèmes et marchés agricoles locaux ; (ii) promouvoir le secteur privé agricole ; (iii) améliorer l'accès aux marchés national, sous-régional, et international ; et (iv) Assurer une gestion durable des ressources naturelles et environnementales.
3. Enfin, la Guinée a promulgué une stratégie nationale pour la biodiversité qui vise quatre objectifs d’ici 2015 : (i) la conservation de la biodiversité, (ii) l'utilisation durable des ressources naturelles ; (iii) des mesures globales pour la conservation et l'utilisation durable des ressources de la diversité biologique ; et (iv) la coopération internationale. Un Plan d'Action National Forestier a également été élaboré.

#### **Conventions internationales**

1. La République de Guinée est partie à plusieurs Conventions internationales, et notamment : (i) la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES) depuis 1981 ; (ii) la Convention de Ramsar depuis 1992 ; (iii) La Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) depuis 1993 ; (iv) La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNU-LCD) depuis 1997 ; (v) La Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis 1994 ; et (vi) La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et leur élimination, depuis 1995.

#### **Comité sur le changement climatique et l’environnement**

1. À l'heure actuelle, la Guinée travaille au renforcement du Conseil National de l'Environnement (CNE), placé sous la supervision du ministère de l'Environnement, Eaux et Forêts et du Développement Durable et (MEEFDD). En tant que conseil consultatif chargé de soutenir le MEEFDD dans la gestion du secteur de l'environnement, le CNE a été, par exemple, responsable de l'élaboration du PANA.

**Programmes et projets nationaux**

1. Avec l'appui de partenaires internationaux le plus souvent, une série de projets et programmes de développement visant particulièrement la gestion des ressources environnementales et naturelles, ont été et continuent d'être mis en œuvre en Basse-Guinée. Parmi ces initiatives :

* Le Projet de Développement Rural de Kakossa (PDR-K). Financé par la Banque Islamique de Développement et le Gouvernement de Guinée pour un montant de 11,5 millions $ US, le projet vise à réhabiliter 2 400 ha de culture de riz de plaines et à développer 384 ha de plaines rizicoles à Kakossa ;
* Le projet Riz en Basse-Guinée (Riz-BG). Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 9 M €, le projet vise à : (i) développer 2 500 ha de plaines rizicoles en Basse Guinée, (ii) Soutenir la Fédération des Organisations Paysannes de Basse-Guinée ; (iii) Appuyer des activités de terrain de gestion des eaux ; (iv) Financer des activités de recherche (gestion de la fertilité des sols et suivi socio-économique) mises en œuvre par l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée ; (v) Appuyer le suivi et l'évaluation mis en œuvre par l'Observatoire national de la Guinée.
* Le Programme d’Appui aux Communautés Villageoises (PACV). Ce programme est co-financé par l'AFD et la Banque mondiale. Les activités sont axées sur : (i) un projet de gestion communautaire des terres grâce à l'appui des Communautés Rurales de Développement - CRD - pour la gestion des bassins versants ; et (ii) un projet de gestion de la biodiversité marine et côtière grâce à l'appui des administrations centrales et régionales pour la création de la première réserve naturelle intégrée.
* Le Projet d’appui au développement rural de Basse-Guinée. Financé de 1997 à 2002 par le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), le projet visait à : (i) développer les capacités ; (ii) élaborer des systèmes agro-sylvo-pastoraux ; (iii) financer des activités en milieu rural ; et (iv) développer des infrastructures pour la production.
* Le programme d’actions pour les forêts en Basse-Guinée. Mis en œuvre de 1993 à 2001, ce projet a trois composantes majeures : (i) la promotion de la gestion communautaire des mangroves à proximité de Conakry ; (ii) le reboisement des mangroves ; et (iii) la promotion de l'utilisation des foyers améliorés.
* Enfin, d'autres initiatives locales prises en charge, par exemple, par *Charentes-Maritime Coopération* (CMC) ou l'association française *Universel*, visent à améliorer la gestion locale des ressources naturelles.

#### **Les efforts au niveau local /communautaire**

1. Un des points forts identifiés au niveau local concerne les connaissances autochtones en matière de gestion durable des écosystèmes préexistants dans toutes les régions. Certaines de ces connaissances ont cependant été perdues au fil du temps du fait de la modernisation. En voici quelques exemples :

* Techniques traditionnelles de chasse et utilisation de variétés végétales ;
* Connaissance du calendrier lunaire et des courants de marée afin d'aider les pêcheurs et les bûcherons en matière de prévisions météorologiques ;
* Connaissance de différentes variétés d’herbes issues des mangroves afin de réduire la pénurie alimentaire et la médecine traditionnelle;
* Mise en place de camps temporaires permettant aux communautés de pêcheurs de s'adapter aux changements de marées ;
* Prévision des périodes de pêche favorables grâce à l'analyse des conditions locales ;
* Utilisation de barrages techniques dans la production de riz afin de conserver l'eau douce;
* Drainage d’eau salée dans les compartiments de riz pendant la saison sèche afin d'éliminer les mauvaises herbes et les crabes ;
* Capture d'eau douce dans les fosses sans atteindre la ligne de sel ;
* Utilisation de la hauteur des nids d'oiseaux dans les champs de riz comme moyen de prévision de l’ampleur de la prochaine élévation du niveau de l'eau et de la variété de riz à cultiver ;
* Le compostage des ordures ménagères pour une utilisation dans les cultures maraîchères ;
* L'utilisation des restes de récolte pour l'alimentation du bétail, et ;
* La conservation à travers le totémisme et les associations de défense de la nature

#### **Situation de référence - Réponse institutionnelle à la variabilité au climat**

1. Les mesures et politiques mentionnées ci-dessus démontrent un potentiel pour la protection des ressources naturelles, et devraient, dans l'ensemble, contribuer à améliorer l'environnement et donc augmenter la capacité d’adaptation au changement climatique. Plus récemment, la Guinée a placé le changement climatique au rang des priorités pour le développement national à travers l’élaboration de :

* Sa CNI relative au changement climatique en 2002 ;
* Son PANA en 2007 ; et
* La Deuxième Communication Nationale (DCN) en cours actuellement.

### IV. Causes du problème : faiblesses de la réponse actuelle

1. Malgré ces différentes mesures, la situation actuelle en Guinée, et plus particulièrement en Basse-Guinée, est caractérisée par une dégradation progressive des ressources naturelles et par conséquent une réduction de la résilience face au changement climatique et à la variabilité du climat. Les moyens d'existence seront de plus en plus affectés. Les changements climatiques annoncés dans les prochaines décennies sont susceptibles de causer de graves dommages dans les villages, de contribuer à la pauvreté et de saper le développement national.
2. Les mesures identifiées dans la situation de référence visent à atteindre un développement durable et, dans une certaine mesure, à s’attaquer à la variabilité du climat. Toutefois, dans la situation de référence, aucune mesure importante n’est prévue pour lutter contre le changement climatique, accroître la capacité d'adaptation ou réduire la vulnérabilité au changement climatique. Dans la situation de référence, les seules mesures relatives au changement climatique prévues mettent l'accent sur l'élaboration des exigences de base de la CCNUCC.
3. En conséquence, dans la situation de référence et à travers l’ensemble de la Basse-Guinée, les ménages, les communautés et l'économie restent très vulnérables au changement climatique. Les causes profondes de cette vulnérabilité sont discutées dans les paragraphes suivants.
4. Dans la mesure où la Guinée est sujette aux risques climatiques, la Basse-Guinée est particulièrement vulnérable au changement climatique en raison de son contexte géographique et socio-économique spécifique développé plus haut. Il n'est pas possible d'analyser les impacts du changement climatique de manière isolée, ni de les séparer des défis qu’ils représentent pour le développement en général. Il n'est pas possible non plus de séparer les causes profondes de la faible capacité d'adaptation ou de la grande vulnérabilité au changement climatique. Ces faiblesses sont des caractéristiques intrinsèques des capacités locales et nationales d'adaptation. Malgré ces défis conceptuels, des études récentes à l'échelle locale (village) révèlent une série de causes profondes de la grande vulnérabilité au changement climatique (et à la variabilité du climat) au niveau des ménages et des communautés en particulier. Les causes les plus importantes et prédominantes sont les suivantes :

* Une dégradation déjà importante des ressources naturelles en Basse-Guinée et une pression accrue sur ces mêmes ressources. La mangrove, considérée comme une barrière naturelle contre l'élévation du niveau de la mer et une source importante de biodiversité et d’usages, est déjà en voie de disparition dans certaines régions. En outre, un certain nombre d’activités socio-économiques actuelles, telles que la production de sel et le fumage du poisson constituent une menace de plus en plus pressante pour la mangrove, en raison, par exemple, de l’utilisation d’une quantité considérable de bois de mangrove. On estime par exemple que la production d'une tonne de sel exige trois tonnes de bois de mangrove.
* La faible capacité financière de la plupart des ménages. Les zones rurales de Basse-Guinée sont pauvres, ce qui affecte la capacité d'adaptation des communautés côtières ;
* Les capacités insuffisantes à mettre en œuvre de nouvelles mesures (y compris des mesures d'adaptation) et à utiliser des nouvelles technologies. Toutes les nouvelles mesures ou pratiques doivent être adaptées aux conditions locales et d'autre part, pour chaque nouvelle mesure, les villageois, les communautés et le personnel technique du gouvernement doivent avoir recours à de nouvelles compétences et / ou une formation ;
* Les contraintes financières et logistiques ont une incidence sur l’appui technique mis à disposition par les experts gouvernementaux ;
* Les faibles capacités institutionnelles de l'administration décentralisée. La décentralisation du pouvoir est effective, mais les ressources financières et techniques font encore défaut ;
* Le recours à l'approche «projet» qui met un faible accent sur la durabilité et la continuité des activités mises en œuvre ; L’absence de mémoire des communautés sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés des initiatives précédentes ; En outre, les meilleures pratiques et les enseignements tirés ne sont pas bien diffusées parmi les principaux acteurs du littoral ;
* Le manque d'information et particulièrement en ce qui concerne le climat, la météorologie et les changements climatiques - incluant des informations à la fois à court et à long terme. Le système actuel de collecte de données météorologiques et de diffusion ne convient pas (collecte incomplète de données, faiblesse de l'analyse et absence de diffusion). Il doit être renforcé par le développement de capacités appropriées pour les responsables de la collecte de données météorologiques et les analystes, ainsi que par la restauration des stations météorologiques. La planification de mesures d'adaptation est plus difficile pour les communautés si et quand elles ne disposent pas de la plupart des informations actualisées.
* Le mauvais état des infrastructures (dans les plaines rizicoles par exemple) dû au mauvais entretien, à la mauvaise gestion et à la faiblesse des investissements au cours des dernières décennies. La plupart des infrastructures productives ne peuvent être utilisées et doivent être réparées ou remplacées.

### V. Situation privilégiée et obstacles à surmonter

1. La situation privilégiée ou normative implique que le changement climatique soit incorporé dans la gestion intégrée de la zone côtière, mais également dans les plans et stratégies de développement de la Guinée aux niveaux local, préfectoral et central. Il faudrait également que les agriculteurs puissent appliquer les systèmes d’adaptation à l’agriculture dans les zones de mangrove.
2. Un certain nombre d'obstacles doivent être surmontés pour atteindre la situation privilégiée. Une liste des obstacles à surmonter au niveau local, régional et central est présentée ci-dessous.

#### **Obstacles au niveau local**

1. Bien que les agriculteurs observent et comprennent les impacts probables du changement climatique et de la météorologie sur leur production, ils ne font pas nécessairement le lien avec le changement climatique, pas plus qu'ils ne mettent en œuvre de nouvelles mesures pour faire face aux changements prévus à long terme. Dans les Zones Côtières à Faible Elévation (ZCFE), les impacts de l'élévation du niveau de la mer peuvent d’emblée être observés avec l’inondation permanente des plaines rizicoles. Ainsi, les agriculteurs et les élus locaux les ont déjà observés, mais, en raison de leur faible capacité et le faible niveau de prise de conscience, ils n'ont pas pris les mesures leur permettant d’y faire face ou de les limiter. La conservation des barrières naturelles comme la mangrove pour amortir et lutter contre l'élévation du niveau de la mer n'est pas encore mise en œuvre ou bien comprise par les communautés locales. Une campagne de sensibilisation générale et soutenue est nécessaire pour améliorer la protection des ressources naturelles et environnementales locales.
2. Bien que les capacités techniques et financières fassent encore défaut, le processus de décentralisation en Guinée est en cours grâce à l’existence de la Communauté Rurale de Développement (CRD) dans chaque Sous-Préfecture (regroupant plusieurs districts), qui elle-même est représentée par au moins un président élu, plusieurs conseillers, un secrétaire et un trésorier. Il y a quelques années, les CRD ont élaboré leur premier plan de développement local (PDL) et préparent actuellement la seconde version de ces plans. Même si ces plans existent, ils ne prennent pas en compte les questions liées au changement climatique. Au moment de la préparation du PDL, les conseils des CRD ne disposent pas des informations et outils leur permettant d’y intégrer les préoccupations liées au changement climatique. Un appui dans l’élaboration du PDL et l'intégration du changement climatique est nécessaire. Cependant, même si le PDL devait inclure les préoccupations environnementales et / ou les questions liées au changement climatique et les mesures d'adaptation, leur mise en œuvre reste souvent faible et leur inclusion dans les plans d’investissements annuels n'est pas réalisée convenablement.
3. Enfin, les collectivités locales disposent de systèmes autochtones de partage et de diffusion des connaissances au niveau local, et de certaines lois coutumières qui sont inconnues à un plus haut niveau de décision. Ces connaissances et lois doivent être prises en compte lors de la mise en œuvre des mesures pertinentes d'adaptation au niveau local afin de garantir une adhésion des communautés elles-mêmes aux activités d'adaptation et de développement.

#### **Obstacles au niveau préfectoral**

1. Les autorités préfectorales constituent le lien nécessaire entre les niveaux de prise décision central et local, pour la mise en œuvre de plusieurs lois et codes, tels que le Code de protection et de mise en valeur de l'environnement ou le Code forestier. En règle générale, les politiques sont définies à l'échelle nationale, mais doivent être mises en œuvre localement. Cela nécessite l’adoption d’une réglementation au niveau local ainsi que la conception de programmes et projets locaux afin de mettre en oeuvre ces politiques. Dans le contexte décentralisé actuel, ce système d'élaboration des politiques à l'échelon préfectoral est un facteur clé du développement économique et de la gestion des ressources naturelles et environnementales. Il constitue par conséquent un bon point d'entrée pour les mesures d'adaptation au changement climatique. Toutefois, à l'heure actuelle, il n'existe pas d'outils permettant d’intégrer le changement climatique dans ce cycle d'élaboration des politiques. Cela représente le premier obstacle majeur à l'intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies, au renforcement des capacités d'adaptation ainsi qu’à l'introduction de nouvelles techniques au niveau des préfectures.
2. En outre, les équipes techniques de la préfecture sont chargées d’appuyer les CRD et les communautés locales dans la mise en œuvre des initiatives de développement et de renforcement des capacités. Cependant, ces agents techniques ne disposent pas des ressources techniques, financières et matérielles nécessaires pour garantir l’atteinte de ces objectifs. Des campagnes de sensibilisation doivent être menées au niveau préfectoral, afin de renforcer les compétences des équipes techniques préfectorales, consolider les connaissances sur le changement climatique, ses impacts et les mesures d'adaptation visant à les atténuer. Un fort engagement financier et matériel doit également être conduit.

#### **Obstacles au niveau national**

1. Suivant une approche participative, le niveau national est en charge de l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles. Il représente un point d'entrée important pour l'intégration de la question du changement climatique dans les politiques et stratégies sectorielles. Toutefois, les capacités institutionnelles au niveau national sont faibles et doivent être renforcées afin d'inclure les préoccupations liées au changement climatique dans les politiques et stratégies sectorielles (par exemple les politiques agricoles, environnementales ou relatives à l’eau). En outre, la compréhension et les connaissances locales des tendances climatiques spécifiques au contexte et des mesures d'adaptation endogènes/locales doivent être mieux prises en compte dans la préparation, l'adoption et la mise en œuvre de ces stratégies et politiques.
2. Deuxièmement, les capacités nationales pour la prévision des risques liés au changement climatique et des impacts au niveau local sont encore faibles et la Guinée ne dispose pas encore d'un système météorologique efficace permettant de recueillir et analyser des données météorologiques. Ainsi, les conseils météorologiques auprès des communautés locales sont inexistants et un cadre météorologique global doit être conçu, incluant (i) l'identification des organismes aux niveaux central et décentralisé qui sont responsables de la collecte et l'analyse des données météorologiques, ainsi que de la diffusion des avis météorologiques ; (ii) la conception de plans de renforcement de capacités pour les agents et organismes clés ; (iii) l'identification des liens procéduraux entre les organismes responsables, et (iv) la conception d'un système d'alerte précoce.

### VI. Contexte politique et institutionnel

#### **Politique**

1. Le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de la Guinée se concentre sur trois principaux axes d'intervention qui intègrent également la conservation de l'environnement. Ces trois axes sont : l’appui au développement de services sociaux de base, l'accélération de la croissance démographique et la bonne gouvernance. D'une manière générale, ces objectifs sont soutenus par la gestion des ressources naturelles à travers la protection de l'environnement, les études d'impact environnemental, la sauvegarde des bases de production des ressources forestières de la Guinée, ainsi qu’une large participation de la population dans la gestion des forêts communautaires. À cet égard, le PANA de la Guinée s’inscrit également bien dans la stratégie de lutte contre la pauvreté. Néanmoins, le DSRP ne fournit aucune instruction directe s’agissant du changement climatique.
2. Il existe d’autres documents stratégiques relatifs à la lutte contre le changement climatique : la Lettre de politique pour le développement agricole, la Lettre de politique pour la protection de l'élevage ainsi que la politique forestière. Différentes priorités des deux premiers documents sont directement alignées sur le PANA de la Guinée. Par exemple, la sécurité alimentaire par une augmentation de la production agricole et l'accent mis sur les communautés marginalisées ; le développement d’activités d'autoconsommation agricoles pour promouvoir l'emploi ; une meilleure sélection des bovins pour augmenter la protection de l'environnement ainsi que la promotion des activités sylvo-pastorales. De façon générale, les objectifs de la politique forestière sont tous alignés sur les objectifs du PANA, tels que l'aide et le contrôle de divers aspects de l'exploitation ainsi que la transformation et la commercialisation des produits forestiers et la garantie des zones de préservation des forêts, pour n'en citer que quelques-uns.
3. Le PNAE comprend également trois priorités qui cadrent bien avec le PANA : évaluation et bonne gestion de la biodiversité et des ressources culturelles ; prévision des risques majeurs (pas seulement les changements liés au climat, mais également ceux qui sont le résultat des activités humaines), et globalement, l’amélioration de la qualité de vie.
4. Bien que ces plans stratégiques existent, leur mise en œuvre est encore limitée et les préoccupations liées au changement climatique doivent être intégrées dans l'ensemble de manière plus explicite.

#### Institutions

1. Les principales institutions du gouvernement directement impliquées dans la mise en œuvre de cette initiative sont :

* Le Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) qui est responsable, en plus des questions de gestion et de supervision de l'environnement, de la mise en œuvre des conventions mondiales sur l'environnement, y compris la CCNUCC et la CNU-LCD ; et
* Le Conseil National pour l'Environnement (CNE), un conseil consultatif, placé sous la supervision du MEEFDD, et qui est chargé de l'appuyer dans la gestion du secteur de l'environnement.

1. Les institutions clés du gouvernement avec lesquelles la coopération est essentielle et qui a été prévue dans le cadre de la mise en œuvre de cette initiative sont :

* Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage qui est chargé de l'agriculture, du développement agricole et de la sécurité alimentaire ;
* Le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture ;
* Le Ministère de la planification ;
* Le Ministère de l'Économie et des Finances, qui est responsable de la planification, des allocations budgétaires, et de la comptabilité environnementale;
* Le Ministère de la Décentralisation et du Développement local, qui est responsable de la préparation et la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation et de développement local ;
* Le ministère de l'Éducation et de la recherche ;

1. Les Préfectures de Boké, Boffa, Dubréka, Coyah et Forécariah (et la zone spéciale de Conakry) constituent également certaines des institutions clés pour la mise en œuvre de ce projet, compte tenu du lien important qu’elles peuvent établir entre les niveaux central et local.
2. Enfin, les CRD côtières seront au centre de la mise en œuvre des activités, en particulier des activités pilotes d'adaptation.
3. Les dispositions détaillées de gestion et de coopération inter-institutionnelle seront clarifiées et harmonisées dès le début de la mise en œuvre du projet.
4. Bien que les institutions chargées de gérer les préoccupations environnementales existent, leur capacité à gérer la question du changement climatique et à intégrer cette question dans les politiques et stratégies sont faibles et doivent être renforcées.

**VII. Analyse des parties prenantes**

1. Le changement climatique peut potentiellement avoir des répercussions sur plusieurs secteurs différents de la société. Cependant, dans le cadre de l’examen de la pertinence du projet dans les régions côtières de Guinée, le tableau 4 a résumé les différents groupes d’acteurs et le rôle qu’ils sont susceptibles de jouer dans sa mise en œuvre :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Groupe d’acteurs** | **Description ou exemple** | **Rôle potentiel dans le projet** |
| Groupes socio-économiques (bénéficiaires directs), communautés locales | Fermiers, producteurs de riz, maraîchers, poissonniers, pêcheurs, bûcherons, producteurs de sel, producteurs d'huîtres dans les zones de Koba, Kito, Dubrékah, Kaback et Kakossa | Ces acteurs ne sont pas seulement les bénéficiaires directs et ceux dont le projet espère renforcer les capacités, mais ils possèdent également de précieuses connaissances autochtones pertinentes pour l'adaptation au changement climatique. En outre, ils géreront les activités de démonstration. |
| Conseils nationaux et ministères | Conseil national de l'environnement, Ministères en cahrge de l'Agriculture, de l’Environnement, de l’Économie et des Finances, du Plan , de la Pêche et de l'aquaculture, de la Recherche | Ils peuvent être un vecteur pour l'intégration du changement climatique dans la préparation, l’adoption et la mise en œuvre des politiques et stratégies, ainsi que pour garantir leur efficacité. Ils peuvent aussi bénéficier du développement de capacités au titre de ce projet |
| Préfectures et autorités locales | CRD et préfectures côtières, (Boké, Boffa, Dubréka, Coyah et Forécariah) et Conakry | Elles seront également directement impliquées pour les démonstrations dans les 5 domaines choisis et seront indispensables pour assurer la duplication des alternatives choisies. Elles pourront également bénéficier du développement de capacités au titre de ce projet. |
| Systèmes traditionnels de prise de décision | Dans chaque village et dans chaque préfecture, il y existe des systèmes traditionnels de prise de décision, selon les ethnies présentes. | Ils peuvent être un vecteur pour introduire de nouvelles idées. Ils peuvent également bénéficier du développement des capacités au titre de ce projet. |
| Coopératives villageoises | Dans certains villages, des coopératives socio-économiques existent, destinées à partager les charges en termes de travail, de dette et d'accès aux marchés. C'est le cas dans les zones de démonstration. | Ils peuvent être un vecteur pour introduire de nouvelles idées. Ils pourront également bénéficier du développement de capacités au titre de ce projet. |
| Instituts techniques et de recherche | Le Centre National de Recherche Agronomique, le CERESCOR (“*Centre de Recherche Scientifique de Conakry-Rogbané*”) et autres centres scientifiques impliqués dans la gestion de la zone côtière. | Ils fourniront la base scientifique pour la gestion rationnelle des zones côtières. |
| Observatoire national | L’Observatoire National de Guinée | Il suivra les impacts du changement climatique dans les zones côtières. |
| Services météorologiques nationaux | La Direction Météorologique Nationale et ses services décentralisés | Ils fourniront la base pour recueillir et analyser les données climatiques et diffuser les avis climatiques aux principaux acteurs locaux. Ils peuvent également bénéficier du renforcement des capacités dans le cadre de ce projet |
| Organisations internationales | Bureau Pays du PNUD et autres agences des Nations Unies, point focal FEM, autres agences multilatérales et bilatérales, (telles que l’Agence Française de Développement) | Elles apporteront les fonds nécessaires pour fournir des exercices de démonstration. |
| ONG et associations nationales | ONG locales, nationales (Ex: ADAM, APEC Agriculture, etc.) et internationales (Ex: Universel, CMC, etc.) qui sont actives dans les zones côtières, la gestion environnementale et le secteur agricole. | Elles peuvent être des partenaires techniques et financiers potentiels. Les ONG locales peuvent être un vecteur pour introduire de nouvelles idées. Elles peuvent également bénéficier du développement des capacités au titre de ce projet |

##### Tableau 4 : Analyse des parties prenantes

### VIII. Introduction aux zones de démonstration

1. Comme cela a déjà été souligné dans le présent document, la Basse-Guinée est la zone d'intervention de ce projet en raison de sa sensibilité accrue aux scénarii de changement climatique, en particulier à l'élévation du niveau de la mer, et du contexte socio-économique dans lequel cela se produirait.
2. Au cours de la mise en œuvre du Fonds de préparation de projet (PPG) et les consultations aux niveaux local, préfectoral et central, une analyse bibliographique et des visites de terrain ont été effectuées dans le but de choisir les sites appropriés pour le projet. Les sites de Koba, Kito, Kabak et Kakossa ont été visités. Pour chaque site, des consultations ont eu lieu à travers l'organisation de deux groupes de discussion différents, l'un avec les élus locaux (CRD, sous-préfecture et districts) et le second avec des représentants de groupes socio-économiques (représentants des organisations de producteurs et des communautés). Les préfectures de Boffa et Dubréka ont également été visitées. Les principaux intervenants énumérés ci-dessus ont été visités au niveau de la CRD, mais aussi au niveau des préfectures afin d'évaluer leurs attitudes, leurs compétences, préférences, et d'identifier les sites les plus vulnérables qui seraient choisis comme sites pilotes.
3. En raison de leur grande sensibilité à l'élévation du niveau de la mer et de leur importance socio-économique, établies lors de l'élaboration du PANA et l'étude de vulnérabilité réalisée lors de la conception de ce projet, les quatre plaines rizicoles vulnérables de Koba, Kito, Kaback, et Kakossa seront prioritaires. Parmi les critères utilisés pour sélectionner ces sites figurent les suivants :

Portée de l'effet de l'érosion côtière ;

Ampleur des menaces projetées telles que la submersion des plaines rizicoles, des infrastructures, des habitations et les biens matériels;

Niveau escompté de l'intrusion saline ;

Niveau escompté de l'acidification des sols ;

Ampleur de la menace attendue en termes de destruction des ressources naturelles (faune, flore, eau, etc.) ;

Niveau de pollution des côtes ;

Ampleur de la menace attendue concernant la prolifération des maladies hydriques, infectieuses, et des maladies des plantes ;

Niveau de l'ensablement de la plaine ;

Importance des flux migratoires ;

Importance de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des autres activités génératrices de revenus dans la zone ;

Niveau de capacités d'adaptation locale.

1. Pour certaines des activités pilotes, telles que la diffusion des techniques solaires de production de sel destinées à limiter le défrichement des mangroves et à améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer, la zone géographique pourrait être étendue aux sites de mangroves en voie de disparition de Dubréka, Douprou, Manchon et Kamsar.

**Partie 2 : Stratégie du projet**

### I. Scénario alternatif du FEM

1. L’initiative proposée facilitera, d'une part, une approche programmatique de l'adaptation au changement climatique en Guinée en intégrant l'adaptation dans les politiques centrales sectorielles mais également dans les politiques et stratégies préfectorales en Basse-Guinée. D'autre part, elle aidera dans la mise en œuvre des initiatives d'adaptation pilotes à petite échelle au niveau communautaire.
2. Ce projet est sous-tendu par l’idée que l’environnement favorable mondial doit aider les villages et les communautés à s’adapter au changement climatique. Ainsi, l’environnement favorable dans les cinq Préfectures côtières concernées aura été modifié en conséquence. Il s’agira de réviser les politiques et les plans de développement, avec l'intégration du changement climatique. Il s’agira aussi de mettre en place de nouveaux outils qui permettront d’intégrer le changement climatique dans les plans, programmes, politiques et actions des services politiques et techniques préfectoraux ; et un noyau dur d'experts au niveau des préfectures avec les compétences et l'information permettant de soutenir le développement du village. Les ressources du FPMA seront utilisées pour (a) intégrer la réduction des risques climatiques dans la planification, les politiques et programmes au niveau national et préfectoral en Basse- Guinée. Les plans de développement local des CRD côtières et le plan directeur pour les zones urbaines des villes côtières, y compris celui de la capitale Conakry, seront revus et modifiés afin de prendre en compte le changement climatique, la variabilité climatique et les mesures d'adaptation dans la gestion des zones côtières.
3. Ceci sera complété par : (b) la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation au changement climatique et à l’adaptation parmi les acteurs clés au sein de groupes socio-économiques, tels que les bûcherons, les poissonniers, les pêcheurs, les agriculteurs, etc. et le personnel administratif préfectoral, central et élu au niveau local. Il est également reconnu à travers ce projet que des capacités importantes doivent être mobilisées au niveau national afin de soutenir les régions, les préfectures, les villages et les communautés dans l’adaptation au changement climatique. À cet effet, de nouveaux outils seront développés pour intégrer le changement climatique dans les plans et programmes nationaux, et les prévisions climatiques seront renforcées sur la base des informations et des modèles existants, tout en favorisant un noyau dur d'experts techniques. En outre, un système d'alerte précoce sera initié pour soutenir dans leurs décisions les agriculteurs, les villageois et les communautés qui sont affectés par la météorologie et le climat.
4. Ce projet repose sur l’idée que les mesures d'adaptation au changement climatique doivent d'abord et avant tout être entreprises au niveau des communautés et des villages. La communauté est donc considérée comme un point d'entrée clé et comme un moteur essentiel du changement. Le projet contribuera à l'information et à la mise en œuvre de mesures d'adaptation locales et pragmatiques à travers (c) des démonstrations. Le projet constituera en particulier un moyen de faire la promotion de l'adaptation aux intrusions salines et à l'augmentation de l'érosion dues à une élévation du niveau de la mer. Des systèmes efficaces de gestion des zones côtières qui prennent en compte les problèmes dus au changement climatique seront conçus et mis en place. Le zonage (habitats verts) sera de nouveau pratiqué dans les régions prioritaires et des pratiques de subsistance résiliente au climat seront développées pour les communautés. Une mise en œuvre réussie pour conduire à la réduction des inondations côtières.
5. Enfin, de meilleures pratiques seront diffusées pour une éventuelle duplication (avec les ajustements appropriés) dans d'autres zones.
6. Cette initiative se fonde donc sur une base locale à travers des démonstrations avec les bénéficiaires directs au niveau communautaire. Elle met également l’accent sur l’importance de renforcer les capacités au niveau national tout en intégrant l'adaptation du climat et des méthodes de réduction des risques dans les politiques et programmes.

### II. Justification du projet et conformité réglementaire

#### Conformité au FPMA et au FEM

1. Le projet proposé est conforme aux critères du FEM/ FPMA. Il a été élaboré à tout point de vue conformément aux directives fournies par le FEM et le Fonds fiduciaire pour les PMA. Il est également parfaitement compatible avec les orientations du ‘Document de Programmation pour le Financement de la Mise en œuvre des PANA dans le cadre du Fonds fiduciaire pour les PMA’[[8]](#footnote-8) et son élaboration a suivi les orientations générales décrites dans le document du PNUD / FEM ‘Cadre de Politique d’Adaptation au changement climatique’.[[9]](#footnote-9)
2. La présente proposition aborde des questions qui ont été identifiés dans le Plan d'Action du Cadre de Coopération de Pays pour la Guinée (CPAP) (2007-2011) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et dans le PANA, telles que l'amélioration du cadre institutionnel pour une meilleure conservation des ressources environnementales.
3. La Guinée a adhéré à la CCNUCC et a récemment achevé son propre PANA. Conformément au FEM / FPMA (2006)[[10]](#footnote-10), ce projet a été identifié et conçu à travers le processus participatif du PANA en Guinée. Dans l'ensemble, le projet vise à assurer le développement de la résilience au changement climatique et l’acquisition des bénéfices de l'adaptation en intégrant les risques du changement climatique dans les stratégies de gestion des zones côtières, en démontrant la mise en œuvre des options d'adaptation et des mesures sur les sites pilotes, et en renforçant les capacités nationales et locales à faire face au changement climatique et aux pressions liées à la variabilité du climat.
4. Le point de concentration du projet a été déterminé par une série de consultations des acteurs nationaux, provinciaux et locaux et a bénéficié du plein appui du Point Focal du FEM sur les changements climatiques. Il couvre également les régions de la Guinée qui sont considérées comme étant les plus vulnérables, en particulier, les plaines côtières de Koba, Kito, Kaback et Kakossa qui disposent d'importantes ressources agricoles.
5. Le projet est également en conformité avec une variété d'autres initiatives visant à favoriser le développement de la Guinée, y compris le DSRP et le PNAE. Il est conçu pour intégrer et appuyer le processus de développement en cours en Guinée. A cet égard, il a été élaboré avec les principaux acteurs du littoral à tous les niveaux et est entièrement compatible avec les plans et politiques de développement. Il vient également en appui au processus d'élaboration des PDLs à travers la Guinée. Le CNE assure en outre l'intégration institutionnelle du projet dans les processus de développement en cours.
6. Enfin, ce projet a été conçu pour faire face aux coûts additionnels engendrés par le changement climatique par rapport aux questions de développement. De ce fait, le projet s'appuie sur une situation de référence assez significative et bénéficie d'un cofinancement significatif du gouvernement et d’autres partenaires. Dans le cadre du projet, seules les activités qui ne seraient pas nécessaires en l'absence de changement climatique sont appuyées. L'échelle mobile simplifiée a été adoptée pour le calcul des coûts additionnels, conformément au FEM / FPMA (2006)[[11]](#footnote-11).

#### Conformité d’ensemble au FEM

1. *Durabilité :* Le projet a été conçu pour avoir un impact durable, au niveau des communautés, des villages, des provinces, et au niveau national. Voir la section sur le développement durable ci-dessous pour plus de détails.
2. *Suivi et évaluation (*S&E*)* : Le projet sera accompagné d'un cadre S&E efficace (voir la section sur le S&E plus loin dans le document). Les leçons apprises seront également collectées dans le cadre du processus continu de mise en œuvre du projet afin qu’elles puissent être référencées par les initiatives futures similaires.
3. *Réplicabilité* : Le projet met l’accent sur l’utilisation des activités de démonstration au sein des populations riveraines ou les mesures de réduction des risques climatiques mises en œuvre dans les préfectures de Boffa et Forécariah. Cela devrait permettre de répliquer des investissements à petite échelle pour les moyens de subsistance alternatifs résilients au climat.
4. *L’implication des parties prenantes* : Le projet tiendra compte de la coordination entre les diverses parties prenantes dans les domaines comprenant la gestion des risques de catastrophe et la planification environnementale et de développement.

### III. But, objectifs et produits / activités du projet

Objectif général du projet

1. Le projet *Renforcement de la* *Résilience et adaptation aux impacts négatifs du changement climatique dans les zones côtières vulnérables de la Guinée*, vise à renforcer la protection des groupes vulnérables des communautés et zones guinéennes côtières contre les effets négatifs du changement climatique. Les activités du projet sont axées sur les zones de la Guinée qui sont d'une importance particulière pour la production agricole (le riz en particulier) et par conséquent pour la sécurité alimentaire.
2. L’objectif visé par ce projet est de réduire la vulnérabilité des ‘Zones Côtières de Basse Altitude’ aux impacts du changement climatique, y compris l'élévation du niveau de la mer (SLR) en contribuant : (a) à l'intégration de la réduction des risques climatiques dans la planification, les politiques et les programmes dans les zones côtières aux niveaux national et provincial ; et (b) au renforcement des capacités des principaux acteurs dans les groupes socio-économiques, c'est-à-dire les bûcherons, les poissonniers, les agriculteurs et les personnalités politiques locales qui sont en charge de l'application des textes réglementaires sur la gestion des risques liés à la montée des eaux.
3. Ce projet a également pour objectif de renforcer la protection des groupes vulnérables des communautés / zones côtières guinéennes contre les effets négatifs du changement climatique.
4. Afin d'atteindre ces objectifs, les résultats spécifiques du projet incluront :

* **Résultat 1 :** Les capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées ;
* **Résultat 2** : Des mesures liées à la gestion des risques climatiques sont mises en oeuvre dans les communautés côtières;
* **Résultat 3** : Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées ;
* **Résultat 4** : Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de développement de capacités et des changements de politique sont rassemblés et largement diffusés.

1. Les résultats 1 et 3 créent un environnement propice à l'adaptation dans les communautés, villages, CRDs et, préfectures côtières, ainsi que dans l'Administration centrale. Le résultat 2 permet une démonstration des mesures d'adaptation sur l’ensemble de la zone côtière et plus particulièrement dans les quatre sites ciblés. Les conclusions et les leçons tirées du résultat 2 alimenteront en permanence les activités de développement des capacités prévu dans les résultats 1 et 3. Dans l'ensemble, les enseignements tirés et les expériences acquises à travers les résultats 1, 2 et 3 seront diffusés à travers la Guinée et dans d'autres pays par le biais du résultat 4.

**Résultat 1: Les capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées**

Situation de référence

1. Actuellement, le niveau de référence comprend des initiatives en cours visant à renforcer les capacités pour le développement côtier global et à améliorer les conditions économiques, telles que la mise en œuvre des projets PDR-K, PACV ou Riz-BG. En outre, un projet de protection de la mangrove, qui a été achevé en 2001, a apporté d'importantes contributions à la recherche dans le domaine de la pêche et de la foresterie, à l’identification des activités socio-économiques et au renforcement des capacités des acteurs du littoral sur les techniques de culture et de transfert de technologie dans l'exploitation des ressources. Toutefois, les capacités locales, préfectorales et nationales à s'adapter au changement climatique ne sont pas développées. Aucun effort spécifiquement dédié au développement des capacités à s'adapter au changement climatique n’est engagé. Ainsi, la situation de référence se caractérise par des capacités limitées à faire face à tous les effets néfastes du changement et de la variabilité climatiques.

Alternative

1. Sans cette intervention, les capacités resteront insuffisantes et l'adaptation au changement climatique ne sera pas intégrée dans les plans de développement. Grâce à un financement supplémentaire du FEM, les politiques et stratégies de développement nécessaires seront modifiées de sorte à mieux refléter les réalités climatiques. En outre, les capacités et les éléments organisationnels permettant de développer des pratiques de résilience au changement climatique à tous les niveaux seront améliorés. Enfin, la sensibilisation au changement climatique, à la vulnérabilité climatique et aux mesures d'adaptation nécessaires, sera lancée au sein des communautés locales affectées.

Produits

1. Les cinq principaux produits qui contribueront à atteindre ce résultat sont les suivants :

*Produit 1.1. : Révision et modification des plans directeurs et des règlements de zonage des préfectures afin d’intégrer les préoccupations liées à l'adaptation (Forécariah, Coyah, Dubréka, Boffa, Kamsar et la zone spéciale de Conakry)*

Sur la base de cette mesure*,* un outil sera développé pour analyser les plans directeurs et les règlements de zonage pour les zones urbaines des villes côtières (*Forécariah, Coyah, Dubréka, Boffa, Kamsar et la zone spéciale de Conakry*) afin d'évaluer l’intégration des risques et impacts liés au changement climatique mais aussi l’adaptation à ces derniers. Une fois que les risques liés au changement climatique dans les villes côtières seront évalués, des recommandations en conformité avec les conclusions de l'analyse seront formulées. Les préoccupations relatives à l’adaptation au changement climatique pourront ainsi être intégrées dans les plans directeurs et les règlements de zonage.

Dans un deuxième temps, le projet aura pour objectif d’informer et de sensibiliser les acteurs impliqués dans la préparation, l'adoption et la mise en œuvre des plans directeurs et des règlements de zonage dans les villes côtières. Ces acteurs seront composés d’une variété de parties prenantes, gouvernementales et de la société civile, tant au niveau national que préfectoral.

*Produit 1.2. : Révision des plans de développement local des communautés rurales de développement côtières (CRD) afin d’intégrer les risques liés au changement climatique*

Dans le cadre de l’application de cette mesure, une analyse similaire sera effectuée, mais davantage axée sur le PDL des 15 CRD côtières. Cette analyse mettra en évidence les forces et les faiblesses concernant l'intégration dans le PDL des risques et impacts liés aux changements climatiques et l'adaptation des CRDs côtières.

Suite à cela, des recommandations seront formulées afin d’ajouter ou modifier des composants dans ces PDLs, à l’aide des enseignements tirés des initiatives pilotes. Les acteurs locaux (par exemple, les élus locaux, les sous-préfets, le personnel des sous-préfectures, les préfets et le personnel des préfectures, la société civile, les ONG, les associations et entreprises locales) seront informés par rapport à l'intégration des risques liés au changement climatique. Afin d’assurer à l’avenir la durabilité de l'intégration de ces aspects dans le PDL, cette sensibilisation pourrait être mise en œuvre à travers des ateliers et des tables rondes locales / préfectorales, mais aussi une formation spécifique des élus locaux.

*Produit 1.3. : Les principaux acteurs disposent de la formation nécessaire concernant les risques liés au changement climatique sur les côtes et les options d’adaptation.*

Tout d’abord, dans le cadre de cette mesure, les différents acteurs clés dans la région côtière seront identifiés. Des outils tels que les scénarios climatiques et les options d'adaptation seront identifiés et élaborés en vue de réaliser les programmes de formation spécialisée. Les programmes de formation seront spécifiquement adaptés aux besoins des acteurs identifiés au départ, avant d’être mis en place.

*Produit 1.4. : Initiation d’un système de dissémination des conseils agro-météorologiques pertinents relatifs au changement climatique auprès des principaux acteurs côtiers*

Dans le cadre de cette mesure, une évaluation globale des besoins et des capacités du pays à suivre et collecter des informations sur le climat sera effectuée, et des liens avec un système d'alerte précoce seront mis en place (voir le produit 2.3). Plus spécifiquement, le projet identifiera les institutions responsables de la collecte et de l'analyse des données relatives au changement climatique en vue d’une utilisation par le secteur agricole. Leurs capacités à formuler des conseils agro-météorologiques seront ensuite renforcées par le projet. En complément, les bénéficiaires potentiels et actuels des conseils agro-météorologiques parmi les principaux acteurs du littoral seront identifiés. Enfin, un système de partage des conseils agro-météorologiques sera entrepris afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l’accès à des informations d’une telle importance.

*Produit 1.5. :* *Renforcement des capacités des instituts de recherche et d'enseignement afin qu'ils puissent offrir une formation, conduire des recherches et partager les connaissances dans les zones côtières*

Dans le cadre de cette mesure, une évaluation des besoins en matière de renforcement de capacités des instituts de recherche et d'enseignement travaillant dans les zones côtières sera effectuée. A l’aide des résultats de cette évaluation, un cadre de développement des capacités pour ces instituts sera conçu et mis en œuvre pour lancer et soutenir de nouvelles recherches et la diffusion de l'information.

**Résultat 2 : Des mesures liées à la gestion des risques climatiques dans les communautés côtières sont mises en oeuvre**

Situation de référence

1. Le scénario de base se compose d'investissements et interventions clairsemés liés à la gestion des zones côtières, sans prise en compte réelle des impacts du changement climatique dans le problème. Ces investissements comprennent :

* Le projet de Développement Rural de Kakossa. Financé par la Banque Islamique de Développement et le Gouvernement de la Guinée (11,5 M USD), ce projet vise à réhabiliter 2 400 ha de plaines de riz datant de la période coloniale. Ce projet, qui prendra fin en 2011, est en cours de mise en œuvre.. ;
* La phase II du PACV dispose d’un volet sur la “Gestion Côtière et sur la Biodiversité marine” qui vise à promouvoir la gestion saine de la biodiversité côtière de la Guinée, à des fins à la fois de conservation et de développement durable dans 17 CRDs bénéficiaires.
* Le projet Rizicole de la Basse Guinée (Riz-BG). Financé par l'AFD, ce projet vise à accroître les rendements des cultures et ainsi favoriser la sécurité alimentaire. Cet objectif ne peut cependant naturellement être atteint dans l’hypothèse d'une élévation du niveau de la mer et d’une intrusion saline excessive.

Alternative

1. Le scénario alternatif vise à mettre fin au statu quo en faisant la démonstration de la prévention contre les effets du changement climatique, en collaborant avec des initiatives, programmes et projets existants et qui visent à intégrer les composants du changement climatique dans leurs activités, tout en assurant leur résistance au changement climatique. En outre, le scénario alternatif a pour objectif de mettre en œuvre des initiatives d'adaptation pilotes afin de présenter les résultats des mesures d'adaptation et permettre leur duplication.
2. Le projet proposé couvrira quatre sites représentatifs. Dans chaque site, l'approche à adopter sera participative et axée sur la communauté. Le projet permettra de fournir des orientations générales (vers la résilience au changement climatique) et d’apporter un appui technique et scientifique au processus. Il permettra également d’appuyer l’introduction de mesures innovantes - à la fois matérielles et numériques - qui augmentent la capacité d'adaptation au changement climatique. Pour assurer la durabilité et l'intégration, les cadres organisationnels et les PDLs correspondants existants constitueront le point d'entrée technique dans chaque site.
3. Sur chaque site, le processus suivra cinq étapes principales :

* Etape 1 : Évaluer les impacts de l'élévation du niveau de la mer pour les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes côtiers. Évaluer également les systèmes en place actuellement de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et renforcer et /ou développer les systèmes de gestion ;
* Etape 2 : Renforcer le soutien et la compréhension pour les processus au sein des communautés ciblées. Cette étape consistera à sensibiliser et à établir un partenariat entre les acteurs sur le terrain, à travers une formation initiale, des ateliers et des consultations ;
* Etape 3 : Définir les priorités parmi les petits investissements d'adaptation pilotes, les détailler et identifier, de manière participative, les activités de renforcement des capacités que le projet devra appuyer. Dans chaque cas, on s’assurera que l'appui du FEM se concentre uniquement sur les coûts supplémentaires induits par le changement climatique ;
* Etape 4 : La quatrième étape et la plus substantielle concerne la mise en œuvre des investissements d'adaptation prioritaires identifiés à l'étape 2. Des détails supplémentaires sur les investissements pilotes identifiés pour chaque site sont fournis ci-dessous. Ces investissements d'adaptation seront pris en charge par des activités de subsistance résiliente alternatives et le renforcement des capacités sur place pour les différents acteurs ;
* Etape 5 : Enfin, un suivi des investissements d’adaptation au changement climatique sera appuyé pour mesurer leur impact sur le développement et sur l'adaptation, assurer des réactions en retour pour la planification et en tirer des enseignements. Au besoin, le développement des capacités institutionnelles correspondantes sera appuyé.

Produits

1. Ces investissements à petite échelle vont non seulement faire la démonstration des approches appropriées, mais ils vont également apporter une aide directe à certaines des communautés marginales et vulnérables des zones côtières de la Guinée. Enfin, la connaissance du terrain et l'expertise sur la façon de s'adapter au changement climatique seront sensiblement accrus grâce à une série d'investissements de démonstration. Sur la base des résultats de l'évaluation participative menée dans le cadre du fonds de Préparation de Projet, les sites de Koba et de Kito dans la préfecture de Boffa, Kaback et Kakossa dans la préfecture de Forécariah ont été identifiés comme les plus vulnérables.
2. Pour atteindre ce résultat, les trois principaux produits seront les suivants :

*Produit 2.1.: Des systèmes appropriés de gestion côtière visant à réduire les risques induits par la montée des eaux identifiés, évalués et développés pour quatre sites vulnérables dans la zone côtière et dans des plaines rizicoles (répartis dans les préfectures de Boffa et de Forécariah)*

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce produit, des activités spécifiques différeront légèrement d'un site à l’autre en fonction de la base de ressources naturelles, des défis actuels, des capacités de la communauté sur chaque site, et selon les activités et investissements identifiés comme prioritaires. Dans le cadre de la phase préparatoire de ce projet, une étude de faisabilité a été entreprise sur chaque site et un ensemble d'investissements nécessaires a été identifié pour favoriser l’adaptation au changement climatique. Une série d’activités prévues dans chaque site concerné est présentée ci-dessous.

* *Le Site de Koba, Préfecture de Boffa*
* Evaluation des impacts de l'élévation du niveau de la mer pour les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes côtiers ;
* Evaluation et renforcement et/ou développement du système de GIZC actuellement en place ;
* Diffusion de techniques de production du sel marin afin de limiter le défrichement des mangroves et améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer ;
* Diffusion de techniques d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, etc.) ;
* La reforestation de la mangrove dans les zones menacées et où la régénération de la mangrove naturelle n'est pas possible (zones à identifier au début du projet) ;
* Renforcement de la résilience productive de 500 hectares de plaines rizicoles (renforcement de la résilience et élévation de petites digues pour faire face aux inondations) en vue de réduire la vulnérabilité des cultures rizicoles côtières aux impacts du changement climatique et en particulier à l'élévation du niveau de la mer et la marée saline. Cette activité sera mise en œuvre en étroite relation avec les investissements gouvernementaux prévus dans les plaines de riz pour la période 2010-2015 et visera à améliorer la résilience de production des plaines ;
* Réhabilitation d'une construction contre l'intrusion d'eau de la mer ;
* Test de nouveaux cultivars de riz résistants à l'eau salée et à l'acidité du sol (des parcelles d'essai de 1 ha seront identifiées par les communautés ciblées) et de nouvelles plantes productives.
* *Le Site de Kito, Préfecture de Boffa*
* Evaluation des impacts de l'élévation du niveau de la mer pour les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes côtiers ;
* Evaluation du système de GIZC actuellement en place et son renforcement et/ou développement ;
* Diffusion des techniques de production du sel marin afin de limiter le défrichement des mangroves et améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer ;
* Diffusion des techniques ostréicoles visant à limiter la dégradation des mangroves, en proposant des moyens de subsistance alternatifs ayant trait à la protection de la mangrove ;
* Diffusion de techniques d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, etc.) ;
* La reforestation de la mangrove dans les zones menacées et où la régénération naturelle de la mangrove n'est pas possible (zones à identifier au début du projet) ;
* Le renforcement de la résilience en matière de production de 300 hectares de plaines rizicoles (renforcement de la résilience et élévation de petites digues pour faire face aux inondations). Cette activité sera mise en œuvre en étroite relation avec le projet Riz-BG financé par l'AFD et aussi avec les investissements gouvernementaux prévus dans les plaines rizicoles pour la période 2010-2015 et visera à améliorer la résilience de production des plaines ;
* Test de nouveaux cultivars de riz résistants à l'eau salée et à l'acidité du sol (des parcelles d'essai de 1 ha seront identifiées par les communautés ciblées) et de nouvelles plantes productives.
* *Le site de Kakossa, Préfecture de Forécariah*
* Evaluation des impacts de l'élévation du niveau de la mer pour les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes côtiers ;
* Evaluation et renforcement et / ou développement du système de GIZC actuellement en place ;
* Diffusion de techniques de production du sel marin afin de limiter le défrichement de la mangrove et d'améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer;
* Diffusion des techniques ostréicoles visant à limiter la dégradation des mangroves, en proposant des moyens de subsistance alternatifs qui ont trait à la protection de la mangrove ;
* Diffusion de techniques d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, etc.) ;
* La reforestation de la mangrove dans les zones menacées et où la régénération naturelle de la mangrove n'est pas possible (zones à identifier au début du projet) ;
* Le réajustement de la hauteur des digues dans les plaines rizicoles contre les impacts du changement climatique prévus en partenariat avec le PDR-K. (Projet de Développement rural de Kabossa).
* *Le site de Kaback, Préfecture de Forécariah*
* Evaluation des impacts de l'élévation du niveau de la mer pour les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes côtiers;
* Evaluation et renforcement et / ou développement du système de GIZC actuellement en place ;
* Diffusion de techniques de production du sel marin visant à limiter le défrichement de la mangrove et améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer ;
* Diffusion de techniques ostréicoles visant à limiter la dégradation des mangroves, en proposant des moyens de subsistance alternatifs ayant trait à la protection de la mangrove ;
* Diffusion de techniques d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, etc.) ;
* La reforestation de la mangrove dans les zones menacées et où la régénération naturelle de la mangrove n'est pas possible (zones à identifier au début du projet) ;
* Renforcement de la résilience en matière de production de 500 hectares de plaines rizicoles (renforcement de la résilience et élévation de petites digues pour faire face aux inondations) ;
* Amélioration du drainage des eaux du canal principal pour réduire la vulnérabilité de la riziculture côtière aux impacts du changement climatique prévus et en particulier l'élévation du niveau de la mer et les inondations.

Sur chaque site, des opérateurs locaux seront recrutés de manière sélective pour mettre en œuvre de telles mesures. De nouvelles activités pilotes d'adaptation qui pourraient être identifiées par une CRD côtière, dont les capacités auront été renforcées, pourraient également être appuyées par le projet.

Dans la mesure où la mangrove est menacée tout au long de la côte, la diffusion des techniques de production du sel marin sera répartie dans les zones de Dubréka, Douprou, Monchon et Kamsar. Cela permettra de limiter le défrichement de la mangrove et d'améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer. En outre, le reboisement des mangroves dans les zones menacées sera également étendu sur les mêmes régions.

Enfin, la production du riz de mangrove ayant été identifiée comme particulièrement vulnérable, les institutions de recherche (peut-être l’institut de Recherche Agronomique National de la Guinée et sa station de recherche locale à Koba) seront soutenues dans leurs activités de recherche et d'essai de nouveaux cultivars de riz résistants à l'eau salée et à l'acidité du sol.

*Produit 2.2. : Adoption par les communautés vulnérables d’activités générant des moyens alternatifs de subsistance résilientes au climat*

Afin d’atteindre ce résultat, les communautés vulnérables devront d’abord être conscientes et saisir l'importance de développer les moyens de subsistance alternatifs par rapport aux risques liés au changement climatique de manière à assurer une adaptation adéquate. Des activités de sensibilisation sur l'importance des activités d'adaptation seront avant tout conduites dans les communautés des sites ciblés.

Des évaluations socio-économiques des moyens réels de subsistance seront effectuées pour les quatre sites ciblés, afin de distinguer ceux qui sont facilement adaptables aux risques climatiques de ceux qui ne le sont pas. Grâce à des ateliers et des séminaires avec les communautés, d’autres activités générant des moyens alternatifs de subsistance résilientes seront identifiées, priorisées en partenariat avec les communautés locales. La pertinence des conditions locales par rapport aux moyens alternatifs de subsistance identifiés sera ensuite évaluée. .

Enfin, à travers une contribution au Fonds de Développement Local dans les CRDs, des démonstrations concernant les moyens alternatifs de subsistance résilients seront réalisées avec les communautés. Ces moyens alternatifs de subsistance devraient inclure : la production du sel marin, les techniques de culture ostréicole, le jardinage, l'apiculture et l'artisanat alternatifs.

*Produit 2.3. : Initiation d’un Système d’Alerte Précoce pour soutenir la gestion des zones côtières et la mise en œuvre du suivi des risques et impacts liés au changement climatique dans ces zones*

Afin d’améliorer la durabilité des activités de subsistance, un Système d’Alerte Précoce (SAP) sera élaboré en vue d’appuyer la gestion des zones côtières. Du fait de l’élévation du niveau de la mer, la région côtière connaîtra une augmentation de la température, accompagnée d'une augmentation de la variabilité des précipitations et d’une diminution des précipitations globales (voir la section 1, partie 2). Cela entraînera, entre autres, des risques accrus d'inondation et de sécheresse, qui en retour affecteront, entre autres, la productivité des terres agricoles, et ainsi augmenter la vulnérabilité des agriculteurs. Avoir un SAP efficace établi le long de la côte, permettra aux décideurs locaux et aux agriculteurs de mieux comprendre les risques liés au climat et de renforcer ainsi le mécanisme local d'adaptation.

Se fondant sur les faiblesses précédemment constatées en terme de changement climatique / de météorologie, de collecte de données et d'analyse (voir mesure 1.4.), les institutions responsables seront renforcées pour améliorer la collecte des données.

Des liens institutionnels seront alors établis pour faciliter les procédures d'échange d'information et ainsi améliorer l'alerte précoce sur les phénomènes météorologiques extrêmes et sur les autres impacts liés au changement climatique. Afin d'établir la diffusion effective des alertes, les structures locales, régionales et nationales déjà existantes seront identifiées.

Le projet appuiera par conséquent la conception d'un Système d'Alerte Précoce combinant les facteurs susmentionnés (c.-à-d. l’entité de coordination, les liens entre les structures en charge de la diffusion des alertes, les procédures de fonctionnement, etc.).

Enfin, afin de suivre les tendances et les impacts du changement climatique dans les zones côtières, un système de suivi des risques et de l’impact du changement climatique sera défini et mis en œuvre (éventuellement en partenariat avec l'Observatoire National de Guinée).

**Résultat 3: Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées**

Situation de référence

1. La Guinée reconnaît la probabilité des impacts du changement climatique sur le développement et s’oriente vers la formulation d'approches intégrées et globales pour lutter contre le changement climatique. En tant que Partie à la CCNUCC, elle est déjà tenue à diverses obligations en matière de présentation de rapports vis-à-vis de la Convention, certains comprenant l'identification des options d'atténuation et les mesures d'adaptation prioritaires (par exemple, à travers la CNI et le PANA). Même s’ils sont louables pour leur succès dans le renforcement de la sensibilisation à grande échelle et l'appui d'un ensemble diversifié de parties prenantes, les efforts de la Guinée visant à développer des stratégies d'adaptation sont encore fragmentés et largement concentrés au Ministère de l'environnement. Par conséquent, les compensations ne sont pas toujours prises en compte. La Guinée est limitée dans sa capacité à internaliser complètement les coûts et avantages du changement climatique, à intégrer les liens avec d'autres programmes en cours et à influencer les plans nationaux de développement. En outre, les efforts des politiques actuelles doivent être complétés par une meilleure compréhension et articulation des aspects économiques du changement climatique, portant ainsi les stratégies existantes à un niveau suivant. Accorder une importance particulière aux coûts et avantages économiques du changement climatique, ainsi qu’aux implications économiques des réponses alternatives au changement climatique, sera une étape essentielle pour la Guinée dans la conception et la mise en œuvre d'une réponse politique possible et rentable.

Alternative

1. La situation alternative prévoit que la Guinée entreprendra le travail d'analyse nécessaire sur les aspects économiques du changement climatique et qu’elle le réalisera d'une manière globale et transversale qui évalue toutes les compensations possibles. Cela constituera la base sur laquelle seront conçues des Stratégies et Plans intégrés sur le Changement Climatique qui soient rentables.

Produits

1. Trois produits contribueront à atteindre ce résultat :

*Produit 3.1. : Allocation d’une partie du budget national à la gestion des risques du changement climatique*

Le projet développera des outils d’analyse des budgets nationaux et sectoriels, ainsi que des lois financières. Toutes les lois nationales, sectorielles et financières seront par la suite analysées en fonction de leur capacité à gérer les risques liés au changement climatique.

Le coût des impacts prévus du changement climatique dans les zones côtières et les avantages des mesures d'adaptation seront ensuite évalués. Sur la base de ces évaluations, certaines activités de sensibilisation des principaux décideurs sur les risques liés au changement climatique et leurs coûts seront mis en place et des recommandations seront formulées concernant l'internalisation des coûts et des avantages dans les budgets nationaux, sectoriels et les lois financières.

*Produit 3.2.: Intégration de l’adaptation au changement climatique dans les budgets des 5 préfectures (y compris la zone spéciale de Conakry)*

Dans le cadre de l’application de cette mesure, des outils d’analyse des budgets des 5 préfectures côtières seront développés (y compris la zone spéciale de Conakry). Comme pour la mesure 1.2., les budgets des 5 préfectures côtières seront analysés en fonction de leur niveau d'intégration de la question de l'adaptation au changement climatique. Prenant en considération les forces et les faiblesses identifiées lors de l'analyse, des recommandations seront formulées afin d'améliorer l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les plans d'investissement. Enfin, ce produit comprendra l’organisation d’ateliers régionaux, de tables rondes, de séminaires, etc. au titre d’activités spécialement conçues pour les collectivités régionales de sensibilisation pour l'intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans les plans d'investissement.

*Produit 3.3 .: Le personnel dans les principaux Ministères dispose de capacités renforcées pour évaluer les coûts et bénéfices du changement climatique, y compris les options d'adaptation et à faibles émissions de carbone.*

Cette activité s’inscrit dans le prolongement des efforts déployés dans les deux précédentes. Des outils seront développés pour évaluer les coûts et les bénéfices du changement climatique, y compris les options d'adaptation et à faibles émissions de carbone dans le contexte guinéen. Le développement de ces outils repose sur l’idée que le personnel dans les principaux Ministères de tutelle devra être en mesure de les comprendre et de les mettre en œuvre après la clôture du projet. Ainsi, suite au développement des outils, une formation pour la mise en œuvre débutera par le biais des kits d'information, d’ateliers, séminaires, etc.

**Résultat 4 : Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de développement de capacités et des changements de politique sont rassemblées et largement diffusées**

Situation de référence

1. La situation de référence fait apparaître l’existence d’efforts permanents d’identification des enseignements tirés en matière de développement côtier et de moyens de les propager dans le reste de la Basse Guinée. Cependant, ces efforts ne portent pas sur l'adaptation au changement climatique. La situation de référence ne comprenant pas d’enseignements disponibles concernant l'adaptation au changement climatique, aucun système de diffusion n’existe

Alternative

1. Le résultat 4 garantit que toutes les activités mises en œuvre sont correctement évaluées et les enseignements qui en sont tirés sont enregistrés et diffusés auprès des communautés et préfectures côtières, dans l'administration centrale et dans d'autres pays engagés dans des processus similaires. L’adaptation au changement climatique est un domaine nouveau qui demande une certaine innovation et ce projet est l'un des premiers à soutenir l'adaptation le long de la côte Ouest-africaine. Il est par conséquent prévu que le projet soit une source d'information capitale sur l'adaptation au changement climatique. Il devra être conçu de manière à pouvoir s’appliquer à toutes les communautés locales, acteurs et les autorités du littoral concernés.
2. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de ce projet sont essentiels pour renforcer la compréhension des approches d'adaptation sur lesquelles la plupart des pays, et en particulier les PMA, devront se baser dans l'avenir. Ce projet donne l'occasion de piloter et d'opérationnaliser les interventions qui améliorent la capacité d'adaptation au changement climatique, y compris la variabilité. Une composante complète relative à l'apprentissage aura son importance de sorte que les PMA puissent tirer profit des expériences des uns et des autres, ainsi que pour la diffusion des enseignements à l'échelle nationale. Des liens seront établis par rapport au Mécanisme d’Apprentissage de l’Adaptation (ALM) du PNUD-FEM afin de s’assurer que les leçons de ce projet atteindront un public plus large, et notamment d'autres organismes internationaux, les bailleurs et le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM SEC) qui sont tous susceptibles de s’engager dans des initiatives similaires dans d'autres pays.

Produits

1. Trois produits contribueront à atteindre ce résultat:

*Produit 4.1. : Synthèse des enseignements tirés à l’aide d’un cadre systématique pré - établi*

Le projet concevra tout d’abord un système de compilation des enseignements tirés, étroitement lié au système de suivi et d’évaluation du projet. Une fois la conception achevée, les partenaires compétents chargés de la mise en œuvre seront identifiés. Des outils d’enregistrement des réalisations/défis du projet seront alors préparés grâce à différents outils médiatiques tels que des reportages, DVDs, films, documentaires, émissions de radios communautaires, etc.

*Produit 4.2. : Partage des enseignements tirés avec les partenaires locaux et les organismes internationaux*

Dans le cadre de l’application de cette mesure, une stratégie de communication du projet sera développée dans un premier temps. S’ensuivra l'identification des partenaires locaux et des organismes internationaux avec lesquels les enseignements retenus seront partagés. Divers événements seront organisés et des méthodes de partage avec les participants identifiés des leçons apprises seront mises en place. Cela pourrait inclure la préparation de communiqués de presse, d’ateliers et de tables rondes dans tout le pays et dans toute la région. Certains voyages d'étude entre les CRDs et les agriculteurs dans les préfectures de Boffa, Forécariah, et d'autres seront organisés afin de diffuser les techniques du projet et les leçons apprises.

Enfin, on s’assurera que les cotisations régulières à l’ALM de l'ONU sont versées.

*Produit 4.3. : Diffusion des résultats, des enseignements tirés et des meilleures pratiques du projet sur cinq sites Internet*

Dans le cadre de cette mesure, cinq sites Internet déjà existants seront identifiés afin de diffuser les résultats, enseignements tirés et bonnes pratiques du projet. Des protocoles d'accord seront signés entre les différentes parties. Une compilation régulière des informations sera assurée et fournie durant toute la phase de mise en œuvre du projet pour la diffusion sur ces sites Internet.

### IV. Indicateurs, risques et hypothèses du projet

1. Les indicateurs du projet figurant dans la section II / Partie II (Cadre de Résultats stratégiques) comprennent uniquement des indicateurs objectifs et des indicateurs de résultats. Ils sont tous ‘SMART’[[12]](#footnote-12). Il y a cependant un besoin de développer un certain nombre d'indicateurs orientés vers le processus pour constituer le ‘cadre M & E’.
2. Le résultat 1 est le suivant : ‘Les capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées’. Les indicateurs pour y arriver sont les suivants :

* Le nombre de CRDs ayant intégré les questions d’adaptation au changement climatique dans leurs PDLs et qui les ont mises en œuvre ;
* Nombre de règlements de zonage élaborés et / ou modifiés pour y intégrer les préoccupations liées à l’adaptation ;
* Le niveau de sensibilisation des principaux acteurs concernant le changement climatique et ses impacts.

1. Trois risques importants pourraient entraver l’obtention de ce résultat même si toutes les mesures et activités s’y référant ont été développées de façon optimale. Ces risques sont :

* La faible coordination entre les Ministères – Moyen : Puisque la Guinée est sous le régime d’un gouvernement de transition, les ministères ont été réorganisés et certains ont été supprimés purement et simplement. L’’accès à l'information n'est par conséquent pas toujours facile et la coordination entre ces nouveaux départements et ceux qui seront mis en place à l’avenir, s’ils devaient être réaménagés après les élections, pourrait entraver les résultats du projet. Cependant le CNE a montré son engagement à jouer un rôle de coordination. Il est probable que les changements politiques inattendus entraînent des retards et nuisent ainsi à la performance concernant certains aspects du projet, mais ils ne devraient pas menacer son efficacité globale qui s'appuie sur des nœuds d'activité à différents niveaux visant à aider à garantir sa résilience.
* La faiblesse des capacités opérationnelles des organismes concernés – Faible : Bien que ce projet vise à développer les capacités des institutions nationales en matière de changement climatique, certains prérequis en termes de capacités institutionnelles constitueront la base de la bonne mise en œuvre de mesures institutionnelles. Toutefois, un bon soutien institutionnel par des consultants mandatés dans le cadre de ce projet devrait atténuer ce risque.
* La faiblesse des capacités des élus locaux – Faible : Les capacités des élus locaux dans les CRDs sont, dans la plupart des cas, faibles. Toutefois, ce projet vise à mieux faire connaître et à favoriser la connaissance des élus locaux et ce risque a bien été pris en compte dans la conception de ce projet.

1. Le résultat 2 est le suivant : ‘Des mesures liées à la gestion des risques climatiques dans les communautés côtières sont mises en oeuvre’’. Les indicateurs pour y parvenir sont :

* Pourcentage des intervenants ciblés mettant en œuvre les pratiques soutenues à travers les initiatives de démonstration ;
* Pourcentage des communautés ciblées ayant adopté et mis en œuvre des activités alternatives de subsistance résilientes et génératrices de revenus ;
* Pourcentage de terres côtières rizicoles résilientes à l’élévation du niveau de la mer prévue ;
* Pourcentage du changement dans la couverture des mangroves des communautés ciblées.

1. Même si toutes les mesures et activités en rapport avec ce résultat ont été développées de façon optimale, il y a trois risques considérables qui entravent les possibilités d’y parvenir. Ces risques sont :

* Les villageois ne voient pas l'intérêt de nouvelles pratiques ou les conflits sociaux entravent l'adoption de ces pratiques – Faible : Si les villageois n'acceptent pas facilement de commencer à appliquer les options de nouveaux moyens de subsistance. Nous ne devons pas partir du principe qu’ils accepteront automatiquement de modifier leurs pratiques de subsistance comme le résultat direct de l'intervention du projet. Toutefois, des consultations, des entrevues et des visites sur le terrain menées durant le processus de préparation ont montré un fort engagement des élus locaux, des délégués communautaires et des villageois interrogés. Ainsi, nous anticipons que cet engagement restera important au cours de la mise en œuvre de ce projet. En outre, les activités particulières de subsistance seront identifiées de manière participative pour assurer l'appropriation, et seront accompagnées par les efforts de renforcement des capacités prévus.
* L’entretien des zones de production de riz est insuffisant pour permettre des mesures d'adaptation efficaces – Moyen : l’entretien des plaines rizicoles est essentiel pour assurer leur productivité à long terme ainsi que pour les effets \_ moyen- long terme des mesures d’adaptation. Au cours des visites de terrain dans les plaines rizicoles de Koba, Kito, Kakossa et Kaback, les organisations paysannes ont montré leur engagement à mieux entretenir les équipements des plaines rizicoles. En outre, la Fédération des Organisations Paysannes de Basse-Guinée contribuera à faire en sorte que ce risque n’entrave pas les résultats et les impacts du projet. La dynamique créée par les activités de co-financement aidera également à atténuer ce risque.
* Les capacités des services nationaux sont insuffisantes pour soutenir les actions des agriculteurs (les services météorologiques, services de conseil /vulgarisation, etc.) – Faible : les services nationaux auront besoin de renforcer les capacités initiales nécessaires pour détecter, collecter et analyser les données climatiques de manière à fournir en temps utile les conseils météorologiques appropriés. Ce risque a été intégré dans la conception du projet et des activités de renforcement de capacités pour mieux détecter, recueillir et analyser des données sur le climat seront mises en œuvre.
* Le Plan National d’Investissement Agricole, qui visait à identifier les investissements agricoles nécessaires d’ici 2015, n'est pas lancé en 2010 en raison de la situation politique – élevé : dans le contexte actuel du pays, l’on pourrait observer quelques retards en ce qui concerne la mise en œuvre d'un tel investissement. Le projet du FPMA va donc prioriser son intervention et veiller à faire les ajustements nécessaires pour assurer la durabilité des projets en cours concernant la culture du riz. L'accent sera donc mis sur les programmes de la BID et de l’AFD.

1. Le résultat 3 est : ‘'Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées’. Les indicateurs pour y parvenir sont :

* Nombre de ministères qui ont vu leurs capacités renforcées en matière d’analyse du rapport coût /bénéfices lié changement climatique ;
* Types d'outils adoptés et fréquemment utilisés dans les mêmes ministères.

1. Il y a trois risques considérables qui entravent l’obtention de ce résultat même si toutes les mesures et activités s’y référant ont été développées de façon optimale. Ces risques sont :

* La connaissance en matière d'analyse de coûts/ bénéfices du changement climatique et son intégration dans les budgets n’est pas partagée avec les administrations concernées – Moyen : Dans la mesure où la Guinée subit actuellement un changement dans son administration politique, et que l’accès à l’information est minime, le risque existe que les efforts déployés pour former le personnel ministériel soient anéantis faute de continuité suffisante entre les administrations. Afin d'atténuer ce risque, le CNE devra jouer un rôle de coordination pour la transmission des connaissances et des meilleures pratiques aux ministères et administrations concernés. Les consultants joueront un rôle clé dans leur appui au CNE pour assurer ce rôle.
* Faible engagement des préfectures – Faible : L’intégration des questions liées au changement climatique dans les plans d'investissement des préfectures, nécessitera un engagement important de leur part. Les officiers de liaison installés dans les préfectures de Boffa et Forécariah encourageront cet engagement tout au long du projet.
* Forte rotation du personnel institutionnel – Moyen : Puisque la Guinée est sous le régime d’un gouvernement de transition, une rotation considérable du personnel dans les ministères et à la Direction peut être prévisible. Une fois de plus, le CNE devra jouer un rôle clé pour s'assurer que les meilleures pratiques et les connaissances sont largement diffusées et qu’un grand nombre de membres du personnel des ministères concernés a accès à cette connaissance. En outre, l'unité de coordination du projet peut jouer un rôle dans de telles périodes de transition. Ce risque sera ainsi atténué.

1. Le résultat 4 est : ‘Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de développement des capacités et des changements de politique sont rassemblés et largement diffusés’. Les indicateurs pour y arriver sont :

* Nombre d'organisations partenaires nationales et internationales qui ont bénéficié de la diffusion des enseignements tirés ;
* Nombre de visites sur les pages pertinentes des sites Web associés au projet ;
* Nombre de contributions à l'ALM.

1. Même si toutes les mesures et activités en rapport avec ce résultat ont été développées de façon optimale, il y a deux risques considérables qui entravent les possibilités d’y parvenir. Ces risques sont :

* L’information de référence n'est pas représentative de la majorité des régions côtières et les enseignements tirés ne sont par conséquent pas diffusés – Faible : Dans la conception du projet, ce risque a été pris en compte et l'information de référence est représentative de la majorité des régions côtières. En outre, au début de la mise en œuvre du projet, un atelier de lancement aura lieu et l’on s’assura que l'information de base soit mise à jour si nécessaire. Le consultant local du M & E devra aussi jouer un rôle clé pour s’en assurer.
* Les connexions Internet en Guinée restent peu fiables – Moyen : Dans la mesure où l'Unité de coordination du projet sera basée à Conakry, les connexions Internet y seront particulièrement fiables. Toutefois, le projet permettra d'élaborer des outils de communication adaptés à ce contexte et accessibles aux communautés côtières (radio locale, médias locaux, presse locale, etc.).

1. **L’objectif** visé à travers ce projet est de “Renforcer la protection des communautés et zones côtières guinéennes vulnérables contre les effets négatifs du changement climatique et la variabilité du climat”. Les indicateurs pour atteindre cet objectif sont :

* Le pourcentage du budget national alloué, et effectivement dépensé, à l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières ;
* Le pourcentage du budget des préfectures alloué et dépensé concernant l'adaptation au changement climatique ;
* Nombre d'acteurs guinéens (ONG, associations, instituts de recherche et services techniques) qui mettent en œuvre les activités d'adaptation au changement climatique dans les régions côtières.

1. Trois risques considérables peuvent entraver l’atteinte de cet objectif même si tous les produits ont été développés de façon optimale. Ces risques sont :

* Les impacts des changements climatiques sont beaucoup plus importants que prévu – Moyen : Si la marge d'erreur concernant les prévisions est beaucoup plus large que prévu, il peut s'avérer très difficile d'identifier de nouvelles mesures et pratiques qui peuvent porter atteinte à la stratégie du projet. Cependant, la conception du projet a pris ce risque en compte et un système de suivi des impacts côtiers du changement climatique sera mis en œuvre. Les résultats de ce système seront ensuite utilisés pour prendre les décisions appropriées lors de la mise en œuvre du projet.
* Le secteur de l'agriculture dans la région côtière est affecté par les crises mondiales – Moyen : il est très difficile de prédire la volatilité des prix des denrées alimentaires. Ces changements pourraient miner le projet ou provoquer éventuellement le désintéressement des populations locales, tels que par exemple une augmentation assez rapide du coût des produits alimentaires à un moment donné. Mais ce risque devrait être atténué dans la mesure où certaines activités de ce projet sont directement liées à la production de riz améliorée et à des moyens de subsistance alternatifs afin de promouvoir des sources alternatives et additionnelles du revenu familial.
* La volonté politique est inconstante durant toute la durée du projet – Moyen : Cet élément a été souligné à maintes reprises et est particulièrement pertinent pour la Guinée dans la mesure où elle est temporairement placée sous un régime militaire et que des élections doivent avoir lieu plus tard cette année. Toutefois, lors de la préparation de ce projet, des décideurs de haut niveau ont montré un degré élevé d'engagement pour le projet, tant au sein du ministère de l'Environnement, que dans d’autres ministères comme le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. En outre, grâce à la conception multi-niveaux du projet, cet engagement a été favorisé et il sera développé à différents niveaux.

### V. Bénéfices attendus aux niveaux national et local

1. En ce qui concerne la garantie de la sécurité alimentaire, l'adaptation aux impacts probables du changement climatique, à travers la mise en œuvre d'activités pilotes d'adaptation, est considérée comme essentielle pour les 26 % de la population guinéenne qui vivent le long de la côte.
2. Les bénéfices attendus de l’adaptation comprennent : le renforcement des capacités techniques dans les zones côtières, des informations décentralisées et accessibles, et le renforcement des capacités sociales et organisationnelles pour intégrer la réduction des risques climatiques dans les cadres de planification à long terme. Ce projet facilitera la coordination entre les divers intervenants dans des domaines clés tels que la gestion des risques de catastrophe et la planification environnementale et de développement. Les enseignements qui se dégagent des mesures de démonstration fourniront des avantages sous la forme d'expériences pratiques dans la planification et la mise en œuvre des mesures de réduction des risques. Ce projet PNUD - FEM/FPMA jouera un rôle catalytique en établissant un solide cadre programmatique pour l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières de la Guinée.

### VI. Appropriation nationale : éligibilité et impulsion du pays

1. La Guinée a ratifié la CCNUCC en mai 1993 et le Protocole de Kyoto en septembre 2000. Elle a également ratifié l'acte du FEM. De ce fait, la Guinée est intégralement éligible à un soutien au titre des fonds du FEM.
2. En tant que PMA, la Guinée est intégralement éligible à des fonds dans le cadre du FPMA. La première activité dans le cadre du FPMA est la préparation du PANA. La Guinée a achevé son PANA et l'a soumis à la CCNUCC en juillet 2007. De ce fait elle est éligible au soutien du FPMA - FEM pour la mise en œuvre de son PANA.
3. Cette proposition s’inscrit dans le processus du PANA et a été élaborée avec la pleine participation des acteurs concernés. En fait, ce projet couvre plus d'une priorité identifiée dans le PANA. Ces priorités comprennent :

* Priorité 2 : Développement des connaissances et des bonnes pratiques (en mettant l'accent sur la gestion de l'écosystème et des ressources naturelles) ;
* Priorité 3 : Promotion des technologies d'adaptation dans la mangrove (projets 3.1, 3.5, 3.6) ;
* Priorité 5 : Protection de la culture dans les régions côtières (projet 5.1) ;
* Priorité 6 : Amélioration de l'information, de l'éducation et de la communication sur les risques climatiques (avec un accent sur la législation et l’orientation sur l'utilisation durable des ressources naturelles (projet 6.1)) et l'éducation environnementale pour les populations côtières (projet 6.2). Il exclut volontairement la priorité 1, concernant les forêts, dans la mesure où il a été déjà jugé nécessaire d’accorder une attention considérable à cette région.

1. Le projet proposé constitue une réponse aux besoins d'adaptation urgents et immédiats. Il est conçu pour tenir compte des coûts supplémentaires des mesures d'adaptation prioritaires identifiées dans le PANA et il créera également les capacités nécessaires pour poursuivre cette action y compris après l'achèvement du projet (durabilité). Le ratio du FPMA pour le co-financement est compatible avec l'échelle mobile.
2. Cette proposition a été élaborée à travers un processus participatif, à travers en premier lieu un atelier national, organisé à Conakry le 17 mai 2009 qui a enregistré une grande participation des parties prenantes.. Deuxièmement, des consultations ont eu lieu sur les sites en mai et juin 2009 afin de rencontrer les principaux acteurs locaux tels que les bénéficiaires, les communautés, les élus locaux, les sous-préfectures, les préfectures, la société civile, et d'autres acteurs clés. Troisièmement, le Cadre Logique du Projet a été validé par un comité de pilotage du projet en août 2009. Enfin, l’ébauche du projet a été examinée et validée à travers un atelier qui a eu lieu le 11 septembre 2009, à Conakry avec les principales parties prenantes guinéennes.
3. En outre, la stratégie et les activités du projet sont conformes aux priorités nationales de développement et ont des liens étroits ainsi que des complémentarités avec les principales initiatives et plans de développement, et notamment :

* Le DSRP qui se focalise sur la réduction de la pauvreté ;
* La Lettre d’Orientation sur le Développement Agricole ;
* Le PNAE comprend également trois priorités qui s'intègrent bien dans le PANA. Il s’agit des suivantes : évaluation de la biodiversité et des ressources culturelles et garantie de leur gestion durable ; la prévision des risques majeurs (pas seulement les changements climatiques, mais aussi ceux résultant des activités anthropiques) et plus généralement l'amélioration de la qualité de vie.

1. Le projet est conçu pour compléter d'autres projets en cours et prévus et des programmes sans les dupliquer. Le PNUD jouera un rôle crucial dans l'appui aux projets en co-finançant le projet mais aussi en évaluant la meilleure méthode de mise en œuvre nationale, en supervisant la mise en œuvre et en atténuant les risques du projet.
2. Enfin, le projet sera supervisé conformément aux normes des procédures de suivi et d’évaluation du PNUD / FEM. La gestion adaptative sera un élément clé de l'approche de gestion.

### 

### VII. Durabilité et réplicabilité

1. Le projet bénéficie d’un soutien gouvernemental énergique tant au niveau central qu’au niveau local. Le projet contribuera à l'intégration de mesures d'adaptation pour faire face aux risques additionnels induits par le changement climatique dans les stratégies de développement nationales et sectorielles de Guinée. Ce projet va intégrer efficacement le changement climatique dans ‘des cadres de gouvernance’ pertinents tels que le PDL, les plans d'investissement, les politiques et stratégies nationales, assurant ainsi la viabilité de l'intervention.
2. La viabilité à long terme du projet et la durabilité dépendront en grande partie de son ‘appropriation’ et de ‘l'institutionnalisation’ des capacités qui seront renforcées par le projet. Toutes les activités de renforcement des capacités prévues dans le projet ont été conçues de manière à avoir un impact durable, tant au niveau local qu’au niveau national. Ainsi par exemple les composantes de formation seront planifiées en fonction de l’évaluation des besoins. Il s’appuiera également sur ‘l’effet multiplicateur’ de la formation des formateurs. Au niveau local, ce projet sera associé aux ONG locales et aux organismes communautaires. Pour garantir davantage la durabilité du projet, une stratégie de duplication des interventions au niveau du site sera élaborée.
3. Par la mise en œuvre des initiatives pilotes d'adaptation au niveau communautaire, ce projet recherche une forte adhésion aux initiatives d'adaptation et donc un grand potentiel de duplication au niveau communautaire. En outre, l’organisation de visites d’échange entre les agriculteurs et les CRD d’autres préfectures devrait favoriser la reprise d’initiatives d’adaptation à base communautaires par d’autres communautés.
4. En maintenant des partenariats institutionnels constants avec d'autres partenaires internationaux de développement, ce projet vise à produire un effet de levier sur d'autres sources de financement pour l'adaptation à la fois dans la zone côtière mais aussi l'ensemble de la Guinée.
5. Enfin, les enseignements tirés de la mise en œuvre de ce projet seront compilés et distribués à un large éventail d’acteurs, en utilisant un cadre systémique, puis à l'ALM du FEM, de manière à s'assurer que les enseignements tirés du projet contribuent et bénéficient des expériences en matière d’adaptation au changement climatique à travers l'ensemble du portefeuille du FEM.

## Partie 3 : Dispositif de gestion

1. Ce projet sera exécuté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) selon ses modalités d’Exécution nationale (NEX) sur une période de quatre (4) ans, du 1er octobre 2009 au 31 septembre 2013.

### I. Au niveau national

1. Le dispositif de gestion a été déterminé sur la base d’une évaluation institutionnelle menée au cours de la phase préparatoire. Le Comité actuellement chargé de la préparation du PANA va, avec quelques nouveaux membres, agir en tant que Comité de Pilotage de Projet (CPP). Il est responsable de la prise de décision en matière de gestion en particulier lorsqu’une assistance est sollicitée de la part du chef de projet. Le CPP joue un rôle essentiel dans les activités de suivi et d’évaluation du projet en assurant le contrôle qualité des processus et des produits, et en procédant à des évaluations pour améliorer les performances, la responsabilité et l’apprentissage. Il veille à ce que les ressources nécessaires soient engagées et assure l’arbitrage dans tout conflit qui pourrait survenir dans le cadre du projet. Il doit également chercher à apporter des solutions aux problèmes qui pourraient se poser avec des entités externes. En outre, il est chargé d’approuver l’affectation et les responsabilités du chef de Projet, ainsi que toutes les délégations de pouvoir de ce dernier. Sur la base du plan d’action annuel approuvé, le comité de pilotage de projet peut également examiner et approuver les plans trimestriels ainsi que tout écart important par rapport aux plans initiaux.
2. Afin de garantir la responsabilité ultime du PNUD en ce qui concerne les résultats attendus du projet, les décisions du CPP seront prises conformément à des normes garantissant une gestion axée sur l’obtention de résultats de développement, le meilleur rapport qualité/prix, l’équité, l’intégrité, la transparence et une compétitivité internationale effective. En l’absence de consensus au sein du Comité, la décision finale revient au Responsable de Projet du PNUD.
3. Les membres éligibles au Comité de Pilotage de Projet seront identifiés, passés en revue et recommandés pour approbation durant la réunion du Comité d’évaluation du Projet. Des représentants d’autres parties prenantes peuvent, au besoin, être admis au sein du Comité de Pilotage, qui comprend trois fonctions distinctes dont :

* **Une Direction** : une personne individuelle représentant la maîtrise d’ouvrage du projet et assurant la présidence du groupe.
* **Le fournisseur principal** : individu ou groupe représentant les intérêts des parties concernées qui fournit des financements pour des projets spécifiques co-financés et/ou une expertise technique sur le projet. La fonction première du fournisseur principal au sein du Comité est de fournir des conseils concernant la faisabilité technique du projet.
* **Le bénéficiaire principal** : individu ou groupe d’individus représentant les intérêts des bénéficiaires finaux du projet. La fonction première du bénéficiaire principal au sein du comité consiste à garantir l’atteinte des résultats du projet conformément aux attentes des bénéficiaires du projet.
* Le rôle relatif à **l’assurance du Projet** consiste à appuyer la direction du Comité de projet en assurant une supervision et un suivi objectifs et indépendants. Les fonctions de responsable de projet et d’assurance de projet ne devront jamais être assurées par une même personne dans un projet donné.

1. Les Termes de référence (TDR) du CPP, y compris les membres éligibles, sont fournis en annexe (Annexe 3).
2. Le Conseil national pour l’Environnement (CNE) sera l’agence d’exécution NEX. Les activités quotidiennes de mise en œuvre et de gestion seront assurées par une Unité de coordination de projet (UCP) au sein du CNE. Cette UCP sera chargée de la planification, de la préparation de rapports, du suivi et de la fourniture d’assistance technique dans le cadre des activités locales et nationales de démonstration et de renforcement des capacités. L’UCP sera composée d’un chef de Projet (CP) et d’un personnel chargé de l’appui administratif/logistique au projet. Le CP est essentiellement chargé d’assurer que le projet produise les résultats spécifiés dans le document de projet, conformément aux normes de qualité requises et dans les limites spécifiées en termes de temps et de coûts. La fonction d’appui au projet comprend l’administration, la gestion et l’appui technique au CP. Les termes de référence de l’UCP, y compris les TDR du RP, sont fournis en annexe (Annexe 3). Au besoin et dans les limites du budget du projet et du plan de travail approuvé, l’UCP aidera le CNE à identifier et à fournir des intrants et services, notamment des experts, des consultants et du matériel.
3. L’UCP comprendra également deux agents de liaison (AL) affectés dans deux préfectures distinctes ; à Boffa où il/elle devra en permanence assurer une liaison administrative et technique entre les CRD de la Zone côtière Nord et le niveau central ; et l’autre à Forécariah où il/elle devra en permanence assurer la liaison administrative et technique entre les CRD de la Zone côtière Sud et le niveau central. Ces AL prépareront conjointement des rapports à l’intention de l’UCP et des Préfectures et consacreront au moins 60% de leur temps dans les CRD. Les TDR des AL sont fournis en annexe (Annexe 3).
4. Pendant toute la durée du projet, surtout dans les **8** premiers mois de son exécution, l’UCP bénéficiera d’un Conseiller technique principal (CTP) recruté au niveau international. Il/elle sera chargé (e) d’apporter tout l’appui technique nécessaire, y compris l’assistance technique au RP, aux 2 AL, au personnel et aux autres membres de la contrepartie gouvernementale. Les TdR du CTP sont indiqués en annexe (Annexe 3).
5. Pendant la mise en oeuvre du projet, le CTP sera assisté de consultants spécialisés dans des domaines bien distincts. Les détails relatifs aux types de consultants et à leurs missions respectives sont donnés en annexe (Annexe 3).
6. Afin d’assurer le solide ancrage du projet dans les structures nationales, les organes suivants joueront un rôle de premier plan dans la réalisation du projet :

* Le ministère de l’Agriculture et de l’Elevage qui est chargé des questions agricoles, de développement agricole et de sécurité alimentaire;
* Le ministère de la Pêche et de l’Aquaculture;
* Le ministère du Plan ;
* Le ministère de l’Economie et des Finances qui est chargé de la planification budgétaire, des allocations et de la comptabilité environnementale;
* Le ministère de la Décentralisation et du Développement des Collectivités locales, chargé de la préparation et de la mise en oeuvre de la politique nationale de décentralisation et de développement des collectivités locales ;
* Le ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche.

1. D’autre part, des relations étroites de travail devraient être entretenues avec un certain nombre de projets et programmes connexes :

* Le Projet de développement rural de Kakossa (PDR-K), financé par la Banque islamique ;
* Le Projet Riz en Basse-Guinée (Riz-BG) financé par l’Agence française de développement (AFD) ;
* Le Programme d’appui aux communautés villageoises (PACV) co-financé par l’AFD et le Fonds pour l’environnement mondial (FEM);
* Des initiatives locales appuyées notamment par *Charentes-Maritime Coopération* (CMC) ou l’Association française *Universel*.

1. Pour assurer la complémentarité et l’appui mutuel, un accord de co-financement initial a déjà été signé entre PDR-K et le ministère de l’Agriculture et de l’Elevage dans le cadre de son programme d’appui sectoriel dans la Zone côtière de Guinée (voir Annexe 5 pour les lettres de co-financement). En outre, le projet collaborera étroitement avec le PACV en vue de l’intégration du changement climatique dans le nouveau PDL (avec l’équipe locale du PACV), en contribuant au Fonds de Développement local mis en place à travers le PACV, et en travaillant dans la complémentarité au renforcement des capacités des CRD et de leurs élus locaux. Aucun effort ne sera ménagé pour agir de manière complémentaire en vue d’appuyer le Projet Riz-BG de l’AFD, qui se concentre sur les mêmes zones d’intervention.
2. Des dispositions détaillées relatives à la gestion et la coopération inter-institutionnelles seront clarifiées et harmonisées au cours de la phase initiale de mise en œuvre du projet.

### II. Au niveau préfectoral

1. Dans les préfectures, les deux AL assureront le lien technique et administratif entre les préfectures, les CRD et le Gouvernement central. Ils/elles seront affecté(e)s aux préfectures de Boffa et de Forécariah.
2. Des agents techniques de services décentralisés du MEDD et du ministère de l’Agriculture et de l’élevage appuieront l’exécution technique des activités.
3. De plus, le personnel des préfectures sera étroitement associé dans la mesure où, en définitive, ils seront les bénéficiaires directs des activités de développement des capacités à l’échelon des préfectures.

### III. Au niveau des CRD

1. En s’inspirant de l’approche du PACV, les CRD joueront un rôle important dans la mise en œuvre d’initiatives pilotes d’adaptation. Des Comités consultatifs communautaires (CCC) seront installés dans chaque CRD. Ils regrouperont les élus des CRD, le personnel des préfectures, les organisations de la société civile, des représentants d’organisations de producteurs, etc. Les AL seront chargés de l’appui à la mise en place de ces CCC qui auront la responsabilité de mettre en œuvre les initiatives pilotes d’adaptation et d’établir le lien entre les districts, les communautés et le Projet. D’autre part, ils seront chargés de l’approbation du financement des activités alternatives de subsistance plus souples identifiées au chapitre des résultats 2.2.3. Les CCC se réuniront deux fois par an.
2. Les CRD seront également chargés de la gestion du financement alloué au Fonds pour le développement local pour le financement d’activités de subsistance alternatives plus souples.
3. Les agents techniques des sous-préfectures joueront un rôle de premier plan dans l’appui à la mise en œuvre d’initiatives pilotes d’adaptation. Ils seront étroitement associés à des cabinets de consultance, aux entreprises et aux ONG qui obtiendront des contrats pour la mise en œuvre de ces initiatives.

### IV. Organigramme de Gestion

**Conseiller technique principal**

**Consultants locaux & inter-nationaux**

**Comités consultatifs communautaires Nord (CRD, sous-préfecture, société civile, représentants d’organisations de producteurs, etc.)**

**Agent de liaison Nord**

**-**

**En poste à la Préfecture de Boffa**

**Agent de liaison Sud**

**-**

**En poste à la Préfecture de Forécariah**

**Comités consultatifs communautaires Sud (CRD, sous-préfecture, société civile, représentants d’organisations de producteurs, etc.)**

**Assurance du Projet**

PNUD

Bénéficiaires principaux : CRD/Producteurs

Direction : Conseil National de l’Environnement (CNE)

Fournisseur principal : PNUD

## Partie IV : Suivi & Evaluation

1. Le suivi et l’évaluation (S&E) du projet seront assurés conformément aux procédures établies du PNUD et du FEM par l’Equipe de Projet et le Bureau Pays du PNUD (PNUD-CO) avec l’appui du PNUD/FEM. La matrice du cadre logique de la Section II fournit des indicateurs de performance et d’impact pour l’exécution du projet en même temps que les moyens de vérification correspondants. Ce sont ces instruments qui constitueront la base du système de S&E du Projet.
2. Le suivi du projet sera assuré à travers les activités de S&E suivantes et dont le budget correspondant est présenté dans le tableau ci-dessous.

### I. Démarrage du projet

1. Un atelier de lancement du projet sera organisé au cours des deux premiers mois suivant le démarrage du projet avec ceux dont les rôles sont assignés dans la structure organisationnelle du projet, le Bureau pays du PNUD et, si nécessaire/possible, les conseillers techniques régionaux en matière de politique et de programme, ainsi que d’autres parties prenantes. L’atelier de lancement du projet est d’une importance capitale pour garantir l’appropriation des résultats du projet et déterminer le plan de travail de la première année.
2. Un certain nombre de questions importantes devront être abordées au cours de cet atelier de lancement afin de :

* Aider l’ensemble des partenaires à comprendre et s’approprier pleinement le projet ; détailler les rôles, services d’appui et responsabilités complémentaires des équipes du bureau pays du PNUD et de l’Unité de coordination régionale (UCR) vis-à-vis de l’équipe de projet ; discuter des rôles, fonctions et responsabilités au sein des structures de prise de décisions du projet, y compris l’élaboration des rapports, les moyens de communication, ainsi que les mécanismes de résolution de conflits. Les TdR du personnel du projet seront, au besoin, reprécisés.
* Finaliser le plan d’action annuel sur la base du cadre des résultats du projet et, le cas échéant, les indicateurs de suivi appropriés du FEM ; Examiner et s’accorder sur les indicateurs, les cibles et les moyens de vérification et reconsidérer les hypothèses et risques.
* Fournir une présentation globale détaillée des exigences en matière d’élaboration de rapports et de S&E. Le plan de travail et le budget relatifs au S&E doivent faire l’objet d’un accord et d’une programmation.
* Discuter des procédures et obligations relatives à la préparation des rapports, ainsi que des dispositions à prendre pour procéder à la vérification annuelle des comptes.
* Planifier et programmer les réunions du Comité de Pilotage de Projet. Les rôles et responsabilités de toutes les structures chargées de l’organisation du projet doivent être clarifiés et des réunions planifiées. La première réunion du CPP devra se tenir dans les douze premiers mois suivant l’organisation de l’atelier de lancement de projet.

1. Un rapport d’atelier de lancement de projet constitue une référence fondamentale qui doit être élaborée et partagée avec l’ensemble des participants afin de formaliser les divers accords et plans adoptés au cours de cette rencontre.

### 

### II. Suivi trimestriel

1. Le suivi des progrès réalisés devra être effectué par la plate-forme de gestion renforcée axée sur les résultats du PNUD.
2. Sur la base de l’analyse des risques initialement présentée, un carnet de bord portant sur les risques sera régulièrement mis à jour dans ATLAS. Les risques deviennent critiques lorsque leur impact et la probabilité d’occurrence sont élevés. Il faut noter que pour les projets PNUD-FEM tous les risques financiers associés aux instruments financiers tels que les fonds renouvelables, les systèmes de micro-finance, ou la capitalisation des ESCO, sont automatiquement classés comme étant importants du fait de leur caractère innovant (un impact et une incertitude élevés liés à l’a expérience antérieure, justifie la classification comme critique).
3. Sur la base des informations contenues dans Atlas, un rapport sur l’état d’avancement du projet (RAP) peut être automatiquement généré dans le Résumé Analytique.
4. D’autres tableaux de bord ATLAS peuvent être utilisés pour le suivi des problèmes, des enseignements tirés, etc. L’utilisation de ces fonctions constitue un important indicateur du tableau de bord prospectif du responsable du PNUD.

### III. Suivi Annuel

* La révision annuelle du projet/Rapports d’exécution du projet (RAP/REP) : Cet important rapport est élaboré en vue d’assurer le suivi des progrès réalisés depuis le démarrage du projet et concernant, plus particulièrement, les précédentes périodes de reporting (du 30 juin au 1 juillet). L’APR/PIR allie à la fois les exigences du PNUD et celles du FEM en matière de préparation de rapports.

1. L’APR/PIR comprend, sans s’y limiter, des indications sur :

* Les progrès en direction des objectifs et dans l’obtention des résultats attendus du projet, avec les indicateurs respectifs, les niveaux de référence et les cibles de fin de projet (cumulativement)
* Produits du projet obtenus par résultat de projet (publication annuelle).
* Enseignements tirés/bonnes pratiques.
* Le Plan d’action annuel et les rapports concernant les autres dépenses
* Gestion adaptative des risques
* Rapports trimestriels d’activités (QPR) d’ATLAS
* Les indicateurs de niveau du portefeuille (Ex : les instruments de suivi des domaines prioritaires du FEM) sont également utilisés dans la plupart des domaines prioritaires sur une base annuelle.

### IV. Suivi périodique à travers des visites de sites

1. Le bureau pays et l’Unité régionale de coordination (URC) du PNUD procèderont à des visites sur les sites du projet conformément au programme arrêté dans le rapport de lancement du projet/Plan de travail annuel afin d’évaluer directement l’état d’avancement des activités du projet. D’autres membres du Comité de Pilotage du Projet pourront également participer à ces visites. Un Rapport de visite de terrain/BTOR sera élaboré par le bureau pays et l’URC du PNUD et sera distribué au moins un mois après la visite à l’équipe du projet et aux membres du Comité de projet.

### V. A mi-parcours du projet

1. Le projet fera l’objet d’une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du projet (octobre 2011). Cette évaluation à mi-parcours déterminera les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs et identifiera les correctifs à apporter, au besoin. Elle mettra l’accent sur l’efficacité, l’efficience et le respect des délais du projet ; mettra en exergue en particulier les problèmes nécessitant la prise de décisions et des actions. Elle présentera également les premiers enseignements tirés concernant la conception, la mise en œuvre et la gestion du projet. Les conclusions de cette revue seront intégrées au titre de recommandations en vue d’améliorer l’exécution pendant la deuxième moitié de la période de mise en oeuvre du projet. L’organisation, les termes de référence et le chronogramme de l’évaluation à mi-parcours seront déterminés à l’issue d’une consultation entre les parties prenantes au document de projet. Les TdR de cette évaluation à mi-parcours seront préparés par le PNUD-CO sur la base d’orientations de l’UCR et du PNUD-FEM. La réaction du Comité et l’évaluation seront transmises aux agences du PNUD, et en particulier au Centre des ressources de l’évaluation du PNUD (ERC).
2. Les instruments de suivi du domaine d’intervention du FEM concerné seront également complétés pendant le cycle d’évaluation à mi-parcours.

### VI. Fin du projet

1. Une évaluation indépendante finale sera entreprise trois mois avant la réunion finale du Comité de Pilotage du Projet conformément aux orientations du PNUD et du FEM. Cette évaluation finale concentrera sur les résultats du projet tels qu’initialement prévus (et révisés à l’issue de l’évaluation à mi-parcours, si toutefois des corrections ont été effectuées). L’évaluation finale examinera l’impact et la durabilité des résultats, y compris la contribution au renforcement des capacités et à la réalisation des objectifs/avantages environnementaux globaux. Les termes de référence de cette évaluation seront préparés par le bureau pays du PNUD sur la base des orientations de l’UCR et du PNUD-FEM.
2. L’évaluation finale doit également fournir des recommandations pour les activités de suivi et sollicitera une réaction du Comité de Pilotage du Projet qui devra être intégrée au PIMPS et au Centre de ressources de l’évaluation du PNUD (ERC)
3. Les outils d’évaluation du domaine d’intervention du FEM seront également complétés au cours de l’évaluation finale.
4. Au cours des trois derniers mois, l’équipe de projet élaborera le rapport final de projet (RFP). Ce rapport exhaustif résumera les résultats obtenus (objectifs, résultats, produits), les enseignements tirés, les problèmes rencontrés et les domaines dans lesquels les résultats n’ont pas pu être atteints. Il présentera également des recommandations pour toute autre mesure qui pourrait être prise en vue d’assurer la durabilité et la reproductibilité des résultats du projet.

### VII. Apprentissage et partage de connaissances

1. Les résultats du projet seront publiés tant à l’intérieur qu’à l’extérieur des zones d’intervention du projet à travers les réseaux et forums existants de partage de l’information.
2. Le projet identifiera et participera, si cela est pertinent et approprié,, aux réseaux scientifiques, politiques et/ou de toute autre nature, qui pourrait être bénéfiques dans la mise en œuvre du projet ou en termes d’enseignements tirés. Le projet identifiera, analysera et partagera les enseignements tirés qui pourraient être utiles dans la conception et la mise en oeuvre de projets futurs similaires.
3. Enfin, un flux d’information à double sens sera mis en place entre ce projet et d’autres projets de même nature.

### VIII. Plan de travail indicatif des activités de suivi & évaluation et budget correspondant

1. Lors de l’atelier de lancement, un plan détaillé de Suivi & Evaluation sera élaboré et approuvé. Ce plan de travail va préciser les dispositions en matière de S&E pour chacun des indicateurs concernant les objectifs, les résultats attendus et les produits indiqués dans la matrice de cadre logique. Le tableau suivant présente les grandes lignes de ce cadre de S&E :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Type d’activité S&E** | **Responsables** | **Budget en $US**  *Compte non tenu du temps du personnel de l’équipe de projet* | **Chronogramme** |
| Atelier de lancement | * CNP * Bureau pays PNUD * PNUD FEM | 3.000 | Dans les deux premiers mois suivant le démarrage du projet |
| Rapport de démarrage | * Equipe de Projet * Bureau pays PNUD | Inexistant | Immédiatement après l’atelier de démarrage |
| Evaluation des instruments de vérification des résultats du projet | * Le CP assurera la supervision de la demande d’études spéciales et de collaboration avec des institutions ; il procèdera également à la délégation de pouvoirs à certains membres de l’équipe | A finaliser dans la phase de démarrage et au cours de l’atelier de démarrage. Le coût indicatif est de 20.000 $US | Début, mi-parcours et fin du projet |
| Evaluation des instruments de vérification de l’avancement du projet en matière de résultats et d’exécution | * Supervision par le CP * Evaluations faites par les agents de terrain et les parties prenantes locales | A déterminer dans le cadre du de la préparation du Plan de travail annuel. Le coût indicatif est de 5.000 $US | Annuellement avant les activités APR/PIR et l’élaboration des plans de travail annuels |
| (APR et PIR) | * Comité et équipe du projet * PNUD-CO * CTR-PNUD * PNUD GEE | Inexistant | Annuellement |
| Rapport sur l’avancement du projet | * MEEFDD * RP * Consultant Externe | 4.000 | Trimestriellement |
| Evaluation externe à mi-parcours | * MEDD * PM * Consultants externes (i.e. équipe chargée de l’évaluation) | 37.000 | A mi-parcours de l’exécution du projet. |
| Evaluation finale | * MEEFDD * RP * Consultants externes (i.e. équipe chargée de l’évaluation) | 43.500 | A la fin de l’exécution du projet |
| Rapport final de projet | * MEDD * RP | Inexistant | Au moins un mois avant la fin du projet |
| Audit | * PNUD CO * PM | 10.000 | Annuellement |
| Visites de terrain (les frais de voyage du personnel du PNUD seront imputés au volet IA) | * UNDP CO * MEDD * Représentants du Gouvernement | 4.000 | Annuellement |
| COUT global indicatif, compte non tenu du temps du personnel du PNUD et des frais de voyage | | 126.500 |  |

##### Tableau 5 : Suivi et évaluation du projet

## Partie 5 : Contexte juridique

1. Le présent document, ainsi que le Plan d’action du programme de pays (CPAP) signé par le Gouvernement et le PNUD, constituent un Document de Projet conformément à l’Accord de base type en matière d’assistance (SBAA). Par conséquent, toutes les dispositions du CPAP lui sont applicables.
2. Conformément à l’Article III du SBAA, la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire d’exécution, de son personnel et de son matériel, ainsi que du matériel du PNUD en sa possession, incombe au partenaire d’exécution.
3. Le partenaire d’exécution doit :

* Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir en prenant en compte la situation sécuritaire du pays dans lequel le projet est mis en œuvre ;
* Assumer tous les risques et responsabilités liés à sa sécurité du partenaire d’exécution et à l’application pleine et entière du plan de sécurité.

1. Le PNUD se réserve le droit de vérifier la mise en place d’un tel plan et de suggérer, au besoin, des modifications. La non-exécution du maintien et de la mise en œuvre d’un plan de sécurité approprié tel que requis ci-après, sera considéré comme étant une violation du présent accord.
2. Le partenaire d’exécution s’engage à entreprendre tous les efforts raisonnables afin de s’assurer qu’aucun financement du PNUD reçu conformément au Document de Projet ne soit utilisé pour fournir un soutien à des individus ou autres entités associés au terrorisme, et que les bénéficiaires des fonds alloués par le PNUD aux termes des conditions ci-dessous ne figurent sur la liste établie par le Comité du Conseil de Sécurité créé en application de la Résolution 1267 (1999). Cette liste est consultable en ligne à l’adresse suivante : <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit figurer dans tous les sous-contrats ou sous-accords signés en vertu du présent document de Projet.

## SECTION II : Cadre de résultats stratégiques et FEM

### Partie 1 : Analyse des coûts additionnels

### I. Contexte du projet

1. Dans le cadre du suivi du PANA de la Guinée, ce projet met l'accent sur les mesures d'adaptation dans les secteurs prioritaires définis à travers le processus consultatif du PANA. Il s'agit entre autres : du développement des connaissances et des bonnes pratiques (en mettant l'accent sur la gestion de l'écosystème et des ressources naturelles), de la promotion des technologies d'adaptation dans la zone de mangroves, de la protection de la culture dans les régions côtières, de l'amélioration de l'information, de l'éducation et de la communication sur les risques climatiques et de l'éducation environnementale pour les populations vivant dans les zones côtières. Selon les prévisions, les impacts du changement climatique sur la zone côtière guinéenne auront un effet négatif sur le développement économique, les ressources naturelles, la production agricole et de manière générale, sur la sécurité alimentaire. Sur la base des informations actuelles concernant les différents scénarios liés au changement climatique pour la Guinée, le développement à long terme du pays devrait être sensiblement affecté par, (i) l'élévation du niveau de la mer et l'intrusion d'eau salée ; (ii) l'augmentation de la variabilité des précipitations, incluant de manière plus fréquente des fortes et courtes périodes de pluies (iii) de faibles pluies et des périodes de sécheresse au Nord de la zone côtière.
2. Dans la situation de référence, les modèles et voies de développement actuels incluant les programmes et projets ne sont pas adaptés au changement climatique, et les parties prenantes ne disposent pas de capacités d'adaptation. Bien que les initiatives de développement contribuent à la réalisation des OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement), cette contribution a cependant de fortes chances d'être entravée voire inversée par le changement climatique.
3. Le projet : (i) renforcera les capacités d'adaptation des principaux intervenants tant au niveau central qu’au niveau communautaire ; (ii) aidera à intégrer le changement et l'adaptation climatique dans les politiques et stratégies de développement national, préfectoral et local et ; (iii) démontrera, à travers la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à petite échelle, comment la capacité d'adaptation pourrait être renforcée et l'adaptation garantie. Le projet s'appuiera sur une situation de référence dont les composantes sont : le développement rural, le développement institutionnel et le développement des moyens de subsistance dans les zones côtières, avec une attention particulière accordée aux secteurs agricoles et forestiers. Les fonds pour les PMA du FEM devraient être complétés par une série d'investissements cofinancés par le gouvernement et les partenaires au développement. Ce cofinancement contribuera surtout à la situation de référence. Quant aux fonds du FPMA-FEM, ils contribueront exclusivement aux coûts additionnels liés induits par le changement climatique.

**II. Évaluation des coûts additionnels**

### Résultat 1 : Les capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées

1. Des initiatives contenues dans la situation de référence sont en cours d'exécution et elles visent à renforcer les capacités pour le développement côtier dans son ensemble et à améliorer les conditions économiques. Parmi elles figurent la mise en œuvre de certaines activités financées par les projets PDR-K (volets II et III), le Riz-BG (volet II), le PACV, le PNUD et d'autres initiatives gouvernementales visant à renforcer les capacités institutionnelles des élus locaux. Le coût estimatif total de cette situation de référence avoisine les 59,99 millions de dollars. Toutefois, les capacités à renforcer en vue de favoriser l’adaptation au changement climatique au niveau local, provincial et national ne sont pas développées et aucun effort spécifiquement destiné au renforcement des capacités d’adaptation au changement climatique n’est déployé. Ainsi, la situation de référence se caractérise par une capacité limitée à tous les niveaux pour faire face aux effets néfastes du changement climatique.
2. L’intervention alternative prévue dans le cadre de ce résultat modifiera les politiques de développement et les stratégies nécessaires afin de mieux refléter les réalités et capacités actuelles et permettra d'améliorer l'organisation de sorte à mieux aborder les pratiques résilientes liées au changement climatique à tous les niveaux. En outre, un renforcement de la sensibilisation sur le changement climatique, la vulnérabilité et les mesures d'adaptation nécessaires au niveau des communautés locales affectées sera réalisé. La nécessité de développer ces capacités et d'accroître la sensibilisation constitue un coût additionnel lié au changement climatique et est par conséquent éligible au financement du FPMA. Le financement de ces coûts additionnels est obtenu grâce à l'appui du FEM avec les fonds pour les PMA (500.000 dollars US) et du PNUD (100.000 dollars US).

**Résultat 2 : Des mesures liées à la gestion des risques climatiques dans les communautés côtières sont mises en œuvre**

1. Plusieurs investissements, interventions, projets et programmes identifiés dans la situation de référence et relatifs à la gestion des zones côtières et au développement agricole sont mis en œuvre sans une totale prise en compte des impacts climatiques dans l'équation. Ces investissements visent à améliorer la gestion des ressources naturelles et les conditions économiques des zones côtières. En dépit des menaces qui pèsent sur ces investissements du fait des impacts liés au changement climatique, ils n’intègrent pas la dimension de l’adaptation. Le coût estimatif total de cette situation de référence est d'environ 168, 25 millions de dollars US.
2. Le scénario alternatif modifiera l'état actuel des choses afin de faire la démonstration de la prévision des impacts liés au changement climatique, de travailler sur la base des initiatives, programmes et projets existants en vue d'intégrer la composante du changement climatique dans leurs activités et assurer leur résilience face au changement climatique. En outre, le scénario alternatif a pour objectif de mettre en œuvre des initiatives pilotes d'adaptation afin de démontrer les résultats des mesures d'adaptation et de permettre leur duplication. La nécessité d'intégrer le changement climatique et l'adaptation dans les investissements futurs constitue un coût additionnel lié au changement climatique et est donc éligible aux financements du FPMA. Ces coûts additionnels sont financés grâce à l'appui du FEM avec le FPMA (1,7 millions de dollars US), du PNUD pour le financement des activités alternatives (355.000 dollars US) et au soutien en nature du gouvernement Guinéen (185.000 dollars US). Ce dernier couvre la participation et l'implication des agences gouvernementales locales dans les activités, comprenant le temps, l'espace des bureaux, le temps des experts, les voyages, l'organisation de réunions, et le soutien à la formation et à la diffusion.

**Résultat 3 : Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées**

1. La Guinée reconnaît, dans la situation de référence la probabilité des impacts du changement climatique sur le développement et s’oriente vers la formulation d'approches intégrées et globales pour lutter contre le changement climatique. Même s'ils sont louables pour leur succès dans le renforcement de la sensibilisation à grande échelle et pour le soutien d'un ensemble diversifié de parties prenantes, ces efforts visant à développer des stratégies d'adaptation continuent cependant d'être partagés entre divers secteurs. Par conséquent, les compensations ne sont pas toujours prises en compte, la Guinée étant limitée dans sa capacité à internaliser complètement les coûts et bénéfices liés au changement climatique, à intégrer les liens vers d'autres programmes en cours, et à influencer les plans nationaux de développement. En outre, les efforts actuels doivent être complétés par une meilleure compréhension et articulation des aspects économiques du changement climatique, en portant les stratégies existantes au niveau suivant. L'accent mis sur les coûts et avantages économiques liés au changement climatique, ainsi que les implications économiques des réponses alternatives au changement climatique, sera une étape cruciale pour la Guinée dans la conception et la mise en œuvre d'une réponse politique possible. Le coût estimatif total de ce niveau de référence est d’environ 200,000 dollars US.
2. L’alternative prévoit que la Guinée entreprendra le travail analytique nécessaire sur les aspects économiques du changement climatique et qu’elle le fera de manière globale, évaluant tous les compromis possibles. Cela permettra ensuite d'établir la base sur laquelle pourront être conçues des stratégies et plans intégrés de changement climatique faisables et au bon rapport coût-efficacité. Cela constitue un coût additionnel lié au changement climatique et est donc éligible aux financements du FPMA. Ces coûts additionnels sont financés grâce au concours du FEM à travers le FPMA (200.000 dollars US), et au soutien du Gouvernement de la Guinée (50.000 dollars US), ce dernier couvrant la participation et l'implication des fonctionnaires dans les activités de renforcement des capacités.

**Résultat 4 : Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de Renforcement des capacités et des changements de politiques sont rassemblés et largement diffusés**

1. Dans la situation de référence, des efforts sont actuellement entrepris en vue d'identifier les enseignements tirés en matière de développement côtier et de les diffuser au reste de la Basse-Guinée. Ces efforts ne portent cependant pas sur l'adaptation au changement climatique. Dans la mesure où aucun enseignement n’est disponible concernant l'adaptation au changement climatique dans la situation de référence, il n'existe donc pas de système pour diffuser les enseignements, impliquant naturellement l’absence de diffusion. Le coût estimatif total de cette situation de référence est d'environ 300.000 dollars US.
2. Avec l’alternative, le projet fera en sorte que les enseignements tirés des activités liées au renforcement des capacités et des municipalités cibles soient systématiquement recueillies et rendues disponibles pour d'autres à l'avenir afin qu'elles puissent être reproduites dans d'autres régions de la Guinée ou ailleurs (voir rubrique correspondante dans le document de ce projet pour des descriptions plus approfondies). La nécessité de recueillir et de diffuser les enseignements liés à l'adaptation au changement climatique constitue un coût additionnel lié au changement climatique et est donc éligible aux financements du FPMA. Ces coûts additionnels sont financés grâce au concours du FEM à travers le F PMA (300.000 dollars), et au soutien en nature du gouvernement de la Guinée (100.000 dollars), le soutien en nature portant sur la participation et l'implication des agences gouvernementales locales dans les activités.
3. En outre, la gestion du projet et les coûts liés à la coordination sont estimés à 565.000 dollars US, avec 270.000 dollars US provenant du FEM, 45.000 dollars du PNUD et 250.000 dollars US en espèces et 300.000 dollars en nature du gouvernement de la Guinée.
4. Dans l’ensemble, le coût du projet est de 233.095.000 de dollars US dont 228.740.000 dollars US destinés à la situation de référence. Le coût additionnel est de 4.355.000 dollars US, avec des contributions qui se déclinent comme suit : FPMA (FEM) : 2.970.000 dollars US ; PNUD : 500.000 dollars US ; et le gouvernement de la Guinée : 300.000 dollars US en espèces et 585.000 dollars US en nature.

### III. Résumé des coûts et bénéfices liés à l'adaptation

| **Coût / Bénéfice** | **Situation de référence**  **(B)** | **Alternative**  **(A)** | **Projet et coûts additionnels (AB)** | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **BENEFICES** |  |  |  | |
| **Renforcement de la protection des communautés et zones côtières guinéennes vulnérables contre les effets négatifs du changement climatique et la variabilité du climat est** | Dans la situation de référence, les modèles et voies de développement actuels, y compris les programmes et projets ne sont pas adaptés au changement climatique, et les parties prenantes n'ont pas les capacités d'adaptation/ pour s’adapter. Bien que les initiatives de développement actuelles contribuent à la réalisation des OMD, cette contribution a de fortes chances d'être entravée voire inversée par le changement climatique | Le projet : (i) renforcera les capacités d'adaptation des principaux intervenants du niveau central et au niveau communautaire ; (ii) aidera à intégrer le changement et l'adaptation climatique dans les politiques et stratégies de développement national, préfectoral et local et, (iii) démontrera, à travers la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à petite échelle, comment la capacité d'adaptation pourrait être renforcée et l'adaptation garantie | *n/a* | |
| **COUTS** |  |  |  | |
| **Résultat 1 : Les capacité de prévoir et de répondre au changement climatique dans les zones côtières sont améliorées** | Des initiatives contenues dans la situation de référence sont en cours d'exécution et elles visent à renforcer les capacités pour le développement côtier global et à améliorer les conditions économiques. Il n'y a pas d'efforts spécifiquement destinés au renforcement des capacités d’adaptation au changement climatique. La situation de référence se caractérise ainsi par une capacité limitée à tous les niveaux pour faire face aux effets néfastes du changement climatique.  **Situation de référence : 59.990.000 de dollars US** | L'intervention alternative en vertu de ce résultat va modifier les politiques de développement et les stratégies nécessaires afin de mieux refléter les réalités et capacités actuelles et permettra d'améliorer l'organisation pour aborder les pratiques résilientes liées au changement climatique à tous les niveaux. En outre, il sera procédé au renforcement de la sensibilisation sur le changement climatique, la vulnérabilité et les mesures d'adaptation nécessaires au niveau des communautés locales affectées  **Alternative : 60.590.000 de dollars US** | |  |  | | --- | --- | | FEM/FPMA | 500.000$ | | PNUD | 100.000$ | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  | | **TOTAL** | **600.000$** | | |
| **Résultat 2 : Des mesures liées à la gestion des risques climatiques mises en œuvre dans les communautés côtières sont mises en oeuvre** | Plusieurs investissements, interventions, projets et programmes contenus dans la situation de référence et relatifs à la gestion des zones côtières et au développement agricole sont mis en œuvre sans une totale prise en compte des impacts climatiques dans l'équation. Ces investissements visent à améliorer la gestion des ressources naturelles et les conditions économiques des zones côtières. En dépit des menaces qui pèsent sur ces investissements du fait des impacts liés au changement climatique, ils n’intègrent pas la dimension adaptation  **Situation de référence : 168.250.000 dollars US** | Le scénario alternatif va modifier l'état actuel des choses afin de démontrer la protection contre les impacts liés au changement climatique, de travailler avec les initiatives, les programmes et projets existants en vue d'intégrer une composante du changement climatique dans leurs activités et d'assurer leur résilience face au changement climatique. En outre, le scénario alternatif a pour objectif de mettre en œuvre des initiatives pilotes d'adaptation afin de démontrer les résultats des mesures d'adaptation et de permettre leur reproduction  **Alternative: 170.490.000** | FEM/FPA  PNUD  Gouv. Guinée (en nature)  **TOTAL** | 1.700.000  355.000  185.000  **2.240.000** |
| **Résultat 3 : Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique** | La Guinée est limitée dans sa capacité à intégrer complètement les coûts et bénéfices liés au changement climatique, à intégrer des liens vers d'autres programmes en cours, et à influencer les plans nationaux de développement. En outre, les efforts actuels doivent être complétés par une meilleure compréhension et articulation des aspects économiques du changement climatique, en prenant les stratégies existantes au niveau suivant. L'accent mis sur les coûts et avantages économiques liés au changement climatique, ainsi que les implications économiques des réponses alternatives au changement climatique, sera une étape cruciale pour la Guinée dans la conception et la mise en œuvre d'une réponse politique possible et rentable  **Situation de référence : 200.000 dollars Us** | Avec l’alternative, la Guinée entreprend le travail analytique nécessaire sur les aspects économiques du changement climatique et le fait de manière globale, évaluant toutes les compensations possibles. Cela permettra ensuite d'établir la base sur laquelle ils peuvent concevoir le des stratégies et plans intégrés sur le changement climatique faisables et au bon rapport coût-efficacité  **Alternative: 450.000** | FEM/FPMA  Gouv. Guinée  **TOTAL** | 200,000  50.000  **250.000** |
| **Résultat 4: Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de développement des capacités et des changements de politique sont rassemblés et largement diffusés** | Dans la situation de référence des efforts sont actuellement entrepris en vue d'identifier les enseignements tirés en matière de développement côtier et de les diffuser au reste de la Basse Guinée. Ces efforts ne portent cependant pas sur l'adaptation au changement climatique. Comme il n y a pas de leçons disponibles concernant l'adaptation au changement climatique dans la situation de référence, il n'existe donc pas de système pour diffuser les enseignements, impliquant naturellement l’absence de diffusion  **Situation de référence : 300.000** | Avec l'alternative, le projet fera en sorte que les enseignements tirés des activités liées au renforcement des capacités et des municipalités cibles soient systématiquement recueillis et rendus disponibles pour d'autres à l'avenir afin qu'elles puissent être reproduites dans d'autres régions de la Guinée ou ailleurs.  **Alternative : 700.000** | FEM/FPMA  Gouv. Guinée (en nature)  **TOTAL :** | 300.000  100.000  **400.000** |
| Autres : Direction du projet, équipe de soutien technique à la mise en œuvre du programme, et suivi indicatif | Pas applicable  **Situation de référence : 0** | **Alternative : 865,000** | FEM/FPMA  PNUD  Gouv. Guinée  Gouv. Guinée (en nature)  **TOTAL** | 270.000  45.000  250.000  300.000  **865.000** |
| **Coût Total** | **Situation de référence : 228.740.000** | **Alternative: 233.095.000** | FEM/FPMA  PNUD  Gouv. Guinée (en espèces)  Gouv. Guinée (en nature)  **TOTAL** | 2.970.000  500.000  300.000  585.000    **4.355.000** |

Le montant total requis pour le projet du FPMA est de 4.355.000 dollars US, moins que ce qui était prévu dans la fiche d'identification du projet (PIF). Malgré leur importance, quelques-uns des cofinancements identifiés dans le PIF n'ont malheureusement pas pu être matérialisés pour un certain nombre de raisons. Comme décrit dans la section IV, l'adaptation au changement climatique n'a pas encore été prise en compte dans la planification et les politiques nationales en matière de gestion côtière. En outre, en dehors du budget national de base, il existe des interventions limitées initiées par des donateurs externes. Cependant, à l'heure actuelle aucune ne porte spécifiquement sur le changement climatique. Par conséquent, l'intervention du projet FPMA jouera un rôle clé dans le pilotage et dans l'intégration des options d'adaptation dans les questions plus larges liées au développement côtier.

## Partie 2 : Analyse du cadre logique

| **Objectif / Résultats** | **Indicateur** | **Situation de référence** | **Cible à la fin du projet** | **Source d'informations** | **Risques et hypothèses** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif -** Renforcer la protection des communautés et zones côtières guinéennes vulnérables contre les effets négatifs du changement climatique et de la variabilité du climat | 1. Pourcentage du budget national alloué et dépensé pour l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières | 0% | 0.5 % | Cadre budgétaire à moyen terme (CDMT) et les lois de finances | Les impacts du changement climatique sont beaucoup plus importants que prévu  Le secteur de l'agriculture dans les zones côtières est touché par les crises mondiales  La volonté politique ne sera pas constante tout au long du projet |
| 1. Pourcentage du budget des préfectures alloué et dépensé pour l'adaptation au changement climatique | 0 | 2% | Budgets des préfectures et de Conakry |
| 1. Nombre d'acteurs guinéens (ONG, associations, instituts de recherche et services techniques) participant à la mise en œuvre des activités d'adaptation au changement climatique dans les zones côtières | 0 | 20 | Conseil national pour la base de données sur l'environnement Rapports du projet |
| Résultat 1 – Les capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées | 1. Nombre de CRD ayant intégré les préoccupations liées à l'adaptation au changement climatique dans leurs PDL et procédant à leur mis en œuvre | 0 | 15 | Plans de développement local | La coordination entre ministères est faible  Faiblesse des capacités opérationnelles des organismes concernés  Les capacités des élus locaux sont faibles |
| 1. Nombre de règlements de zonage élaborés et / ou modifiés en vue d'y intégrer les préoccupations liées à l'adaptation au changement climatique | 0 | 6 | Règlements de zonage locaux pour les grandes villes côtières. |
| 1. Niveau de sensibilisation des principales parties prenantes concernant le changement climatique et ses impacts | Inexistant, faible | Haut | Rapports de projet, enquêtes spécialisées, entrevues, discussions |
| **Résultat 2 –** Mesures liées à la gestion des risques climatiques mises en œuvre dans les communautés côtières | 1. Pourcentage des parties prenantes ciblées mettant en œuvre les pratiques soutenues à travers les initiatives de démonstration | 0 % | 60% des communautés ciblées. | Rapports de projet, réalisations sur le terrain | Les villageois ne voient pas l'intérêt de nouvelles pratiques et / ou les conflits sociaux entravent l'adoption de nouvelles pratiques.  L’entretien des zones de production de riz est insuffisant pour permettre des mesures d'adaptation efficaces  Les capacités des services nationaux sont insuffisantes pour soutenir les actions des agriculteurs (services météorologiques, conseils / vulgarisation, etc.) |
| 1. Pourcentage des communautés ciblées ayant adopté et mis en œuvre des activités alternatives de subsistance génératrices de revenus | 0 | 50 % | Rapports de projets. Rapports des agents de liaison locaux /enquêtes communautaires |
| 1. Pourcentage de terres côtières de production de riz résistant à l'élévation prévue du niveau de la mer | 0 | 50 % | Rapports de projet. Rapports des agents de liaison locaux |
| 1. Pourcentage de changement dans la couverture en mangrove des communautés ciblées. | 0 | 75 % | Rapports de projet. Rapports des officiers de liaison locaux. Rapports de diagnostic |
| **Résultat 3** – Les principales capacités nationales permettant d'entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées | 1. Nombre de ministères qui ont vu leurs capacités renforcées en matière d'analyse du rapport coût/ bénéfice lié au changement climatique | 0 | 10 | Rapports de projet, entrevues, discussions | Les connaissances relatives à l'analyse coût /bénéfice du changement climatique et leur intégration dans les budgets ne sont pas partagées avec les administrations concernées  Faible engagement des préfectures  Important taux de renouvellement du personnel des institutions |
| 1. Types d'outils adoptés et fréquemment utilisés dans les mêmes ministères | 0 | Augmentation de la nature et de la fréquence d'utilisation | Rapports de projet |
| **Résultat 4 –** Les enseignements tirés des activités de démonstration pilotes, des initiatives de renforcement de capacités et des changements de politique sont rassemblés et largement diffusés | 1. Nombre d'organismes partenaires nationaux et internationaux auxquels les enseignements tirés du projet ont été transmis | 0 | 50 | Rapport d'exécution du projet, bureaux locaux des partenaires et organismes internationaux | Les informations de base ne sont pas représentatives de la majorité des régions côtières et ainsi, les enseignements tirés ne sont pas diffusés  La connexion Internet en Guinée est peu fiable |
| 1. Nombre de visites sur les pages pertinentes des sites Internet associés au projet | 0 | 100/mois | Site Internet qui fournira ces informations |
| 1. Nombre de contributions au mécanisme d'apprentissage en matière d'adaptation (ALM) | 0 | 3/année | Siège du PNUD qui fournira ces informations |

|  |  |
| --- | --- |
| **Résultat 1 : Des capacités renforcées en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières** | |
| Produits | Activités |
| 1.1. Révision et modification des plans directeurs et des règlements de zonage des préfectures afin d'intégrer les préoccupations liées à l'adaptation au changement climatique (Forécariah, Coyah, Dubréka, Boffa, Kamsar et la zone spéciale de Conakry) | 1.1.1. Analyser les plans directeurs et les règlements de zonage pour les préfectures côtières avec une large participation de toutes les parties prenantes ;  1.1.2. Évaluer les risques liés au changement climatique pour les préfectures côtières ;  1.1.3. Faire des recommandations pour les ajouts /modifications dans les plans directeurs et les règlements de zonage afin d'intégrer les préoccupations liées à l'adaptation au changement climatique;  1.1.4. Informer et sensibiliser les acteurs nationaux et préfectoraux, tant gouvernementaux que de la société civile, impliqués dans la mise en œuvre du plan directeur et des règlements de zonage des villes côtières. |
| 1.2. Révision des plans de développement local des communes rurales de développement (CRD) et des préfectures côtières afin d'intégrer les risques liés au changement climatique (15 "Communes Rurales de Développement - CRD") | 1.2.1. Analyser les plans actuels de développement local des CRD côtières ;  1.2.2. Intégrer la gestion des risques liés au changement climatique dans les PDL, en s'appuyant sur les enseignements tirés des initiatives pilotes;  1.2.3. Informer et sensibiliser à travers l'organisation d'ateliers et de tables rondes locales et régionales, réunissant des élus locaux (bureaux CRD et districts), sous-préfectures, préfectures, la société civile, ONG, associations et entreprises locales actives dans les zones côtières. Cette sensibilisation pourrait être mise en œuvre en particulier à travers des formations spécifiques en faveur des élus locaux*.* |
| 1.3. Les principales parties prenantes disposent de la formation nécessaire liée aux risques du changement climatique sur les côtes et les options d'adaptation | 1.3.1. Identifier les principales parties prenantes dans les zones côtières ;  1.3.2. Identifier et préparer les outils de formation nécessaires (par exemple des scénarios climatiques, les prévisions sur les événements extrêmes, la vulnérabilité, les options d'adaptation);  1.3.3. Élaborer des programmes de formation pour les principales parties prenantes pré-identifiées ;  1.3.4. Mettre en œuvre des programmes de formation. |
| 1.4. Introduction d'un système de diffusion de conseils agro-météorologiques pertinents sur le changement climatique auprès des acteurs importants au niveau des côtes | 1.4.1. Évaluer les besoins et les capacités des organismes et institutions guinéens à observer et collecter des informations sur le climat ;  1.4.2. Identifier et renforcer les institutions en charge de la collecte et d'analyse de données sur le changement climatique pour le secteur agricole et en charge aussi de la formulation de conseils agro-météorologiques*;*  1.4.3. Identifier les bénéficiaires actuels et potentiels de conseils agro-météorologiques (entre les acteurs importants au niveau des côtes);  1.4.4. Concevoir un système de partage des conseils agro-météorologiques. |
| 1.5. Renforcement des capacités des institutions de recherche et d'enseignement afin qu'ils puissent offrir des formations, conduire des recherches et partager les connaissances dans les zones côtières. | 1.5.1. Identifier les besoins en matière de renforcement des capacités des instituts de recherches et d'enseignement évoluant au niveau des zones côtières ;  1.5.2. Identifier et mettre en œuvre un cadre de développement des capacités pour les instituts afin de leur permettre de poursuivre les recherches et informations |

| **Résultat 2 : Des mesures liées à la gestion des risques climatiques mises en œuvre dans les communautés côtières** | |
| --- | --- |
| Produits | Activités |
| 2.1. Des systèmes appropriés de gestion des zones côtières visant à réduire les risques de l'élévation du niveau de la mer identifiés, évalués et mis au point pour quatre sites vulnérables dans la zone côtière et dans les plaines rizicoles critiques (répartis dans les préfectures de Boffa, Forécariah et Boké) | 2.1.1. Évaluer les impacts de l'élévation du niveau de la mer sur les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes côtiers pour quatre sites vulnérables répartis dans les préfectures de Boffa et Forécariah ;  2.1.2. Évaluer les systèmes actuels de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) visant à réduire les risques de l'élévation du niveau de la mer pour les quatre sites vulnérables répartis dans les préfectures de Boffa et Forécariah ;  2.1.3 Développer / renforcer une gestion intégrée des zones côtières appropriée visant à réduire les risques d'élévation du niveau de la mer pour quatre sites vulnérables répartis dans les préfectures de Boffa et Forécariah ;  2.1.4. Identifier les activités pilotes d'adaptation face à l'élévation du niveau de la mer dans les préfectures de Boffa, Forécariah et Boké en termes de gestion améliorée des mangroves :   * Diffusion de techniques d'utilisation de l'énergie solaire en matière de production de sel afin de limiter le défrichement des mangroves et d'améliorer la protection naturelle contre l'élévation du niveau de la mer (îles de Kakossa, Kabak et Kito, plaines de Koba, les zones de Dubréka, Douprou, Monchon et Kamsar) ; * Reboisement des mangroves dans les zones menacées et dans les zones où le reboisement naturel des mangroves est impossible (à déterminer au début de la mise en œuvre du projet); * Diffusion (vulgarisation ) de techniques en matière d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, bioénergie) pour quatre sites cibles ; * Diffusion de techniques en matière d'ostréiculture dans les îles de Kito, Kakossa et Kabak afin de limiter la dégradation des mangroves ;   2.1.5. Identifier les activités pilotes d'adaptation face à l'élévation du niveau de la mer pour les quatre sites vulnérables répartis dans les préfectures de Boffa et Forécariah en termes d'amélioration de la résilience au changement climatique de la riziculture côtière :   * Réadaptation de la hauteur des digues au niveau des plaines rizicoles Kakossa contre les impacts prévus du changement climatique en partenariat avec le projet PDR-K ; * Renforcement de la résilience de la production de 500 hectares de plaines rizicoles dans Koba (renforcer la résilience et l'élévation des petites digues pour faire face aux inondations) et la réhabilitation d'une construction contre l'intrusion de l'eau de mer au niveau de Koba ; * Renforcement de la production de 500 hectares de plaines rizicoles à Kabak et réparation du canal principal afin d'améliorer le drainage des eaux ; * Renforcement de la production de 300 hectares de plaines rizicoles de Kito.   2.1.6. Recruter des opérateurs locaux et mettre en œuvre la démonstration des activités d'adaptation ;  2.1.7. Soutenir les CRD dans la mise en œuvre de nouvelles activités pilotes d'adaptation ;  2.1.8. Soutenir les institutions de recherche sur leurs activités de recherche et d'essai de nouveaux cultivars de riz résistant à l'eau salée et à l'acidité du sol et sur de nouvelles productions de plantes. |
| 2.2 Adoption par les communautés vulnérables d'activités générant des moyens d'existencealternatifs résilients | 2.2.1*.* Informer et sensibiliser les communautés vulnérables sur l'importance de développer des moyens de subsistance alternatifs afin de s'adapter au changement climatique ;  2.2.2. Procéder à l'évaluation socio-économique des activités actuelles de subsistance génératrices de revenus pour quatre sites vulnérables répartis dans les préfectures de Boffa et Forécariah ;  2.2.3. Identifier et privilégier les activités alternatives de subsistance génératrices de revenus en partenariat avec les communautés locales (à travers la tenue sur place d'ateliers et de séminaires) ;  2.2.4. Contribuer au Fonds de développement local au niveau des CRD pour financer et mettre en œuvre des activités de subsistance moins vulnérables et génératrices de revenus. |
| 2.3. Conception d'un système d'alerte précoce visant à soutenir la gestion des zones côtières et mise en place d'un système de surveillance des risques et impacts liés au changement climatique dans les zones côtières | 2.3.1. Établir des liens institutionnels, des procédures d'exploitation et de partage d'informations sur le climat entre les institutions en charge de la collecte de données météorologiques ;  2.3.2. Procéder à l'identification des structures nationales, régionales et locales qui pourraient se charger de la diffusion des alertes ;  2.3.3. Concevoir un système d'alerte précoce (par exemple coordonner les entités, les liens entre les structures en charge de la diffusion des alertes, les procédures de fonctionnement,) pour soutenir la gestion des zones côtières ;  2.3.5. Définir et mettre en place système de suivi des risques et impacts liés au changement climatique |
| **Résultat 3 : Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées** | |
| Produits | Activités |
| 3.1Une partie du budget national allouée à la gestion des risques liés au changement climatique | 3.1.1. Développer des outils permettant d'analyser le budget national et sectoriel et les lois de finances ;  3.1.2. Analyser le budget national et sectoriel et les lois de finances en termes de gestion des risques liés au changement climatique ;  3.1.3. Évaluer le coût des impacts prévus du changement climatique et les avantages des mesures d'adaptation (la formation du personnel dans les ministères cibles dans l'analyse coût-bénéfice et les fondements de l'analyse des coûts additionnels) ;  3.1.4. Sensibiliser les principaux décideurs politiques sur les risques liés au changement climatique et leurs coûts (grâce à la tenue d'ateliers, de tables rondes, etc.) ;  3.1.5. Faire des recommandations afin d'intégrer les coûts et les bénéfices liés au changement climatique dans le budget national et sectoriel et dans les lois de finances. |
| 3.2. L'adaptation au changement climatique est intégrée dans les budgets de 5 préfectures et dans celui de la zone spéciale de Conakry | 3.2.1. Développer des outils permettant d'analyser les budgets des préfectures ;  3.2.2. Analyser les budgets des 5 préfectures côtières et de la zone spéciale de Conakry en matière d'intégration de l'adaptation au changement climatique et formuler des recommandations en vue d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans ces budgets ;  3.2.3. Sensibiliser les représentants régionaux du gouvernement à travers la tenue d'ateliers, de tables rondes, séminaires etc. |
| 3.3. Le personnel dans les ministères concernés a amélioré la capacité d'évaluer les coûts et bénéfices liés au changement climatique, y compris l'adaptation et les options à faibles émissions de carbone | 3.3.1. Développer des outils pour évaluer les coûts et bénéfices liés au changement climatique, incluant l'adaptation et les options à faibles émissions de carbone dans le contexte guinéen ;  3.3.2. Former le personnel des ministères concernés à la mise en œuvre de ces outils et à l'évaluation des coûts et bénéfices liés au changement climatique (à travers les kits d'information et de formation, tables rondes, séminaires, etc.). |
| **Résultat 4 : Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de développement des capacités et des changements de politique sont rassemblés et largement diffusés** | |
| Réalisations | Activités |
| 4.1. Les enseignements tirés publiés à l'aide d'un cadre systématique préétabli | 4.1.1. Concevoir un système de recueil et de saisie des enseignements tirés (cela est étroitement lié au système de suivi et d'évaluation du projet)  4.1.2. Préparer les outils permettant de saisir et communiquer les réalisations du projet et les défis (par exemple, reportages, DVD, films, documentaires, émissions de radio communautaires, brochures)). |
| 4.2. Partage des enseignements tirés avec les partenaires locaux et les organismes internationaux | 4.2.1. Élaborer une stratégie de communication du projet ;  4.2.2. Identifier les partenaires locaux et les organismes internationaux pour lesquels les enseignements tirés seront les plus utiles ;  4.2.3. Préparer des communiqués de presse, organiser des ateliers et des tables rondes, etc., afin de partager les enseignements à travers le pays et la région ;  4.2.4. Organiser des voyages d'étude entre les CRD et entre les agriculteurs dans les préfectures de Boffa et Forécariah et d'autres préfectures côtières afin de diffuser les techniques du projet et les enseignements tirés.  4.2.4. Faire des contributions régulières au mécanisme d'apprentissage en matière d'adaptation de l'ONU (ALM). |
| 4.3. Cinq sites Internet publient les résultats, les leçons apprises et les meilleures pratiques du projet | 4.3.1. Identifier et établir un protocole d'accord avec 5 sites Internet pour la diffusion des résultats du projet ;  4.3.2. Préparer et livrer de façon régulière les informations relatives au projet. |

**Notes explicatives sur les indicateurs**

**Objectif –** Accroître la résilience et l'adaptation aux impacts négatifs du changement climatique dans les zones côtières de Guinée

1. Pourcentage du budget national alloué et utilisé pour l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières

Si le projet est une réussite, l'engagement national pour l'adaptation au changement climatique, en particulier dans la région côtière, doit se traduire par une augmentation des ressources financières allouées et utilisées pour le changement climatique. Ces ressources intègrent le budget national et sectoriel ainsi que les fonds mobilisés auprès des partenaires internationaux.

1. Pourcentage du budget des préfectures alloué et utilisé pour l'adaptation au changement climatique

Si le projet est une réussite, l'engagement national pour aborder le problème lié à l'adaptation au changement climatique, en particulier dans la région côtière, doit se traduire par une augmentation des ressources financières allouées à la lutte contre les impacts du changement climatique. Ainsi le budget des préfectures devrait refléter l'augmentation des ressources financières allouées et consacrées au changement climatique.

1. Nombre d'acteurs guinéens (ONG, associations, instituts de recherche et services techniques) assurant la mise en œuvre des activités liées à l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières

Si le projet est une réussite, l'engagement national pour aborder le problème lié à l’adaptation au changement climatique devrait augmenter, ce qui sera illustré par l'effort déployé par les ONG, instituts, etc. sur les questions liées au changement climatique. Une augmentation du nombre d'ONG travaillant sur le changement climatique dans la région côtière reflète aussi directement les ressources disponibles et l'engagement des populations locales et les villages.

**Résultat 1 :** Des capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières renforcées

1. Nombre de CRD ayant intégré et mis en œuvre les questions liées à l'adaptation au changement climatique dans leurs PDL

Les CRD ayant ajouté ou modifié les articles traitant spécifiquement des questions liées à l'adaptation au changement climatique dans leurs PDL et ayant mis en œuvre ces mesures illustrent le renforcement des capacités en matière de prévision et de réponse au changement climatique.

1. Nombre de règlements de zonage élaborés et/ou modifiés en vue d’y intégrer les préoccupations liées à l’adaptation

Les règlements de zonage ayant ajouté ou modifié les articles traitant spécifiquement des questions liées à l'adaptation au changement climatique sont une illustration du renforcement des capacités en matière de prévention et de réponse au changement climatique.

1. Niveau de sensibilisation des principales parties prenantes en ce qui concerne le changement climatique et ses impacts

Si le projet a permis de renforcer les capacités en matière de prévention et de réponse au changement climatique, cela devrait se traduire par une meilleure compréhension et prise de conscience des enjeux par les principales parties prenantes dans les zones côtières, à tous les niveaux.

**Résultat 2** : Des mesures liées à la gestion des risques climatiques sont mises en œuvre dans les communautés côtières

1. Pourcentage des parties prenantes mettant en œuvre les pratiques soutenues par les initiatives de démonstration

Si les agriculteurs directement impliqués dans le projet et vivant dans les villages où des initiatives de démonstration sont mises en œuvre, ont commencé à adopter les pratiques d'adaptation appuyées par le projet sans l'intervention directe du projet, cet aspect témoigne de l’efficacité des pratiques et de la bonne exécution de la démonstration. Cela sera mesuré par les agents de terrain engagés dans le cadre du projet, qui seront informés des pratiques adoptées dans les villages.

1. Pourcentage des communautés ciblées ayant adopté et mis en œuvre des activités de subsistance génératrices de revenus alternatifs

Le nombre et le type d'activités relatives aux moyens de subsistance alternatifs permettront clairement de déterminer quelles sont les initiatives les mieux réussies et qui sont les plus adaptées à la région. Ainsi, si seulement certains types de moyens de subsistance ont été adoptés (même dans un grand pourcentage) par les villageois, cela indiquera à la direction du projet que les autres moyens de subsistance devraient être repensés ou que les activités de sensibilisation devraient être améliorées pour les activités qui seraient inconnues du grand public.

9. Pourcentage ou terres côtières rizicoles résilientes à l’élévation prévue du niveau de la mer

Cet indicateur permettra d'évaluer l'évolution de la production de riz par rapport à l'élévation prévue du niveau de la mer. Il s'appliquera à tous les investissements de base en cours ou à venir (nationaux ou appuyés par des bailleurs) en ce qui concerne la riziculture de plaines.

10. Pourcentage de changement dans la couverture en mangroves des communautés ciblées.

Cet indicateur permettra d'évaluer l'évolution des zones de mangrove dans les communautés ciblées et montrera la façon dont la mangrove a été protégée.

**Résultat 3** : Renforcement des principales capacités nationales permettant d'entreprendre des travaux analytiques sur les aspects économiques du changement climatique

1. Nombre de ministères qui ont vu leurs capacités renforcées en matière d’analyses coût/bénéfice

Si le projet a effectivement réussi à renforcer les capacités en matière de prévision et de réponse par conséquent se traduire par une meilleure compréhension et prise de conscience des problèmes de la part du personnel des ministères concernés quant à l'analyse coût/bénéfice de l'adaptation au changement climatique.

1. Types d'outils adoptés et fréquemment utilisés dans les mêmes ministères

Cet indicateur apportera des renseignements sur la durabilité des activités de renforcement des capacités mises en œuvre.

**Résultat 4** : Les enseignements tirés des activités pilotes de démonstration, des initiatives de développement des capacités et des changements de politiques sont rassemblés et largement diffusés

1. Nombre d'organismes nationaux et internationaux partenaires auxquels les enseignements tirés du projet ont été transmis

Cet indicateur témoigne de l'efficacité du projet qui a réussi à toucher les partenaires et les organismes concernés. Cependant, le nombre de partenaires n'est pas nécessairement un signe révélateur de l'efficacité de la diffusion des enseignements tirés.

1. Nombre de visites sur les pages pertinentes des sites Internet associés au projet

Cet indicateur témoigne du niveau d'intérêt accordé aux observations et enseignements tirés du projet. Ceci est particulièrement approprié pour mesurer le niveau d'intérêt de la population guinéenne. Si le projet a réussi à accroître la sensibilisation et la diffusion d'informations relatives au changement climatique ainsi que la façon d'accéder à l'information, le nombre de visites devrait idéalement augmenter. Il faudrait cependant signaler, que cet indicateur dépend largement de l'accès des populations à Internet ainsi que de la fiabilité de la connexion en Guinée.

1. Nombre de contributions au mécanisme d’apprentissage en matière d’adaptation (ALM)

Cet indicateur montre d'une part que la communauté internationale est non seulement au courant mais est également intéressée par les enseignements et les meilleures pratiques issus de ce projet. Cela permet également de supposer que les enseignements sont rassemblés et diffusés de manière efficace.

# SECTION III : Budget global et plan d’action

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ID subvention :** | **00058479** |  | **Business Unit :** | GIN 10 |
| **ID du projet :** | **00072654** |  | **Titre du Projet :** | **4023 CC FSP Guinea LDCF\_Coastal Zone Adaptation** |
| **Intitulé de la subvention :** | **4023 CC FSP Guinea LDCF\_Coastal Zone Adaptation** |  | **Partenaire de mise en œuvre (Agence d’exécution)** | **Conseil National pour l’Environnement** |

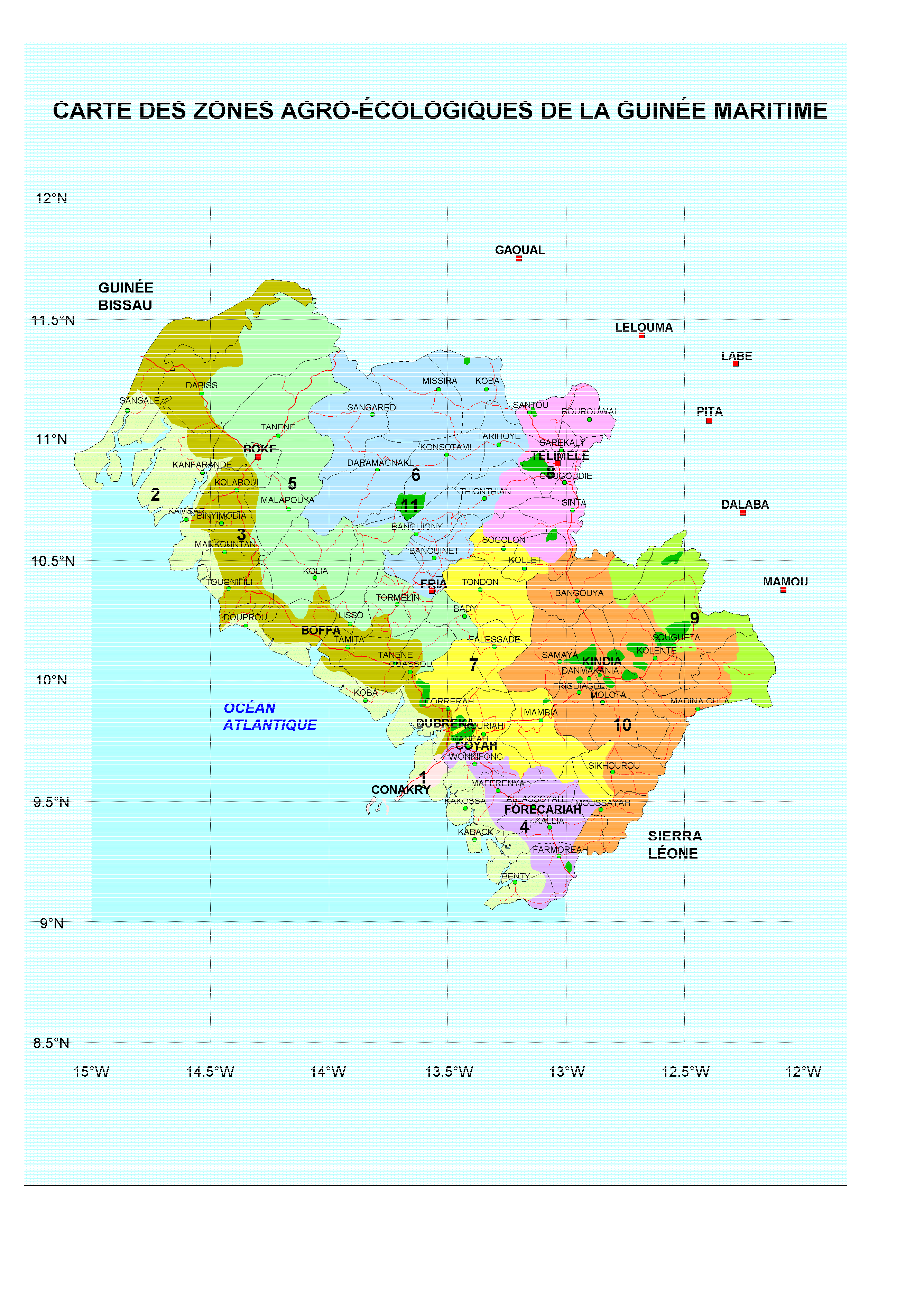
| **Résultats** | **Partie Responsable** | **ID du Fonds** | **Bailleur** | **Compte Budgétaire Atlas** | **Description du Budget Atlas** | | **Montant année 1** | **Montant année 2** | **Montant année 3** | **Montant année 4** | **Total** | **Note du Budget** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1 : Les capacités s de prévision et de réponse au changement climatique dans les zones côtières sont renforcées** | **CNE/MEDD** | **62160** | **FEM/FPMA** | 71205 | Consultants internationaux | | 7500 | 10000 | 10000 | 2500 | 30000 | a |
| 71305 | Consultants nationaux | | 18000 | 18000 | 18000 | 18000 | 72000 | b |
| 71605 | Voyages | | 2000 | 4000 | 4000 | 2000 | 12000 | c |
| 71615 | DSA-Intl | | 2250 | 3000 | 3000 | 750 | 9000 | d |
| 71635 | Voyages | | 1000 | 1500 | 1500 | 1500 | 5500 | e |
| 71620 | DSA- Local | | 1000 | 1500 | 1500 | 1500 | 5500 | f |
| 71205 | Consultants internationaux | | 2500 | 5000 | 5000 | 2500 | 15000 | g |
| 71305 | Consultants nationaux | | 12000 | 12000 | 12000 | 12000 | 48000 | h |
| 71305 | Consultant national | | 18000 | 36000 | 36000 | 18000 | 108000 | i |
| 73100 | Loyer & Entretien des locaux | | 1000 | 2000 | 2000 | 2000 | 7000 | j |
| 71620 | DSA - Local | | 3000 | 3000 | 3000 | 3000 | 12000 | k |
| 72145 | Services Contractuels - Entreprises | | 0 | 9000 | 9000 | 9000 | 27000 | l |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 0 | 15000 | 15000 | 15000 | 45000 | m |
| 71620 | DSA - Local | | 0 | 2000 | 2000 | 2000 | 6000 | n |
| 74200 | Coûts de production audio visuelle & d’impression | | 0 | 30000 | 30000 | 0 | 60000 |  |
| 72500 | Fournitures | | 4000 | 8000 | 8000 | 8000 | 28000 |  |
| 74500 | Divers | | 2000 | 3000 | 3000 | 2000 | 10000 |  |
| **Total FEM /Résultat 1** | | | | | | **74250** | **163000** | **163000** | **99750** | **500000** |  |
| **CNE/MEDD** | **04000** | **PNUD** | 72215 | Equipements de transport | | 14000 | 0 | 0 | 0 | 14000 | o |
| 72210 | Equipements et fournitures | | 30000 | 0 | 0 | 0 | 30000 | p |
| 73100 | Loyer & Entretien des locaux | | 8000 | 16000 | 16000 | 16000 | 56000 |  |
| **Total PNUD/Résultat 1** | | | | | | **52000** | **16000** | **16000** | **16000** | **100000** |  |
| **Coût Total Résultat 1** | | | | | | **126250** | **179000** | **179000** | **115750** | **600000** |  |
| **Résultat 2 : Des mesures de gestion des risques climatiques sont mises en œuvre dans les communautés côtières** | **CNE/MEDD** | **62160** | **FEM/FPMA** | 71205 | Consultants Internationaux | | 7500 | 12500 | 12500 | 7500 | 40000 | q |
| 71605 | Voyages | | 2000 | 6000 | 6000 | 2000 | 16000 | r |
| 71615 | DSA - International | | 2250 | 3750 | 3750 | 2250 | 12000 | s |
| 71205 | Consultants Internationaux | | 7500 | 15000 | 17500 | 5000 | 45000 | t |
| 71305 | Consultants Nationaux | | 24000 | 24000 | 24000 | 24000 | 96000 | u |
| 71605 | Voyages | | 2000 | 6000 | 6000 | 2000 | 16000 | v |
| 71615 | DSA - International | | 2250 | 4500 | 5250 | 1500 | 13500 | w |
| 71305 | Voyages | | 750 | 1500 | 1500 | 1500 | 5250 | x |
| 71620 | DSA - Local | | 750 | 1500 | 1500 | 1500 | 5250 | y |
| 71620 | DSA - Local | | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 10000 | z |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 15000 | 20000 | 20000 | 15000 | 70000 | aa |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 10000 | 17000 | 18000 | 10000 | 55000 | ab |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 5000 | 10000 | 10000 | 5000 | 30000 | ac |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 4000 | 8000 | 8000 | 4000 | 24000 | ad |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 2000 | 4000 | 4000 | 2000 | 12000 | ae |
| 72110 | Services Contractuels - Entreprises | | 45000 | 115000 | 130000 | 45000 | 335000 | af |
| 72110 | Services Contractuels - Entreprises | | 15000 | 30000 | 35000 | 0 | 80000 | ag |
| 72110 | Services Contractuels - Entreprises | | 45000 | 125000 | 150000 | 45000 | 365000 | ah |
| 72110 | Services Contractuels - Entreprises | | 35000 | 80000 | 90000 | 35000 | 240000 | ai |
| 72110 | Services Contractuels - Entreprises | | 5000 | 5000 | 10000 | 10000 | 30000 | aj |
| 71105 | Coûts employé ALD | | 55300 | 14000 | 14000 | 0 | 83300 | ak |
| 71605 | Voyages | | 2000 | 2000 | 2000 | 0 | 6000 | al |
| 71615 | DSA - International | | 4500 | 2250 | 2250 | 0 | 9000 | am |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 0 | 5000 | 5000 | 5000 | 15000 | an |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 0 | 7000 | 7000 | 2000 | 16000 | ao |
| 72600 | Subventions | |  | 20000 | 20000 |  | 40000 |  |
| 72500 | Fournitures | | 4000 | 8000 | 8000 | 4000 | 24000 | ap |
| 74500 | Divers | | 1000 | 2000 | 2000 | 1700 | 6700 |  |
| **Total FEM/Résultat 2** | | | | | | **299300** | **551500** | **615750** | **233450** | **1700000** |  |
| **CNE/MEDD** | 4000 | **PNUD** | 72600 | Subventions | |  | 75000 | 75000 | 75000 | 225000 | aq |
| 74500 | Divers | | 20000 | 20000 | 45000 | 45000 | 130000 | ar |
| **Total PNUD/Résultat 2** | | | | | | **20000** | **95000** | **120000** | **120000** | **355000** |  |
| **CNE/MEDD** | 4000 | **Gouvernement** | 74500 | | Divers | 46250 | 46250 | 46250 | 46250 | 185000 |  |
| **Total Gouvernement/Résultat 2** | | | | | | **46250** | **46250** | **46250** | **46250** | **185000** |  |
| **Coût Total Résultat 2** | | | | | | **365550** | **692750** | **782000** | **399700** | **2240000** |  |
| **Résultat 3 : Les principales capacités nationales permettant d’entreprendre un travail analytique sur les aspects économiques du changement climatique sont renforcées** | **CNE/MEDD** | **62160** | **FEM/LDCF** | 71205 | Consultants internationaux | | 7500 | 10000 | 10000 | 2500 | 30000 | as |
| 71305 | Consultants nationaux | | 18000 | 18000 | 18000 | 18000 | 72000 | at |
| 71615 | DSA - International | | 2250 | 3000 | 3000 | 750 | 9000 | au |
| 71605 | Voyages | | 2000 | 2000 | 2000 | 2000 | 8000 | av |
| 71610 | Voyages | | 500 | 1000 | 1000 | 250 | 2750 | aw |
| 71620 | DSA - Local | | 500 | 1000 | 1000 | 250 | 2750 | ax |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 5000 | 10000 | 10000 | 5000 | 30000 | ay |
| 72400 | Equipements de Communication & Audio visuels | | 1500 | 3000 | 3000 | 1500 | 9000 |  |
| 72500 | Fournitures | | 3000 | 6000 | 6000 | 3000 | 18000 |  |
| 74200 | Coûts de production audio visuelle & d’impression | | 2000 | 4000 | 4000 | 2000 | 12000 |  |
| 74500 | Divers | | 1000 | 2000 | 2000 | 1500 | 6500 |  |
| **Total FEM Résultat 3** | | | | | | **43250** | **60000** | **60000** | **36750** | **200000** |  |
| **CNE/MEDD** | **04000** | **Gouvernement** | 71620 | DSA - Local | | 5000 | 15000 | 15000 | 15000 | 50000 | az |
| **Total Gouvernement/Résultat 3** | | | | | | **5000** | **15000** | **15000** | **15000** | **50000** |  |
| **Coût Total Résultat 3** | | | | | | **48250** | **75000** | **75000** | **51750** | **250000** |  |
| **Résultat 4 : Les enseignements tirés des activités pilotes, de démonstration des initiatives de développement**  **des capacités ainsi que des changements de politique sont rassemblés et largement diffusés** | **CNE/MEDD** | **62160** | **FEM** | 71305 | Consultants Nationaux | | 9000 | 9000 | 9000 | 9000 | 36000 | ba |
| 71610 | Voyage | | 500 | 1000 | 1000 | 1000 | 3500 | bb |
| 71620 | DSA - Local | | 500 | 1000 | 1000 | 1000 | 3500 | bc |
| 71405 | Services Contractuels - Individuels | | 0 | 0 | 25000 | 30000 | 55000 | bd |
| 71615 | DSA - International | | 0 | 0 | 7500 | 9000 | 16500 | be |
| 71405 | Services Contractuels - Individuels | | 0 | 0 | 2250 | 2250 | 4500 | bf |
| 71620 | DSA - Local | |  |  | 2250 | 2250 | 4500 | bg |
| 72140 | Services Contractuels - Entreprises | | 5000 | 10000 | 0 | 0 | 15000 | bh |
| 72140 | Services Contractuels - Entreprises | | 2000 | 4000 | 4000 | 4000 | 14000 | bi |
| 71610 | Voyage | | 0 | 3000 | 4000 | 4000 | 11000 | bj |
| 71620 | DSA - Local | | 0 | 3000 | 4000 | 4000 | 11000 | bk |
| 72135 | Services Contractuels - Entreprises | | 9000 | 0 | 0 | 0 | 9000 | bl |
| 74200 | Coûts de production audio visuelle & d’impression | | 0 | 20000 | 20000 | 20000 | 60000 | bm |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 0 | 7000 | 7000 | 7000 | 21000 | bn |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 10000 | 0 | 0 | 0 | 10000 | bo |
| 72500 | Fournitures | | 3000 | 6000 | 6000 | 3000 | 18000 |  |
| 74500 | Divers | | 1500 | 2000 | 2000 | 2000 | 7500 |  |
| **Total FEM/Résultat 4** | | | | | | **40500** | **66000** | **95000** | **98500** | **300000** |  |
| **CNE/MEDD** | **04000** | **Gouvernement** | 74500 | Divers | | 25000 | 25000 | 25000 | 25000 | 100000 | bp |
| **Total Gouvernement/Résultat 4** | | | | | | **25000** | **25000** | **25000** | **25000** | **100000** |  |
| **Coût Total Résultat 4** | | | | | | **65500** | **91000** | **120000** | **123500** | **400000** |  |
| **Budget de la gestion propre au projet** | **CNE/MEDD** | **62160** | **FEM** | 71405 | Services Contractuels - Individuel | | 30000 | 30000 | 30000 | 30000 | 120000 | bq |
| 71405 | Services Contractuels - Individuel | | 18000 | 18000 | 18000 | 18000 | 72000 | br |
| 71610 | Voyage | | 750 | 1500 | 1500 | 1500 | 5250 | bs |
| 71620 | DSA - Local | | 750 | 1500 | 1500 | 1500 | 5250 | bt |
| 72200 | Equipement et fourniture | | 10000 | 10000 | 0 | 0 | 20000 |  |
| 72505 | Fournitures de bureau | | 8000 | 4000 | 4000 | 2000 | 18000 |  |
| 72100 | Services Contractuels - Entreprises | | 1000 | 1000 | 1000 | 1000 | 4000 | bu |
| 72205 | Matériel des Technologies de l’Information | | 7500 | 0 | 7500 | 0 | 15000 |  |
| 74500 | Divers | | 1500 | 3000 | 3000 | 3000 | 10500 |  |
| **Total FEM/Gestion** | | | | | | **77500** | **69000** | **66500** | **57000** | **270000** |  |
| **CNE/MEDD** | **04000** | **PNUD** | 72215 | Matériel de transport | | 25000 | 0 | 0 | 0 | 25000 | bv |
| 73100 | Loyer & Entretien des locaux | | 2000 | 6000 | 6000 | 6000 | 20000 | bw |
| **Total PNUD/Gestion** | | | | | | **27000** | **6000** | **6000** | **6000** | **45000** |  |
| **CNE/MEDD** | **04000** | **Gouvernement** | 71620 | DSA - Local | | 50000 | 15000 | 15000 | 15000 | 95000 | bx |
| 74500 | Divers | | 35000 | 40000 | 40000 | 40000 | 155000 | by |
| 74500 | Divers | | 75000 | 75000 | 75000 | 75000 | 300000 | bz |
| **Total Gouvernement/Gestion** | | | | | | **160000** | **130000** | **130000** | **130000** | **550000** |  |
| **Coût Total Gestion** | | | | | | **264500** | **205000** | **202500** | **193000** | **865000** |  |
| **TOTAL FEM** | | | | | | | **534800** | **909500** | **1000250** | **525450** | **2970000** |  |
| **TOTAL PNUD** | | | | | | | **99000** | **117000** | **142000** | **142000** | **500000** |  |
| **TOTAL GOUVERNEMENT** | | | | | | | **236250** | **216250** | **216250** | **216250** | **885000** |  |
| **TOTAL PROJET** | | | | | | | **870050** | **1242750** | **1358500** | **883700** | **4355000** |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Note du budget** | | **Unité** | **Coût unitaire** | **Nbre année 1** | **Montant année 1** | **Nbre année 2** | **Montant année 2** | **Nbre année 3** | **Montant année 3** | **Nbre année 4** | **Montant année 4** | **Total** |
| a | Spécialiste International Intégration CC | jour | 500 | 15 | 7500 | 20 | 10000 | 20 | 10000 | 5 | 2500 | 30000 |
| b | Spécialiste National Intégration CC | jour | 150 | 120 | 18000 | 120 | 18000 | 120 | 18000 | 120 | 18000 | 72000 |
| c | Voyages Spécialiste International Intégration CC | ticket | 2000 | 1 | 2000 | 2 | 4000 | 2 | 4000 | 1 | 2000 | 12000 |
| d | DSA Spécialiste International Intégration CC. | jour | 150 | 15 | 2250 | 20 | 3000 | 20 | 3000 | 5 | 750 | 9000 |
| e | Voyages Spécialiste National Intégration CC |  | 500 | 2 | 1000 | 3 | 1500 | 3 | 1500 | 3 | 1500 | 5500 |
| f | DSA Spécialiste National Intégration CC. |  | 500 | 2 | 1000 | 3 | 1500 | 3 | 1500 | 3 | 1500 | 5500 |
| g | Agroéconomiste International | jour | 500 | 5 | 2500 | 10 | 5000 | 10 | 5000 | 5 | 2500 | 15000 |
| h | Agroéconomiste National | jour | 150 | 80 | 12000 | 80 | 12000 | 80 | 12000 | 80 | 12000 | 48000 |
| i | Salaire des agents de liaison | Annuel | 18000 | 1 | 18000 | 2 | 36000 | 2 | 36000 | 1 | 18000 | 108000 |
| j | Maintenance des motos des agents de liaison |  | 1000 | 1 | 1000 | 2 | 2000 | 2 | 2000 | 2 | 2000 | 7000 |
| k | DSA Visites des sites |  | 3 000 | 1 | 3000 | 1 | 3000 | 1 | 3000 | 1 | 3000 | 12000 |
| l | Appui à la sensibilisation des préfectures | contrat | 1500 | 0 | 0 | 6 | 9000 | 6 | 9000 | 6 | 9000 | 27000 |
| m | Appui à la sensibilisation des CRD | contrat | 1000 | 0 | 0 | 15 | 15000 | 15 | 15000 | 15 | 15000 | 45000 |
| n | DSA Ateliers de sensibilisation |  | 1000 | 0 | 0 | 2 | 2000 | 2 | 2000 | 2 | 2000 | 6000 |
| o | Motos pour les agents de liaison |  | 7000 | 2 | 14000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14000 |
| p | Equipements pour les bureaux des agents de liaison |  | 15 000 | 2 | 30000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30000 |
| q | Spécialiste international du suivi des impacts du CC | jour | 500 | 15 | 7500 | 25 | 12500 | 25 | 12500 | 15 | 7500 | 40000 |
| r | Voyages spécialiste international du suivi des impacts du CC | ticket | 2000 | 1 | 2000 | 3 | 6000 | 3 | 6000 | 1 | 2000 | 16000 |
| s | DSA spécialiste international du suivi des impacts du CC | jour | 150 | 15 | 2250 | 25 | 3750 | 25 | 3750 | 15 | 2250 | 12000 |
| t | Agroéconomiste international | jour | 500 | 15 | 7500 | 30 | 15000 | 35 | 17500 | 10 | 5000 | 45000 |
| u | Agroéconomiste national | jour | 150 | 160 | 24000 | 160 | 24000 | 160 | 24000 | 160 | 24000 | 96000 |
| v | Voyages agroéconomiste international | ticket | 2000 | 1 | 2000 | 3 | 6000 | 3 | 6000 | 1 | 2000 | 16000 |
| w | DSA agroéconomiste international | jour | 150 | 15 | 2250 | 30 | 4500 | 35 | 5250 | 10 | 1500 | 13500 |
| x | Voyages agroéconomiste national |  | 1500 | 0,5 | 750 | 1 | 1500 | 1 | 1500 | 1 | 1500 | 5250 |
| y | DSA agroéconomiste national |  | 1500 | 0,5 | 750 | 1 | 1500 | 1 | 1500 | 1 | 1500 | 5250 |
| z | DSA visites de sites |  | 500 | 5 | 2500 | 5 | 2500 | 5 | 2500 | 5 | 2500 | 10000 |
| aa | Diffusion des techniques de production de sel solaire | contrat |  |  | 15000 |  | 20000 |  | 20000 |  | 15000 | 70000 |
| ab | Reboisement des mangroves | contrat |  |  | 10000 |  | 17000 |  | 18000 |  | 10000 | 55000 |
| ac | Diffusion de techniques d’énergie renouvelable | contrat |  |  | 5000 |  | 10000 |  | 10000 |  | 5000 | 30000 |
| ad | Diffusion des techniques d’ostréiculture | contrat |  |  | 4000 |  | 8000 |  | 8000 |  | 4000 | 24000 |
| ae | Réajustement des digues à Kakossa | contrat |  |  | 2000 |  | 4000 |  | 4000 |  | 2000 | 12000 |
| af | Réhabilitation de 500 ha de plaines rizicoles à Koba | contrat |  |  | 45000 |  | 115000 |  | 130000 |  | 45000 | 335000 |
| ag | Réhabilitation d’une construction contre l’intrusion de l’eau de mer à Koba | contrat |  |  | 15000 |  | 30000 |  | 35000 |  | 0 | 80000 |
| ah | Réhabilitation de 500 ha de plaines rizicoles à Kaback et réparation du canal principal pour améliorer le drainage de l’eau | contrat |  |  | 45000 |  | 125000 |  | 150000 |  | 45000 | 365000 |
| ai | Réhabilitation de 300 ha de plaines rizicoles à Kito | contrat |  |  | 35000 |  | 80000 |  | 90000 |  | 35000 | 240000 |
| aj | Recherche et test de nouveaux cultivars de riz | contrat |  |  | 5000 |  | 5000 |  | 10000 |  | 10000 | 30000 |
| ak | Salaire CTA | mois | 7000 | 7,9 | 55300 | 2 | 14000 | 2 | 14000 |  | 0 | 83300 |
| al | Voyage CTA | ticket | 2000 | 1 | 2000 | 1 | 2000 | 1 | 2000 | 0 | 0 | 6000 |
| am | DSA visites de sites CTA | jour | 150 | 30 | 4500 | 15 | 2250 | 15 | 2250 | 0 | 0 | 9000 |
| an | Appui à la sensibilisation des communautés vulnérables | contrat | 1000 | 0 | 0 | 5 | 5000 | 5 | 5000 | 5 | 5000 | 15000 |
| ao | Conception du système d’alerte précoce | contrat |  |  | 0 |  | 7000 |  | 7000 |  | 2000 | 16000 |
| ap | Contribution au fond de développement local |  | 4000 | 1 | 4000 | 2 | 8000 | 2 | 8000 | 1 | 4000 | 24000 |
| aq | Financement des activités alternatives |  |  |  |  |  | 50000 |  | 50000 |  |  | 100000 |
| ar | Fourniture d’un appui supplémentaire aux mesures pilotes d’adaptation. A définir à la suite des processus de décision dans les CRD |  |  |  | 20000 |  | 20000 |  | 45000 |  | 50000 | 130000 |
| as | Appui du Spécialiste International Intégration CC | jour | 500 | 15 | 7500 | 20 | 10000 | 20 | 10000 | 5 | 2500 | 30000 |
| at | . Spécialiste National Intégration CC | jour | 150 | 120 | 18000 | 120 | 18000 | 120 | 18000 | 120 | 18000 | 72000 |
| au | DSA et appui du Spécialiste International Intégration CC | jour | 150 | 15 | 2250 | 20 | 3000 | 20 | 3000 | 5 | 750 | 9000 |
| av | Voyages Spécialiste International Intégration CC | ticket | 2000 | 1 | 2000 | 1 | 2000 | 1 | 2000 | 1 | 2000 | 8000 |
| aw | Voyages Spécialiste National Intégration CC |  | 500 | 1 | 500 | 2 | 1000 | 2 | 1000 | 0,5 | 250 | 2750 |
| ax | DSA Spécialiste National Intégration CC |  | 500 | 1 | 500 | 2 | 1000 | 2 | 1000 | 0,5 | 250 | 2750 |
| ay | Sensibilisation au niveau national | contrat | 5000 | 1 | 5000 | 2 | 10000 | 2 | 10000 | 1 | 5000 | 30000 |
| az | DSA Officiels |  |  |  | 5000 | 2 | 15000 | 2 | 15000 | 2 | 15000 | 50000 |
| ba | Spécialiste national S&E | jour | 150 | 60 | 9000 | 60 | 9000 | 60 | 9000 | 60 | 9000 | 36000 |
| bb | Voyage spécialiste S &E |  |  |  | 500 |  | 1000 |  | 1000 |  | 1000 | 3500 |
| bc | DSA spécialiste S&E |  |  |  | 500 |  | 1000 |  | 1000 |  | 1000 | 3500 |
| bd | Evaluations | jour | 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 25000 | 60 | 30000 | 55000 |
| be | DSA Evaluateurs Internationaux | jour | 150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 7500 | 60 | 9000 | 16500 |
| bf | Evaluations | jour | 150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 2250 | 15 | 2250 | 4500 |
| bg | DSA Evaluateurs nationaux | jour | 150 |  |  |  |  | 15 | 2250 | 15 | 2250 | 4500 |
| bh | Sites Internet |  | 5000 | 1 | 5000 | 2 | 10000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15000 |
| bi | Gestion des sites Internet | contrat | 2000 | 1 | 2000 | 2 | 4000 | 2 | 4000 | 2 | 4000 | 14000 |
| bj | Visites d’échange |  | 1000 | 0 | 0 | 3 | 3000 | 4 | 4000 | 4 | 4000 | 11000 |
| bk | DSA visites d’échange |  | 1000 | 0 | 0 | 3 | 3000 | 4 | 4000 | 4 | 4000 | 11000 |
| bl | Stratégie de communication | contrat |  |  | 9000 |  | 0 |  | 0 |  | 0 | 9000 |
| bm | Supports de communication |  |  |  | 0 |  | 20000 |  | 20000 |  | 20000 | 60000 |
| bn | Ateliers | contrat |  |  | 0 |  | 7000 |  | 7000 |  | 7000 | 21000 |
| bo | Conception du système de synthèse des enseignements tirés | contrat |  |  | 10000 |  | 0 |  | 0 |  | 0 | 10000 |
| bp | Contribution en nature |  |  |  | 25000 |  | 25000 |  | 25000 |  | 25000 | 100000 |
| bq | Directeur national de projet (DNP) | annuel | 30000 | 1 | 30000 | 1 | 30000 | 1 | 30000 | 1 | 30000 | 120000 |
| br | Appui administratif national | annuel | 18000 | 1 | 18000 | 1 | 18000 | 1 | 18000 | 1 | 18000 | 72000 |
| bs | Voyage du DNP et appui administratif |  | 750 | 1 | 750 | 2 | 1500 | 2 | 1500 | 2 | 1500 | 5250 |
| bt | DSA DNP et appui administratif |  | 750 | 1 | 750 | 2 | 1500 | 2 | 1500 | 2 | 1500 | 5250 |
| bu | Réunions CP | contrat | 500 | 2 | 1000 | 2 | 1000 | 2 | 1000 | 2 | 1000 | 4000 |
| bv | Véhicule pour le chef de projet |  | 25000 | 1 | 25000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25000 |
| bw | Maintenance du véhicule du chef de projet |  | 2000 | 1 | 2000 | 3 | 6000 | 3 | 6000 | 3 | 6000 | 20000 |
| bx | DSA des officiels |  |  |  | 50000 |  | 15000 |  | 15000 |  | 15000 | 95000 |
| by | Contribution en nature |  |  |  | 35000 |  | 40000 |  | 40000 |  | 40000 | 155000 |
| bz | Frais de gestion |  |  |  | 75000 |  | 75000 |  | 75000 |  | 75000 | 300000 |

# 

# ANNEXES

## Annexe 1 : Carte des zones agro-écologiques de la Basse-Guinée



|  |  |
| --- | --- |
| 1. Zone de Conakry | 1. Zone de mangrove |
| 1. Zone de Transition du Nord | 1. Zone de transition du sud |
| 1. Zone de basses plaines | 1. Zone de formation de latérite |
| 1. Zones de masses solides sableuses | 1. Zone montagneuse de Télimélé |
| 1. Zone montagneuse de Souguéta | 1. Zone de maraîchage |
| 1. Zone forestière classée et protégée |  |

Source : Note explicative sur le zonage de la Guinée Maritime

## Annexe 2 : Résultats de l’évaluation de la vulnérabilité conduite durant la conception du projet

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Lieu** | **Ressources** | **Etat actuel de vulnérabilité** |
| **Benty** | Forêts de mangrove | Mangrove en voie de disparition |
| **Bouramaya**  **Mabala** | Plaines rizicoles (150 ha) | Intrusion saline, érosion |
| Plaines rizicoles (400 ha) | Intrusion saline, érosion |
| Habitat | Camps d’inondation |
| **Kaback** | Plaines rizicoles (1500 ha) | Intrusion saline, rupture de digues |
| Forêt de mangrove | Mangrove extrêmement détériorée et en voie de disparition dans certains endroits |
| Habitat | Camps d’inondation |
| **Kakossa** | Plaines rizicoles (2500 ha) | Intrusion saline, rupture de digues |
| Forêt de mangrove | Mangrove extrêmement détériorée et en voie de disparition dans certains endroits |
| Habitation | Camps d’inondation |
| **Soumbouya** | Plaines rizicoles (4500 ha) | Sous influence de l’eau douce |
| Forêt de mangrove | Mangrove détériorée dans certains endroits |
| Habitation | Camps d’inondation |
| **Sonfonia** | Plaines rizicoles(500 ha) | intrusion saline, érosion |
| Forêt de mangrove | Mangrove en voie de disparition |
| Habitat | Camps d’inondation |
| **Dubreka** | Forêt de mangrove | Mangrove dense avec des zones protectrices |
| **Ouassou** | Plaines rizicoles (1000 ha) | Sous influence de l’eau douce |
| Habitat | Camps d’inondation ; district protégé |
| **Koba** | Plaines rizicoles (4000 ha) | Intrusion saline de bord de mer; érosion |
| Forêt de mangrove | Mangrove en voie de disparition |
| Habitat | Camps d’inondation |
| **Quito** | Plaines rizicoles (2000 ha) | Intrusion saline limitée |
| Forêt de mangrove | Mangrove détériorée dans certains endroits |
| Habitation | Camps d’inondation |
| **Diberi** | Plaines rizicoles (1500 ha) | Intrusion saline limitée |
| Forêt de mangrove | Mangrove détériorée dans certains endroits |
| Habitat | Camps d’inondation |
| **Dakende** | Plaines rizicoles (2000 ha) | Intrusion saline limitée |
| Forêt de mangrove | Mangrove détériorée dans certains endroits |
| Habitat | Camps d’inondation ; district protégé |
| **Douprou** | Plaines rizicoles (1000ha) | Intrusion saline, rupture de digues |
| Forêt de mangrove | Mangrove en voie de disparition |
| Habitat | Camps d’inondation ; district protégé |
| **Monchon** | Plaines rizicoles (4000 ha) | Intrusion saline, rupture de digues |
| Forêt de mangrove | Mangrove en voie de disparition |
| Habitat | Camps d’inondation; district protégé |
| **Mankountan** | Plaines rizicoles (9000 ha) | Intrusion saline, rupture de digues |
| Forêt de mangrove | Mangrove en voie de disparition |
| Habitat | Camps d’inondation ; district protégé |
| **Kapatchez** | Plaines rizicoles (7000 ha) | Intrusion saline limitée par l’influence fluviale ; rupture de digues |
| Forêt de mangrove | Mangrove détériorée dans certains endroits |
| Habitat | Camps d’inondation |

## Annexe 3 : TdR pour le mécanisme de coordination du projet et les principaux membres de l’équipe

**I. Le Comité de Pilotage du Projet**

Mission et tâches

Le Comité de projet (CP) sera chargé de l’appui général, des orientations politiques et de la supervision d’ensemble du projet. Il a pour responsabilités spécifiques : la validation des résultats principaux du projet, notamment les plans annuels de travail, les budgets, les rapports techniques et d’avancement, mais aussi le suivi et l’évaluation du progrès réalisé par le projet.

Parmi les autres principales taches du CP, figurent :

* Veiller à la coordination avec des projets et programmes similaires en Guinée ;
* Veiller à l’accès de l’UCP aux données et informations provenant d’autres sources à l’intérieur du pays ;
* Examiner et approuver les plans annuels de travail ;
* Examiner et approuver les rapports de suivi ;
* Examiner et approuver les rapports d’activités et d’avancement ;
* Veiller à l’adoption des recommandations du CP ;
* Evaluer la prestation de l’UCP et formuler des recommandations ;
* Préconiser des mesures et des activités à mettre en œuvre dans le cadre du projet ;

Composition du CP

Le CP se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président. Ses membres potentiels comprennent :

* Le Ministère de la Coopération et l’Intégration Africaine ;
* La Direction Nationale de l’Environnement, Ministère de l’Environnement et du Développement Durable;
* Le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local ;
* L’Observatoire National de la Guinée, Ministère du Plan ;
* Le Coordonnateur de la Deuxième Communication Nationale, Ministère de l’Environnement et du Développement Durable ;
* Conseiller au Ministère de l’Environnement et du Développement Durable ;
* L’Institut de Recherche Agronomique de la Guinée ;
* Le Centre de Pêche de Boussoura ;
* CERESCOR ;
* ONG “Guinée Ecologie”
* Le Point Focal de la CCNUCC ;
* La Direction Nationale du Développement Durable, Ministère de l’Environnement et du Développement Durable ;
* Le Conseil National de l’Environnement ;
* Le Ministère des Mines et de l’Energie, Direction Nationale de l’Energie ;
* Le Point Focal du FEM ;
* Le Ministère de la Construction de l’Urbanisme et de l’Habitat ;
* Le Chargé du programme environnement au PNUD ;
* Le Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage ;
* Le Ministère de l’Economie et des Finances ;
* Les Représentants des Préfectures ;
* Les Représentants des CRD ;
* Les Représentants des bénéficiaires au niveau communautaire ;
* Autres partenaires internationaux.

Chaque organisation membre désignera un représentant et un suppléant.

Les membres potentiels du Comité de projet font l’objet d’un examen et leurs candidatures sont soumises pour approbation à la réunion du Comité Consultatif du Projet (CCP). Les Représentants d’autres acteurs peuvent, si nécessaire, intégrer le Conseil. Celui-ci comprend trois postes distincts, à savoir :

1) Une Direction : personne représentant le maître d’ouvrage du projet et assurant la présidence du groupe.

2) Le fournisseur principal : individu ou groupe représentant les intérêts des parties concernées qui mettent en commun des fonds pour la réalisation de projets spécifiques à coûts partagés et/ou apporter une expertise technique au projet. La fonction première du fournisseur principal dans le Comité est de fournir une orientation concernant la faisabilité technique du projet.

3) Le bénéficiaire principal : individu ou groupe d’individus représentant les intérêts de ceux qui seront les bénéficiaires finaux du projet. Le rôle premier du bénéficiaire principal est de garantir la réalisation des résultats du projet sous l’angle des bénéficiaires.

4) L’assurance du projet appuie le directeur en exerçant un rôle de veille et de suivi objectifs et indépendants. Les fonctions de chef de projet et d’assurance ne devraient jamais être occupées par la même personne dans le cadre d’un même projet.

**Le Directeur National du Projet (DNP)**

Le Ministre de l’Environnement, des Eaux et Forêts et du Développement Durable, nommera un haut cadre (au moins du niveau Direction Nationale) à la fonction de Directeur National du Projet.Le DNP a pour mission principale d’assurer, au compte du Ministère en charge de l’Environnement, la supervision de la mise en œuvre du projet en étroite collaboration avec le Coordonnateur National du Projet (CNP).

A ce titre, il/elle signe les documents administratifs (courriers, demandes de payements, etc.). Il/elle prépare les actes administratifs de nomination des membres du Comités de Pilotage, signe les contrats de prestations pour la mise en du projet, il signe les lettres de convocation des réunions des organes délibérants (CPP et CRPP). Il/elle fait un compte régulier au MEEFDD et au MPC. Il œuvre pour la mobilisation des fonds de contre partie en coopération avec le CNP.

Il s’assure du respect du calendrier de mise en œuvre du projet et assiste l’UCP dans ses différentes tâches administratives. Il fait un compte rendu régulier aux autorités sur la mise en œuvre du projet et les représente partout où besoin est. Il/elle assure, en collaboration avec les acteurs concernés le suivi-évaluation de réalisation des activités du projet.

**II. Unité de Coordination du Projet**

Introduction

L’Unité de Coordination du Projet est responsable de la mise en œuvre et de la gestion quotidienne. Elle est notamment chargée de l’appui technique à toutes les activités, et de l’établissement de relations de travail avec une variété de projets, programmes et activités à travers l’ensemble de la Guinée.

Tâches

* Préparer des plans annuels et trimestriels de travail ;
* Préparer le rapport financier et d’avancement ;
* Préparer les TDR pour l’ensemble des activités, ressources et services ;
* Superviser l’identification, la sélection et l’encadrement de tous les prestataires de service ;
* Apporter un appui technique pour toutes les activités de démonstration villageoises. Ceci inclut des visites régulières des villages de démonstration pour observer et donner des conseils sur toutes les activités locales ;
* Apporter un appui technique et des contributions directes pour toutes les activités de développement de capacités aux niveaux local, provincial et national. Cette tâche inclut la conception et la mise en œuvre des programmes de formation ;
* Préparer des documents de politique et des recommandations, lorsque cela est approprié et nécessaire ;
* Assurer la coordination avec tous les projets similaires dans le secteur et les secteurs connexes ;
* Organiser et veiller à la mise en œuvre sans heurts de toutes les réunions du CP ;
* Dans l’intervalle des réunions du CP, s’assurer que ses membres ont connaissance des principaux développements et rapports ;
* Nouer des partenariats techniques de travail ;
* Superviser l’apprentissage et la vulgarisation des enseignements tirés ;
* Dispenser une formation en conformité avec les plans de travail et le budget ;
* Mettre en œuvre le plan de S&E ;
* Superviser la communication : site Internet, bulletins d’information (newsletters), brochures, etc. ;
* Veiller à la tenue adéquate de la comptabilité et au suivi des procédures financières dans le cadre du NEX ;
* Faciliter et coopérer à tout moment avec les processus d’audit comme requis ;

Personnel

L’UCP comprendra un Directeur national de projet (DNP), un appui administratif/logistique de projet basé au niveau de la CNE, et deux agents de liaison (AL) basés dans les préfectures de Boffa et Forécariah. Le DNP bénéficiera de l’appui de consultants nationaux et internationaux.

Des TDR détaillés pour chacun d’entre eux seront mis au point avant l’atelier de lancement, approuvé par le CP et le PNUD/FEM.

**III. Coordonnateur National du Projet (CNP)**

**Sous l’autorité de :** Comité de Pilotage du Projet

**Calendrier/Durée de contrat** : Il s’agit d’un poste à temps plein couvrant les quatre ans du projet.

**Objectif/compétences** :

Il s’agit d’un poste de responsabilité politique/de leadership de haut niveau pour superviser la mise en œuvre du projet.

* L’objectif initial est d’établir l’UCP et de superviser le recrutement de son personnel et son opérationnalisation.
* L’objectif suivant est de veiller à une planification régulière du travail, une gestion avec une capacité d’adaptation et le suivi des progrès enregistrés par le projet en matière d’atteinte de ses objectifs et buts, et la gestion de l’ensemble du personnel de l’UCP.
* Le troisième objectif est de s’assurer que l’UCP collabore de manière effective avec tous les partenaires, guinéens et internationaux, aux plus hauts niveaux. Cela inclut le développement d’objectifs et d’activités conjoints avec les partenaires internationaux et d’autres projets.

Le Coordonnateur National de Projet (CNP) sera recruté localement, et sa sélection se fera sur la base d’un processus compétitif ouvert. Il/elle sera responsable de l’administration générale du projet, y compris la mobilisation de tous les apports du projet et la supervision de son personnel, des consultants et des sous-traitants. Il/elle rapportera toutes les questions importantes et d’ordre administratif au Directeur du Conseil National de l’Environnement (CNE). Le CNP rendra compte au Comité de Pilotage du Projet (CP) sur une base périodique et sera responsable des obligations du projet vis-à-vis de l’Etat dans le cadre de la modalité d’exécution nationale (NEX). Il/elle servira d’agent de liaison entre le Gouvernement, le PNUD et d’autres agences des Nations Unies, ONG et partenaires du projet. Il/elle maintiendra également une étroite collaboration entre ce projet et d’autres agences de co-financement. Il/elle bénéficiera de l’appui d’un **agent administratif**, qui pourrait éventuellement être basé au **Conseil National de l’Environnement** (CNE).

**Tâches** (liste non limitative):

Gestion et planification de l’UCP

* Assurer la gestion opérationnelle en accord avec le document de projet et les politiques et procédures du PNUD dans le cadre des projets exécutés à l’échelle nationale ;
* Superviser la préparation et les mises à jour du plan de travail du projet en cas de nécessité et transmettre officiellement au PNUD les mises à jour. Le CNP soumet au CPP et au PNUD des rapports sur l’avancement du plan de travail du projet sur demande, et au moins chaque trimestre ;
* Superviser la mobilisation des ressources du projet sous la responsabilité de l’agence chargée de l’exécution ;
* Veiller à ce qu’une comptabilité adéquate soit tenue et les procédures financières pour le NEX suivies. Le CNP facilite et coopère dûment avec les processus d’audit à tout moment ;
* S’assurer que tous les rapports sont préparés dans les délais ;
* Assister à la finalisation des TdR et à l’identification et la sélection de consultants nationaux pour entreprendre une évaluation rapide ;
* Assister à la planification et la conception de toutes les activités du projet, à travers le processus de planification trimestrielle et la préparation des TdR et de descriptions des activités ;
* Encadrer le personnel du projet et des consultants qui y sont associés ;
* Conseiller et orienter les consultants nationaux, les experts internationaux et les partenaires au projet, lorsque nécessaire et tout au long de l’exécution du projet.

Partenariats

* Superviser le développement et la mise en oeuvre de la stratégie de communication ;
* Superviser le développement et la mise en oeuvre du système de suivi-évaluation ;
* Etablir des relations de travail avec les partenaires nationaux et internationaux dans le secteur ;

Orientation politique

* Superviser le recrutement de tous les consultants et sous-traitants et s’assurer que leur travail est axé sur le développement de politiques ;
* Prodiguer des conseils sur la manière de diffuser les résultats du projet, notamment auprès des services étatiques ;
* Aider à la diffusion des résultats du projet, notamment auprès des services étatiques et sur le plan international ;
* Assurer la coordination du travail centré sur la politique du projet avec les travaux similaires conduits par des partenaires ;
* Aider à établir un mécanisme de dialogue politique régulier sur l’adaptation au changement climatique.

Au plan technique

L’expertise du CNP est reconnue sur le plan national dans au moins un des domaines suivants : Changement Climatique, Economie agricole ou rurale; Ingénierie agricole; Gestion des ressources naturelles.

**Qualifications**

* Diplôme Universitaire pertinent en sciences de la nature, gestion des ressources naturelles, économie ou agriculture ;
* Expérience substantielle et connaissance des ministères et agences de la Guinée ;
* Gestion de projet avérée excellente, leadership d’équipe et facilitation ;
* Capacité à coordonner une équipe grande et multidisciplinaire d’experts et de consultants;
* Bonne connaissance de l’anglais.

**IV. Personnel pris en charge**

Le **Conseiller Technique Principal** (CTP) est un expert recruté au niveau international et qui sera impliqué tout au long de la mise en œuvre du projet, et plus particulièrement durant les 8 premiers mois du projet en vue de faciliter sa mise en œuvre (deux mois d’AT sont également prévus dans la deuxième année, ainsi que deux mois dans la troisième année, pour un total d’environ 12 mois d’AT). Il/elle sera responsable d’un appui technique d’ensemble au projet. En outre, il/elle soutiendra techniquement le Coordonnateur National de Projet (CNP), les 2 agents de liaison, le personnel et les collègues du gouvernement. Le CTP coordonnera les apports techniques requis, la révision et la préparation des termes de référence ainsi que l’examen des travaux des consultants et autres sous-traitants. L’une de ses tâches principales consistera à renforcer les capacités du personnel du projet à travers une formation interne. Le CTP sera un expatrié expérimenté placé sous l’autorité directe du CNP.

Quant aux **agents de liaison,** ils seront recrutés localement pour toute la durée du projet. L’un d’entre eux sera basé à la Préfecture de Boffa et assurera la liaison technique permanente entre le CRD de la zone côtière du nord et le niveau central. Le second sera basé à la Préfecture de Forécariah et assurera la liaison technique permanente entre le CRD de la zone côtière sud et le centre. Ils seront responsables de l’appui au CRD dans la mise en œuvre du projet et appuieront la création de comités consultatifs locaux et la coordination de leurs rencontres.

Les Consultants nationaux comprendront:

* Un **spécialiste en intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies, et en renforcement de capacités en matière de changement climatique**. Il/elle sera recruté(e) pour toute la durée du projet et contribuera à la prise en compte du changement climatique dans les plans de développement et d’investissement aux niveaux local et préfectoral. Il/elle apportera également son appui à la mise en œuvre du renforcement de capacités liées au changement climatique à travers les ateliers, la formation, etc.
* Un **ingénieur agro-économiste**. Il/elle sera recruté(e) pour toute la durée du projet et appuiera la mise en œuvre des activités d’adaptation pilotes identifiées.
* Un **spécialiste en suivi-évaluation**. Il/elle sera recruté(e) pour les 12 mois durant les 4 ans du projet. Il/elle assistera le coordonnateur national dans le développement d’un cadre de suivi-évaluation (Indicateurs de S&E, et mise en œuvre du S&E) et dans la rédaction de rapports au cours de l’exécution du projet.

Les consultants internationaux incluront :

* Un **spécialiste en intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies et dans le renforcement des capacités en matière de changement climatique.** Il/elle sera recruté(e) pour une durée de 6 mois au cours des 4 ans d’exécution du projet. Il/elle assistera le spécialiste national et appuiera également la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités en rapport avec le changement climatique au niveau national.
* Un **spécialiste en suivi des impacts du changement climatique**. Il/elle sera recruté(e) pour 4 mois sur les 4 ans d’exécution du projet. Il/elle travaillera spécifiquement à la conception et à la mise en œuvre du système de suivi des risques et impacts du changement climatique.
* Un **ingénieur agro-économiste**. Il/elle sera engagé(e) pour une durée de 6 mois durant les 4 ans du projet et **assistera** l’agro-économiste national.

## 

## Annexe 4 : Synthèse des études menées lors de la phase préparatoire du projet

Les études suivantes sont disponibles en français.

***Préoccupations relatives au changement climatique et à l’adaptation dans la zone côtière– Dr Kandé Bangoura & Dr Selly Camara***

La République de Guinée est un pays côtier d’Afrique de l’ouest. Son littoral s’étend sur 300 km, de la Guinée-Bissau dans le nord à la Sierra Leone dans le sud. Sa bande côtière atteint environ 50 km de longueur. La forêt de mangrove borde la majorité de la côte sur une superficie estimée à 250 000 ha.

Les principaux problèmes environnementaux dus au changement/à la variabilité climatique et les actions anthropiques sont : les écosystèmes en voie de disparition et leur biodiversité, l’érosion côtière, l’intrusion saline, les inondations côtières/continentales, la pollution côtière et marine, et la baisse progressive du stock de produits de pêche.

Les projections climatologiques présentées dans la Communication Nationale Initiale achevée en 2000 confirment que d’ici 2100, la zone côtière aura subi à tous les niveaux une hausse de température allant de 0,3 à 4,8°C avec une baisse de la pluviométrie atteignant probablement 25 %. Cette situation entraînera une élévation du niveau de la mer allant de 12 à 78 cm et une submersion d’environ 60 % des plaines rizicoles côtières, l’acidification des sols, la perte d’habitats et d’infrastructures, un déplacement massif de populations (environ 2 000 000 de personnes), et la prolifération des maladies hydriques.

Les projections mises à jour sur la base de nouveaux scénarios relatifs au changement climatique (dans le quatrième et le dernier rapport du GIEC en 2007) ainsi que l’inclusion de catalyseurs dynamiques tels que la croissance de la population, le développement socioéconomique et l’avancée technologique montrent que, contrairement à la première série de projections, le niveau de la mer passera de 18 à 59 cm. Ceci causerait, entre autres, la submersion de 80 % des zones cultivables et à bas relief, ainsi que la destruction des infrastructures et des habitats.

Ce niveau en hausse de la mer altèrerait par la suite la sélection d’espèces commercialisables et entraînerait une baisse générale de la productivité. Le changement climatique qui est en cours affecterait les principales activités socio-économiques, à savoir la culture de riz, la fabrication de sel, et la pêche côtière. Les caractéristiques physiques, ainsi que les activités socio-économiques principales des zones géographiques côtières, sont toutes présentées dans le rapport.

Les analyses ont révélé que les régions de Koba, Kito, Kaback, et Kakossa sont les plus vulnérables au changement et à la variabilité climatiques prédites dans les zones côtières de la Guinée.

L’estimation des coûts imputés aux inondations des terres agricoles côtières se situe entre 220 et 250 millions de dollars US. Les coûts associés à la perte d’infrastructures et d’habitations ont été estimés respectivement à 1,2 et 1,5 milliards de dollars US. Le coût du déplacement de populations serait d’environ 300 millions US.

Les critères de sélection des sites de démonstration, l’identification de mesures endogènes et d’initiatives locales d’adaptation, ainsi que les activités sectorielles pilotes d’adaptation sont toutes exposées de manière spécifique dans le document. Les recommandations issues de l’atelier de lancement du projet, de même que le diagnostic des missions de terrain à Koba, Kito, Kaback et Kakossa sont également inclus dans cette étude. Sur la base des observations, sept projets pilotes d’adaptation ont été développés en fonction des préoccupations exprimées par les populations de sites prioritaires, à savoir Kito, Koba, Kaback et Kakossa.

***Etude de la vulnérabilité et de l’adaptation au changement climatique pour le secteur agricole dans les zones côtières – Dr Bakaridian Conde & Dr Amadou Yansane***

Ce rapport visait à analyser le secteur agricole guinéen et à évaluer sa vulnérabilité au changement climatique prévu dans les zones côtières.

L’équipe de consultants a utilisé l’approche d’évaluation participative par le biais d’entretiens et d’enquêtes auprès des bénéficiaires durant les visites de terrain, ainsi que dans l’analyse des options d’adaptation.

Cette étude contient :

* Une analyse, du point de vue institutionnel, du secteur agricole de la Guinée (par ex. des politiques et stratégies agricoles sectorielles existantes), englobant l’organigramme sectoriel, tout en spécifiant les différentes missions des institutions tant centralisées que décentralisées ;
* Un examen des investissements et projets/programmes développés pour le secteur agricole dans les zones côtières au cours des 5 dernières années ;
* L’analyse de la vulnérabilité du secteur agricole dans la zone côtière à l’aide d’un diagramme agro-climatique (systèmes de production, typologie de cultures, types de cultures, et facteurs de production) et sur la base des débats autour de la vulnérabilité institutionnelle, sociale et environnementale de la zone côtière, ainsi que d’une évaluation des coûts liés aux impacts prévisibles du changement climatique ;
* L’identification des critères de sélection pour les sites de démonstration des activités d’adaptation (typologie de cultures, types de cultures, techniques de production, rendement, etc. ) ; et,
* L’identification d’activités pilotes d’adaptation pour le secteur agricole et évaluation de la valeur ajoutée des mesures proposées.

Les visites de terrain sur tous les sites (Koba, Kito, Kaback, Kakossa) ont mis en exergue, entre autres, les conclusions alarmantes suivantes :

* + Sédimentation des cours d’eau et des plaines de culture du riz ;
  + Perturbation du calendrier de culture du riz ;
  + Disparition de la forêt de mangrove et destruction de certaines habitations en raison de la montée des marées ;
  + Erosion et sédimentation à certains endroits du front de mer ;
  + Déforestation de la mangrove dépassant 250 000 tonnes le long de l’ensemble de la côte, conduisant à un changement dans le climat ;
  + Intensité de la transhumance conduisant à la dégradation des régions pastorales dans les zones côtières.

Au regard de ces conclusions, douze activités pilotes d’adaptation ont été identifiées. Deux propositions de projet et onze mesures d’adaptation ont ensuite été proposées.

***Etude socio-économique et institutionnelle– Kelefa Keita et Boubacar Diallo***

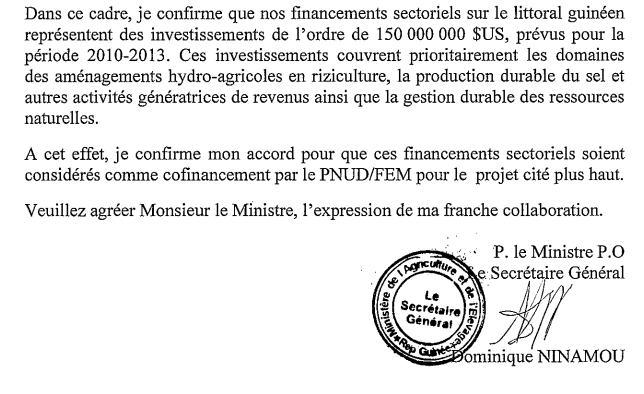
Cette étude visait à évaluer le contexte institutionnel et les caractéristiques socio-économiques de la Guinée, notamment de la Basse-Guinée. Le rapport présente en premier lieu la démarche participative adoptée dans la réalisation de cette étude. Il dévoile :

* Une présentation générale de la Basse-Guinée, dont une description des écosystèmes côtiers et une présentation des caractéristiques démographiques et des indicateurs sociaux de la Basse-Guinée ;
* Les caractéristiques physiques de la zone côtière de la Guinée ;
* Les principales contraintes pour le développement agricole de la région, mais aussi la description du cadre législatif et des politiques agricoles ;
* Les politiques et stratégies relatives à la gestion des ressources naturelles et de l’environnement ;
* Les forces et faiblesses du cadre institutionnel de la gestion de la côte guinéenne ;
* Les projets et programmes mis en œuvre dans la zone côtière ;
* Une analyse des acteurs principaux ;
* Une évaluation des besoins en matière de renforcement de capacités et un cadre général de développement des capacités ;
* Une analyse socio-économique concernant les communautés côtières ;
* Un tableau proposé de gestion institutionnelle du projet.

## 

## Annexe 5 : Lettres de cofinancement



## 

**Page de signatures**

**Pays : Guinée**

**Résultat(s)/Indicateur(s) UNDAF** : Préservation de l’environnement et gestion durable des ressources naturelles

**Résultat(s)/Indicateur(s)** **CPAP** : (i) Les Ressources Naturelles sont mieux protégées à travers un meilleur cadre juridique et institutionnel; (ii) Les superficies de ressources forestières sont accrues

**Produit (s)/Indicateur (s) CPAP** : (i.1) une politique nationale de protection et de gestion durable de l’environnement est élaborée, adoptée et mise en œuvre ; (i.2) les bonnes pratiques et les technologies appropriées sont adoptées et diffusées ; (ii.1) Les zones de mangrove disposent de plans de développement opérationnels.

**Organisme d’exécution/Partenaire de mise en œuvre** : Ministère de l’Environnement, des Eaux et Forêts et du Développement Durable (MEDD)

**Organisme de mise en œuvre /Partenaires responsables** : Conseil National de l’Environnement (CNE)

Période d’exécution du Programme : 2009- 2014

ID Atlas: 00058479

ID du Projet : 00072654

PIMS # 4023

Date de démarrage : Décembre 2009

Date de Fin : Janvier 2014

Cadre d’exécution NEX

Date de Réunion CCP 11/09/2009

Total ressources requises 165.855.000

Total ressources allouées: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Régulières (FEM/LDCF) 2.970.000
* Autres :
* Gouvernement (espèces) 300.000
* Gouvernement (apport parallèle/en nature) 585.000
* Banque Islamique (parallèle) 11.500.000
* PNUD (espèces) 500.000
* Gouvernement (Investissement dans le Secteur de l’Agriculture) 150.000.000

***Approuvé par (Gouvernement****) :*

***Madame Djienabou Saifon DIALLO,Ministre Plan et Coopération Internationale***

NOM SIGNATURE Jour/Mois/Année

***Approuvé par (Organisme d’exécution/Partenaire de mise en œuvre):***

***M. Georges Niankoye DELAMOU, Ministre Environnement, Eaux et Forêts et Dvt Durable***

NOM SIGNATURE Jour/Mois/Année

***Approuvé par (PNUD) :***

***M. Adama COULIBALY, Directeur Pays***

# NOM SIGNATURE Jour/Mois/Année

1. Source : Site de la Banque mondiale, chiffres 2007. PIB calculé à l’aide de la méthode Atlas. En termes de PPP, le PIB/habitant est estimé à 1120 US$. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cité dans le Rapport national sur l`environnement marin et côtier, 2006. [↑](#footnote-ref-2)
3. Il est à noter que les modèles de changement climatique varient fortement et il en est de même par conséquent de leurs estimations en termes de changements de températures et des quantité de pluies. [↑](#footnote-ref-3)
4. Comme cela est mentionné dans l’étude sur le changement climatique et l’adaptation dans les zones côtières élaborée durant la conception de ce projet, les scénarios prévisionnels de changement climatique utilisés en Guinée sont basés sur le rapport 1996 du GIEC et n’ont pas été mise à jour depuis. Ainsi, la hausse des températures et du niveau de la mer devra être réexaminée à travers des modèles à jour et plus précis. [↑](#footnote-ref-4)
5. Selly, Camara et al, Vulnérabilité de la mangrove guinéenne aux changements climatiques, p.5 [↑](#footnote-ref-5)
6. NAPA, 2007 et dans *Rapport National sur l’Environnement marin et côtier*, 2006 [↑](#footnote-ref-6)
7. Selly, Camara et al, Vulnérabilité de la mangrove guinéenne aux changements climatiques, p.6 [↑](#footnote-ref-7)
8. FEM/FPMA, 2006 [↑](#footnote-ref-8)
9. PNUD/FEM 2005 [↑](#footnote-ref-9)
10. FEM/FPMA, 2006, Article : 8.1 (b) [↑](#footnote-ref-10)
11. FEM/FPMA, 2006, Articles 27-30 [↑](#footnote-ref-11)
12. Specific, Measurable, Achievable, Relevant and Time-bound (Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste, Temporel) [↑](#footnote-ref-12)